

AFRIQUE

Ethiopie

La guerre ou la lutte des classes ?

(Suite de la première page.)

La lutte inopiné de plusieurs ministres et des membres du P.M.E. (bureau politique) a été présentée officiellement comme le fruit du mécontentement de quelques civils après des réformes de structures, et plus officiellement, comme le résultat d'une réorganisation de luttas tribales entre Amharas et Oromos (Gallas). En réalité, cette crise est surtout l'aboutissement — organisé et planifié — d'une longue lutte idéologique entre les militaires du Derg et leurs « alliés » d'Etat : le parti Meison (1), principal inspirateur de la révolution. L'entrée en clandestinité d'une cinquantaine de dirigeants de ce parti qui — selon leurs propres termes — ont passé du « soutien critique » à l'opposition révolutionnaire, avait été décidée lors d'une « conférence nationale » tenue secrètement à Addis-Abeba en avril dernier. Un comité avait été chargé à ce moment-là de préparer, sans plus attendre, le retour à la clandestinité d'un parti qui n'accepte pas, notamment, l'alignement pro-soviétique du régime militaire et, sans pour autant se reconnaître pro-chinois, dénonce aujourd'hui l'intrusion du « social-impérialisme » en Ethiopie.

La rupture avec les militaires et sa décision de « poursuivre la lutte » affaiblissent tout ou tard la position du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, menacé, de surcroît, sur sa droite, par un coup d'Etat pro-américain qui pourrait conduire le chef d'Etat-major, le général Glesaw, appuyé par quelques membres du Derg et certains officiers de l'armée de terre. Ainsi a pris fin la collabo-

ration fragile entre les intellectuels marxistes formés en Occident et des militaires portés subitement au pouvoir après l'effondrement de l'empire, alors qu'ils n'avaient ni formation idéologique ni expérience politique. Entre septembre 1974 et février 1977, les radicalisations successives de la révolution (nationalisations, réformes agraires, etc.) avaient été l'œuvre de ces intellectuels qui — à la différence de leurs anciens camarades rangés dès le début dans l'opposition sous la houlette du P.R.P.E. (2) — avaient choisi de « jouer » et d'utiliser les militaires, « seule force organisée » sans pour autant les soutenir aveuglément.

Introduisant la littérature marxiste dans le pays, diffusant des publications clandestines, animant plus tard l'école idéologique d'Addis-Abeba, et prenant peu à peu le contrôle d'une partie des médias (comités de quartier), et des associations de paysans, les membres du MEISON profitèrent de l'appui des militaires « radicaux » pour s'implanter et s'organiser. En retour, ils pesèrent sur les luttes de tendances à l'intérieur du Derg et aidèrent le lieutenant-colonel Mengistu à prendre le pouvoir en éliminant peu à peu ses rivaux plus « modérés ». Dans la lutte idéologique qui les opposait au P.R.P.E., ils furent aidés puis bientôt supplantés par l'armée qui, à l'automne dernier, déclencha la répression contre les « anarchistes » et suscita en retour une interminable série d'assassinats politiques.

Lutte des classes ou union sacrée ?

Dès septembre 1976 pourtant, l'achet chef de l'Etat, inquiet de voir s'affaiblir à ses côtés et à travers le pays une force politique « civile » qu'il ne contrôlait pas, décida de créer, parmi les militaires et les fonctionnaires, son propre parti clandestin : le Sedede (littéralement « incendie révolutionnaire », en amharique). L'Ethiopie est ainsi le seul pays où l'on peut voir un chef d'Etat en exercice présider secrètement le comité central d'un parti clandestin. D'ailleurs, à contrecœur, l'Union soviétique, le parti Sedede ne s'opposait cependant pas ouvertement à lui jusqu'en février 1977. En effet, l'existence d'un sein même du pouvoir militaire d'une fraction « modérée », voire « droitière », faisait de ces deux partis, théoriquement marxistes, des alliés de circonstance contre l'ennemi commun. Par contre, après le « coup de février 1977 » qui permit au lieutenant-colonel Mengistu d'éliminer par les armes l'« alliance » du Derg, animée par le « modéré » du Derg, animée par le capitaine Alemayehu Michael, le Sedede et Meison se trouvèrent totalement engagés dans une compétition féroce. (Compétition compliquée encore et le Meison se trouvaient totalement les divisions qui s'étaient fait jour au sein du Sedede, une partie des jeunes officiers à la « bureaucratie » faisant cause commune avec le Meison.)

En dehors des vieilles divergences tactiques et idéologiques (au sujet de l'« Erythrée », l'organisation des milices, de la « bureaucratie », etc.), deux facteurs contribuent à précipiter la rupture entre civils et militaires : l'installation des Soviétiques en Ethiopie et l'aggravation de la situation militaire en Erythrée et dans l'Ogaden.

Au sujet des Soviétiques, les diri-

geants du Meison, qui insistent dans leurs mots d'ordre sur l'« indépendance nationale » et la nécessité de « compter sur ses propres forces » — autant de slogans mal vus en U.R.S.S. — estiment que Moscou défend en Ethiopie ses intérêts stratégiques de grande puissance et prête un pouvoir stable et autoritaire à une agitation révolutionnaire prolongée. « Les Soviétiques cherchent par tous les moyens, dit l'un de ses dirigeants, à freiner notre révolution. Ils ont poussé Mengistu à nous délimiter et à s'en remettre à la bureaucratie ». Les Soviétiques auraient ainsi encouragé le chef de l'Etat à tenir les responsables du Meison à l'écart de la formation des milices, à nommer à la tête des nouvelles unités des militaires « techniciens » plutôt que des jeunes officiers révolutionnaires, etc.

L'aggravation de la situation militaire, au début de cet été, après la double offensive des maquis érythréens et somalis, les désastres enregistrés par l'armée éthiopienne dans l'Ogaden et autour d'Asmara, ont également renforcé la méfiance des militaires à l'égard de la « civilisation ». Les militaires du Meison ont été accusés d'avoir affaibli le pays en développant une lutte des classes frénétique et en entraînant une agitation révolutionnaire permanente. En clair, les impérialistes de la défense nationale et le souci de prévenir un dépeçage de l'Ethiopie, ont poussé le lieutenant-colonel Mengistu et les militaires du Sedede à mettre « entre parenthèses » la révolution permanente et donc à s'en prendre à ceux qui prétendaient la continuer. Les campagnes d'amnisties et les libérations de prisonniers politiques consenties au printemps 1977 témoignaient de ce souci — tardif — des militaires de faire prévaloir la « mobilisation nationale » et l'« union sacrée » sur la lutte des classes.

Les dirigeants du Meison se sont indignés naturellement de cette « réhabilitation des réactionnaires », ils estiment, eux, que le « danger intérieur » continue d'être plus redoutable que le « danger extérieur » et ajoutent : « Le meilleur moyen de triompher des agressions extérieures, c'est de faire confiance au peuple et de fortifier, d'abord, la révolution ». Optimisme, ou peu romantisme sans doute. Mais les civils, aujourd'hui clandestins, n'hésitent pas à dénoncer également, au sujet des spectaculaires défaites militaires éthiopiennes, le « machiavélisme » des Soviétiques. « Moscou, disent-ils, veut placer l'Ethiopie en position défensive dans l'Ogaden pour l'obliger à un compromis territorial avec Israël ». Au mois de juin (3), le Meison a affirmé que l'agression très grave se préparait dans le nord et qu'il était à envoyer à des milices et même une partie des troupes stationnées en Ogaden pour défendre contre nous avant de partir, c'est un piège. De fait, c'est le sud à être dégainé, les Soviétiques ont attaqué. Plus

(1) Mais l'Ethiopie Socialiste Nékroum, mouvement socialiste paathien fondé en 1968, est une organisation d'extrême gauche et les étudiants éthiopiens à l'étranger et (2) Parti révolutionnaire du peuple éthiopien se réclamant du marxisme-léninisme et accusant les milices d'avoir instauré un « régime fasciste ».

(3) Le 5 juin, en effet, c'est l'agence Tass qui, dans une dépêche qu'elle a publiée, a annoncé la préparation d'une « agression armée » contre l'Ethiopie.

tard, Mengistu lui-même a reconnu devant nous : on nous avait donné de fausses informations.

Vraie ou fausse, l'accusation s'appuie cependant sur l'acharnement — réel ou supposé — que mettent les Soviétiques à l'impasse entre Addis-Abeba et Mogadiscio, un compromis territorial qui rendrait possible le grand dessin de Moscou rester présent dans les deux pays à la fois. Après l'échec, à ce sujet, de M. Fidel Castro, le maréchal Aden, l'U.R.S.S. a profité, au début du mois d'août, de la modification du rapport des forces de l'Ogaden pour faire une nouvelle tentative. Une délégation éthiopienne conduite par le major Berhanou, responsable de la politique étrangère au sein du Derg, a rencontré à Moscou des émissaires soviétiques. Mais les conversations, en dépit des pressions soviétiques, ont buté sur l'intransigeance nationaliste des deux camps.

Demain Washington ?

S'ils multiplient aujourd'hui les accusations à l'égard de l'U.R.S.S., les membres du Meison ne ménagent pas davantage le lieutenant-colonel Mengistu, cet ancien allié qu'ils présentent hier comme un « vrai progressiste ». Le souci de freiner la révolution, disent-ils, est désormais de pair, chez lui, avec une volonté obsessionnelle de garder le pouvoir, guitta à s'effiler avec le diable. En fait, le Meison n'a pas accepté que le lieutenant-colonel Mengistu prenne des décisions en fonction des seuls critères « techniques » militaires, faisant des impérialistes révolutionnaires. Dans le Hararghe, il a refusé, par exemple, d'engager les milices locales contre les Somalis (on a fait venir celles du Tigré) et d'arrêter les paysans oromos favorables au Meison. En revanche, les naftengues (propriétaires amharas), hier dénoncés comme « réactionnaires », ont reçu des armes. Plus grave, l'un des responsables du Meison pour le Hararghe, Adoulan Yousuf, un Oromo, a été assassiné le 3 août à Addis-Abeba, par des « inconnus ». Les responsables du Meison sont convaincus que les militaires, inquiets du « danger oromo », sont à l'origine du crime.

Dénonçant la « nouvelle pragmatisme » contre-révolutionnaire du chef de l'Etat, le Meison met également en doute sa fidélité au camp socialiste. Il y a quelques semaines, le lieutenant-colonel Mengistu aurait longuement reçu le chargé d'affaires américain, à Addis-Abeba, pour sonder les intentions de Washington devant un éventuel retour au bercail de l'Ethiopie. La condamnation — rituelle — de l'impérialisme américain a été récemment bannie de la propagande officielle. Autant de signes qui témoignent de l'extraordinaire instabilité du régime éthiopien, et qui contribuent à expliquer la réserve subite des pays occidentaux (France et Etats-Unis notamment) à l'égard de la Somalie qu'ils se proposent, en juillet, d'adopter.

Contrainte de choisir, aujourd'hui, entre la guerre et la révolution, l'Ethiopie pourrait aller plus loin qu'on ne le pense dans cet irréalisme — et peut-être indispensable — virage à droite. Dans l'imprévisible camp de l'Afrique, en septembre 1977, un « renversement » d'alliance « peut toujours en cacher un autre ».

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Rhodésie

Les principaux points du plan anglo-américain de règlement

Londres (A.F.P.). — La création de la Rhodésie du Sud, qui sera pendant la période de transition de six mois qui doit suivre l'abandon du pouvoir, par le régime illégal et pro-sécessionniste, est prévue pour le 1er septembre 1978, soit deux ans après la création du pays en 1965, sous le nom de Rhodésie du Sud.

Cette force surveillera l'application du cessez-le-feu, qui sera proclamé le jour du transfert du pouvoir à une administration provisoire dirigée par un « commissaire-résident » britannique. Elle maintiendra, d'autre part, la liaison avec les forces armées rho-

denes démocratiques et l'abolition de la discrimination, la protection des droits fondamentaux et l'indépendance du système judiciaire.

7) La création d'un fonds de développement destiné à relancer l'économie du pays, dont la création, de lavis des gouvernements britannique et américain dépend de l'application de l'ensemble du règlement.

Le Livre blanc ajoute qu'il est impossible à ce stade d'établir un calendrier précis : « Le gouvernement britannique prévoit toutefois que des élections auront lieu et que la Rhodésie deviendra indépendante sous le nom de Zimbabwe, six mois ou plus après le retour à la légalité ».

Le document ne fait aucune mention explicite du démantèlement des forces armées rhodésiennes ou du désarmement des commandos nationalistes, mais précise que le commissaire-résident deviendra le « commandant en chef » de toutes les forces armées de Rhodésie, sans celles de l'ONU.

Les sanctions contre la Rhodésie seront levées après le transfert du pouvoir à l'administration provisoire.

Le Livre blanc contient, en outre, des détails sur la Constitution : la Rhodésie sera une république à deux chambres, la Chambre des députés et la Chambre des lords. Une seule Chambre sera élue selon le principe « un homme une voix, une femme une voix ». Une « charte des droits » du citoyen prévoira des mesures contre la discrimination, des droits de propriété, des droits de travail, etc.

En ce qui concerne la période de transition, les propositions que la Grande-Bretagne soumettra au Conseil de sécurité de l'ONU prévoient la nomination par le secrétaire général de l'ONU d'un « représentant spécial » qui co-ordonnera avec le commissaire-résident britannique les forces de police seront commandées par un commissaire nommé par le résident britannique et responsable devant lui. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pourra nommer des officiers de liaison avec les forces de police.

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis vont créer un Fonds de développement du Zimbabwe doté de 1 milliard à 1 milliard et demi de dollars américains, auquel des gouvernements et des entreprises privées du monde seront invités à contribuer.

Le bureau politique du parti communiste, qui s'est réuni jeudi 1er septembre, condamne la politique française à l'égard des « régimes racistes » de l'Afrique australe. L'Union soviétique, par son voyage du ministre des affaires étrangères en Afrique, ajoute-t-il, confirme à quel point cette politique, dictée par des considérations de prestige et mercantiles, est néfaste. Elle entame gravement le prestige de la France. Elle porte un lourd préjudice au développement de la coopération avec les peuples du continent africain. Le bureau politique considère que la France doit soutenir les aspirations des peuples d'Afrique australe à la libération de l'oppression raciale et sociale. Il estime qu'elle « doit cesser immédiatement toute assistance militaire et technique à l'Afrique du Sud, et tout soutien économique et financier aux régimes racistes ».

LORD CARVER : UN VIEIL « AFRICAIN »

Londres. — Le Field Marshal Lord Carver, nommé jeudi 1er septembre commissaire-résident en Rhodésie pour la période transitoire, est l'un des héros de l'armée britannique.

Né en 1915, élevé au collège de Winchester, il fut l'essentiel de sa carrière dans des unités de chars en Afrique du Nord, à l'époque de la lutte contre les forces italo-allemandes commandées par le maréchal Rommel. Il a pris part à la bataille d'El Alamein, et à la campagne de la Libye et de la Tunisie.

Chef d'une brigade à l'origine de la victoire à la campagne d'Italie, puis au débarquement en Normandie, et à la campagne de Belgique, des Pays-Bas et d'Allemagne. De 1971 à 1976, il a été chef d'état-major général des forces armées. Il a reçu son bâton de maréchal en 1976, et a été fait pair à vie cette même année dans la liste des honneurs à l'occasion de la reine Elizabeth.

Le Field Marshal Carver est réputé pour son sang-froid. Son passe-temps favori est l'écriture. Dans les fonctions qu'il exercera, il dispose d'un état : l'expérience acquise au Kenya au temps trouble de la guerre ma-

gnaises, actuelles et avec les forces des « armées de libération ». Le maintien de l'ordre pendant la période de transition, incombant principalement aux forces de police locales sous l'autorité du commissaire-résident.

Les propositions, publiées sous forme de Livre blanc, ont été discutées avec les Etats-Unis et après consultation de toutes les parties intéressées, ont pour but :

- 1) L'abandon du pouvoir par le régime illégal et le retour à la légalité ;
- 2) Une transition ordonnée et pacifique de l'indépendance dans le courant de 1978 ;
- 3) L'organisation d'élections libres et impartiales sur la base du suffrage universel ;
- 4) L'établissement par le gouvernement britannique d'une administration provisoire chargée d'organiser des élections pour le gouvernement du futur Etat indépendant ;
- 5) Une présence des Nations unies, y compris une force de maintien de la paix pendant la période de transition ;
- 6) Une Constitution pour l'Etat indépendant comportant un gou-

Un million de ressortissants français ont quitté

Saigon l'indomptable

A TRAVERS LE MONDE

Angola

L'AGENCE ANGOLAISE DE PRESSE a annoncé, jeudi 1er septembre, que M. Mario Soares, premier ministre portugais, avait été invité à se rendre en Angola et que le comité central du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) avait accepté d'envoyer prochainement une délégation au Portugal. — (Reuters)

Chypre

Le GOUVERNEMENT ne reconnaît pas M. Spyros Kyprianou comme nouveau président de la République de Chypre (le Monde du 2 septembre), annonce-t-on officiellement à Ankara. La Turquie estime en effet qu'il ne représente que la communauté chypriote grecque. — (U.P.I.)

Cuba

UNE MISSION DIPLOMATIQUE AMERICAINE, composée d'une dizaine de fonctionnaires, a été officiellement installée, jeudi, à La Havane, en présence de M. Felipe Torra, vice-ministre des affaires étrangères. La mission, que

Danemark

LES DIRIGEANTS DES PARTIS LIBERAUX ET DEMOCRATES DES NEUF PAYS du Marché commun se réuniront à Copenhague du 6 au 8 septembre. Ils discuteront un programme d'action pour la constitution d'une fédération libérale-démocrate de la C.E.E. en vue des élections directes au Parlement européen, l'an prochain. — (Reuters)

Etats-Unis

LE TAUX DE CHÔMAGE dans la population noire âgée de seize à vingt et un ans a atteint le niveau sans précédent de 34,5 % en juillet 1977, soit 4 % de plus qu'en juin 1976, a indiqué mercredi 31 août le département du travail. Le taux de chômage global aux Etats-Unis était de 6,5 % en juillet, soit 13,2 % pour les Noirs et les autres minorités raciales, et 6,1 % pour les Blancs. — (A.F.P.)

Grèce

QUATRE OFFICIERS DE L'ARMÉE DE TERRE GRECQUE, accusés d'avoir pratiqué la torture sur des opposants au régime d'extrême droite entre 1967 et 1974, ont été révoqués vendredi 2 septembre par décret présidentiel. — (A.F.P.)

Guinée

TREIZE MILITAIRES GUINÉENS AURAIENT ÉTÉ EXÉCUTÉS, en fin de semaine, sur ordre du président Sekou Touré, rapportent des voyageurs venant de Guinée, arrivés à Abidjan. Les autorités guinéennes auraient reproché à ces militaires d'avoir refusé de tirer sur des femmes qui manifestaient à N'Zérékore, ville située près de la frontière du Libéria et de la Côte d'Ivoire, contre la fermeture des marchés.

Le mensuel indépendant le Politicien, édité à Dakar, fait, de son côté, état d'une manifestation de femmes qui aurait eu lieu samedi dernier à Conakry. Citant « une source diplomatique absolument sûre », cette publication affirme que ces revendications de la capitale guinéenne, mécontentes de

l'attitude de la police économique, ont marché sur le palais présidentiel avant d'être dispersées par « un tir nourri des services de sécurité ».

Hongrie

LES TOURISTES ÉTRANGERS ne seront plus obligés de changer une certaine somme de devises par journée de séjour à partir du 1er janvier prochain. Actuellement, ils doivent changer la valeur de 8 dollars (quelque 40 francs) en Hongrie. Le même montant est en vigueur dans les autres pays de l'Est, sauf en Bulgarie, où elle a été abrogée en avril dernier. — (Reuters)

Inde

Mme GANDHI, ANCIEN PREMIER MINISTRE, qui a été internée pendant des semaines, pourrait voir l'interdiction de quitter le pays tant que les émeutes n'auront pas cessé. Elle a été libérée jeudi 1er septembre, le jour du gouvernement de l'Etat.

UN JOURNALISTE, FRANÇAIS, a été tué par des soldats sud-africains (SWAPO) à la fin août.

Suède

LA SURETÉ SUEDOISE a découvert une centaine de kilos de dynamite dans les puits d'un pont de Stockholm. Il s'agissait du travail de spécialistes de la dynamite ayant été placée avec beaucoup de soin dans les « chambres de mine » prévues lors de la construction pour la destruction éventuelle du pont en cas d'invasion ennemie. (U.P.I.)

Union soviétique

EN RETRAITE, le général TRIBOUT, qui a été nommé à la tête de la Base militaire soviétique de la Baloutia pendant la guerre, est parti mardi 30 août à l'âge de 67 ans. Il avait dix-sept ans — (A.F.P.)

République

LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE (SWAPO) a publié

ASIE

Chine

Une reprise des relations n'est pas exclue entre le P.C. chinois et la Ligue des communistes yougoslaves écrit le quotidien de Belgrade «Politika»

Les présidents Tito et Hua Guo-feng ont eu, jeudi 1^{er} septembre, une seconde série d'entretiens. Le quotidien de Belgrade «Politika» évoque à ce sujet, vendredi, la perspective d'une normalisation des relations entre les partis chinois et yougoslaves. Dans une correspondance de Pékin, le journal écrit : « Les observateurs étrangers constatent — en s'appuyant sur certains signes relevés dans la presse chinoise — qu'un dialogue idéologique a été instauré, qui pourrait conduire au rétablissement des relations entre le P.C. chinois et la Ligue des communistes de Yougoslavie ». «Politika» ajoute : « Il faudra pour cela aux Chinois un certain temps, pour des raisons tant intérieures qu'extérieures. Certains analystes ont jusqu'à vu dans l'instauration éventuelle d'un dialogue idéologique yougoslovo-chinois la possibilité d'un assouplissement ultérieur de la position du P.C. chinois à l'égard des influences P.C. occidentales indépendantes. » (Le maréchal Tito est accompagné à Pékin par des personnalités importantes de la Ligue.)

Une lettre du président Carter au maréchal Tito

Les présidents se sont, d'autre part, montrés favorables à « l'établissement pacifique de certaines crises actuelles en Afrique », a indiqué un porte-parole yougoslave, faisant allusion, semble-t-il, à la situation dans la corne de l'Afrique. (La Chine a récemment pris indirectement position pour la Somalie dans ce conflit, sans toutefois critiquer la position éthiopienne.) Ils sont tombés d'accord pour que les pays non alignés jouent « un grand rôle dans la lutte pour le développement des relations internationales et pour régler les problèmes des pays en voie de développement ».

A Tokyo, d'autre part, le journal Mainichi a rapporté, jeudi 1^{er} septembre, que le président Carter avait envoyé une lettre au maréchal Tito lui demandant de confirmer la position américaine à l'égard de la reconnaissance réciproque des deux Corées, auprès de l'Union soviétique, de la Corée du Nord et de la Chine, lors de sa visite dans ces trois pays. Citant des sources est-asiatiques, le journal a indiqué que M. Carter avait réaffirmé sa volonté d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, précisant que les Etats-Unis n'envisageraient pas de négociations avec la Corée du Nord au détriment de la Corée du Sud. Il a écrit qu'il souhaitait que les Etats-Unis, la Chine, l'Union soviétique et les deux Corées tiennent une conférence sur la question coréenne et que le Nord et le Sud soient « reconnus respectivement » (« Cross Recognition »). Selon cette proposition, l'Union soviétique et la Chine reconnaîtraient la Corée du Sud, alors que les Etats-Unis et le Japon reconnaîtraient la Corée du Nord. (A.F.P., A.P.)

PROCHE-ORIENT

Israël

A LA KNESSET

L'opposition travailliste approuve le refus du gouvernement de négocier avec l'O.L.P.

Le Parlement israélien s'est prononcé, le jeudi 1^{er} septembre, à la quasi-unanimité, contre tout dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) dans l'immédiat ou dans l'avenir. Une première résolution présentée par le gouvernement avait été adoptée par 57 voix contre 6 et 40 abstentions. Une motion allant dans le même sens proposée ultérieurement par le parti d'opposition Dash recueillit 53 voix (avec 6 abstentions). Ainsi, le premier ministre, M. Menahem Begin, obtint ce qu'il désirait : le soutien massif du Parlement à sa politique consistant à écarter définitivement de l'agenda le processus de négociation de paix. Dans les deux résolutions adoptées, l'organisation palestinienne est qualifiée de « bandes de terroristes et d'assassins ».

A la fin du débat de politiques étrangères, objet de la réunion extraordinaire du Parlement, M. Begin a exprimé son étonnement devant les critiques de l'opposition des deux résolutions. Il a souligné que son gouvernement appliquait, à quelques différences près, la politique travailliste en ce qui concerne les rapports avec l'O.L.P. et le refus du retour aux frontières d'avant la guerre de juin 1967.

L'« étonnement » de M. Begin

Ces critiques ont d'autant plus « étonné » M. Begin qu'en « maintes occasions le Likoud avait apporté son appui au gouvernement travailliste, lorsque celui-ci avait manifesté leur opposition à tout dialogue avec les Palestiniens et à l'occupation des territoires occupés pendant la guerre de six jours. Il y a bel et bien, un consensus national sur ces deux sujets », a dit M. Begin.

Avant que le chef du gouvernement ne mette fin aux débats, de nombreux orateurs avaient exposé leur point de vue : M. Arieh Eliav, par exemple, pour le mouvement Sheli (deux députés), avait déclaré : « Qu'on le veuille ou non, le problème palestinien est au cœur du conflit. Si l'O.L.P. abandonne le terrorisme et reconnaît Israël, il faudra discuter avec cette organisation », a ajouté Eliav, qui a toutefois reconnu « que ce sera très difficile ».

M. Efraïm Talimi, qui a parlé pour le Mapam (socialistes sionistes), a déclaré que « le vrai patriotisme est de s'unir contre le gouvernement Begin ». M. Yossef Sarid (travailliste) a exprimé la crainte que « les non » à Lkoud, joints à l'intransigence arabe, ne fassent reculer une fois de plus la convention de la conférence de Genève. M. Meir Amit (Dash) a mis en garde contre « l'intransigence

De nouvelles colonies juives en Cisjordanie ?

D'autre part, la presse israélienne fait état des projets gouvernementaux concernant la création de colonies juives dans les territoires occupés. Selon Al Hakhmar, vingt-sept villages seront établis dans les quatre prochaines années, dont dix-sept avant la fin de 1977 (dont, en Cisjordanie, six dans le Golan, dix dans la région de Gaza et deux dans le Sinaï). « Maariv » publie un plan élaboré par le général Sharon, ministre de l'Agriculture et qui prévoit l'implantation en Cisjordanie de plusieurs dizaines de milliers de juifs. L'existence de ce plan n'a pas été officiellement confirmée. Le mouvement Gush Emounim (le Bloc de la foi), a pour sa part, annoncé son intention de fonder avant la fin de cette année douze kibboutzim en Cisjordanie, avec ou sans l'autorisation du gouvernement. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Vietnam

LA FIN DES OPÉRATIONS DE RAPATRIEMENT

Dix mille ressortissants français ont quitté le pays depuis deux ans

Hanoï (A.F.P.). — Le dernier vol d'Air France rapatriant des ressortissants français ou des membres de leurs familles quittant la partie méridionale du Vietnam aura lieu le 20 septembre, indique-t-on de source française à Saigon. Ce jour-là, l'appareil qui assurera un vol hebdomadaire de rapatriement entre l'aéroport de Ho-Chi-Minh-Ville et Bangkok devrait faire, en principe, sa dernière rotation.

Quelques dix mille personnes (Français de souche, Vietnamiens naturalisés Français, Vietnamiens vivant avec des Vietnamiens de nationalité française, Cambodgiens ou Laotiens de nationalité française, etc.) ont déjà quitté le Vietnam. D'ici la fin du mois, il en restera quelques centaines d'autres à rapatrier, mais les chiffres diffèrent selon que l'on s'adresse au consulat général de France à Ho-Chi-Minh-Ville ou au département des Affaires consulaires vietnamiennes de la ville.

Premier point de litige : selon les Vietnamiens, il ne reste plus à évacuer qu'un peu plus de sept cents personnes. Selon les Français, il y en a environ deux mille et deux mille trois cents. Parmi ces sept cents personnes, dit M. Nguyen Phi Tuyen, l'un des responsables des affaires consulaires de Ho-Chi-Minh-Ville, « il n'y a d'ailleurs que très peu de Français de souche. La plupart

sont d'origine vietnamienne, indienne ou chinoise. Nous nous occupons cependant, avec le consulat français, de confronter nos deux listes et de procéder à des vérifications pour rechercher, notamment, s'il n'y a pas des Vietnamiens français qui ne s'étaient pas encore fait recenser. »

« Bien que les deux listes ne concordent pas encore dit-il, nous sommes toujours disposés à accorder des facilités pour le rapatriement de ceux qui sont en règle, conformément à notre politique humanitaire et sur la base de notre amitié avec la France. »

« Nous avons demandé à la partie française de nous fournir la liste des 2 000 à 2 300 personnes. Elle ne nous a toujours pas été fournie », précise M. Tuyen.

Du côté français, un rétorque : « On ne nous a jamais demandé cette liste. Nous travaillons au coup par coup, mais, depuis le mois d'octobre de l'année dernière, nous avons déjà fourni vingt-quatre listes portant sur 1 000 chefs de famille. »

Second point de litige : les médias. De part et d'autre, on reconnaît qu'il y en a environ 1 500. Pour les Français, ils peuvent être reconnus comme tels en fonction de leurs actes de naissance, du fait qu'ils ont des parents qu'ils peuvent posséder, de lettres familiales ou, tout simplement, s'ils sont âgés de plus de vingt ans

et ont un physique eurasien. Pour les Vietnamiens, ces 1 500 métrés représentent, pour la plupart, des métrés, des vagabonds et des trafiquants irrécupérables. « La partie française exige d'eux un métier pour les accepter en France », disent les autorités vietnamiennes.

« Pas du tout », répond sur ce point M. Massenet, consul général. Il y a plus d'un an, justement, fut posé le problème des métrés. Les Vietnamiens n'ont répondu que c'était leur affaire, et qu'ils arriveraient à intégrer ces jeunes, nés de père inconnu mais de mère vietnamienne, dans la société actuelle. Si l'expérience a échoué, c'est à déplorer. J'ajouterais même que l'on essaye de nous faire reconnaître comme métrés des gens qui ne sont pas des métrés, et qui, de toute façon, ne sont pas nés entre 1945 et 1955. »

« Un saut dans l'inconnu »

Troisième point de litige : les 1 500 personnes — différence entre les « 2 300 » et les « 1 000 » — n'ont pas toutes été naturalisées comme Français après le 30 avril 1975, date de la chute de Saigon. Du côté français, on répond que l'on ne peut pas obliger les gens à faire immatriculer dans un consulat, et qu'il peut y avoir, sur ce point précis, des oublis à vérifier cas par cas.

« Nous avons enregistré, disent les Français, mille soixante-sept recensements après le 30 avril. Nous constatons que parmi ces personnes, cent soixante d'entre elles ont reçu des autorités vietnamiennes l'autorisation de partir. » « Nous ne reconnaissons pas les

Libye

A l'occasion du huitième anniversaire de la révolution

Le colonel Kadhafi relance la polémique avec le président Sadate en le qualifiant de « criminel »

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Dans le discours qu'il a prononcé jeudi 1^{er} septembre, à l'occasion du huitième anniversaire de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi a tenu une foule de propos qui ont été dénoncés en termes violents de « criminel qui a été à l'origine de cette guerre fratricide ». Sans citer nommément le président Sadate, il a accusé l'Egypte de « châtiment » la responsable de « cette tragédie ». « Celui qui a mis fin à l'union naturelle de deux peuples séparés par une frontière artificielle, c'est par l'impérialisme britannique que ce criminel qui a commis un acte odieux et doit en conséquence être sévèrement puni », s'est-il exclamé.

Selon le colonel Kadhafi, ce crime est d'autant plus impardonnable que le peuple égyptien « souffre de l'occupation sioniste du Sinaï, de la faim, de la misère ». Le chef de l'Etat libyen a affirmé qu'il ne se sentait pas fier de la victoire qu'il venait de remporter contre l'armée égyptienne. En effet, a-t-il dit, l'occupation de juillet était le fruit d'un plan israélien-américain ayant pour but de détruire l'armée égyptienne. « Ce plan, dit-il, malgré moi, contribué à la réalisation de cet objectif. »

« Les défaitistes et les capitulards... »

« Les Etats-Unis et Israël, a-t-il poursuivi, veulent éliminer toutes les forces militaires du Proche-Orient qui s'opposent au régime sioniste. Ils ont donc décidé de lancer une campagne de propagande pour délégitimer les troupes de Damas au Liban fait partie d'un complot qui vise à liquider l'armée syrienne pour ouvrir la voie à l'arrivée des Israéliens sur l'Euphrate, de même que l'attaque égyptienne contre la Libye fait partie d'une conspiration sioniste-américaine ayant pour objectif la destruction de l'armée égyptienne, première étape avant l'arrivée des Israéliens sur les rives du Nil. »

Le colonel Kadhafi a affirmé encore que, malgré « tous les déboires et les déceptions », il gardait intacte sa foi dans l'unité et que « la volonté des peuples arabes du Golfe et l'Océan Indien par éliminer les frontières artificielles imposées par l'impérialisme ».

Le chef de l'Etat libyen a également eu des paroles très dures pour « les défaitistes et les capitulards du monde arabe ». « Il appartient désormais à la

Libye, a-t-il déclaré, de faire sienne la cause de la résistance palestinienne en lui fournissant sans compter des armes et des fonds. Cette décision devra être prise par l'ensemble des forces populaires libyennes. »

Dans un avertissement adressé aux « capitulards arabes », il a lancé : « Oubliez le roi Abdallah ? Oubliez le roi Faysal ? Oubliez le roi Fayçal d'Irak ? (...) Tous les règlements et solutions préparés par l'impérialisme sont voués à l'échec parce qu'ils sont liés à des régimes honnêtes et non à la volonté populaire. Le droit des Arabes triomphera. » Faisant l'éloge du Front du refus, il a ajouté : « De plus en plus, les libyens se rendent compte que ce refus est la seule solution à leur problème. Les défaitistes et les capitulards perdent progressivement du terrain. C'est la voie du refus qui est la seule voie de la victoire. »

La violence distribue du colonel Kadhafi contre le chef de l'Etat égyptien risque fort de mettre fin à des relations qui s'étaient améliorées entre l'Egypte et la Libye grâce, notamment, aux patients efforts de M. Arafat. Ce dernier, au terme de plusieurs nouvelles entre Le Caire et Tripoli, a réussi à obtenir l'accord des deux parties pour l'échange de prisonniers à la frontière et l'ouverture de la frontière de Solloum. La guerre des ondes et les campagnes d'invectives menées dans les deux pays ont cessé vers le 10 août, coïncidant avec le début du Ramadan. Cependant, rien n'a été réglé sur le fond.

Il semble que, du côté libyen, on se soit prêt de mauvaise grâce à cette réconciliation : l'échange des prisonniers n'a pas été rapporté sur les journaux de Tripoli, et la réunion de Solloum n'a eu droit qu'à quelques lignes en bas de page des journaux. Déjà, le mercredi 31 août, le colonel Kadhafi avait, au cours d'une émission télévisée, rompu la trêve en affirmant que ses divergences avec le président Sadate n'étaient pas de nature politique, le cas de ce dernier relevant plutôt de la psychiatrie.

Le fossé entre l'Egypte et la Libye est donc plus profond que jamais, tandis que celui qui séparait Tripoli de Tunis semble sur le point d'être comblé. Une importante délégation tunisienne assiste aux festivités de la révolution. Présidée par le ministre de la Défense, elle comprend le ministre de la Jeunesse, un haut responsable du parti et de nombreux artistes. Tripoli a déjà accepté l'arbitrage de la cour de La Haye à propos du litige du golfe de Gabès : la décision sera rendue publique en novembre, après approbation par le Congrès du peuple libyen.

JEAN GUEYRAS.

Saigon l'indomptable

Hanoï (A.F.P.). — Plus de deux ans après sa chute, Saigon, qui compte environ trois millions d'habitants, demeure difficile à maîtriser pour les autorités révolutionnaires vietnamiennes.

En revanche, au nord du pays, et pour le premier fois depuis longtemps, chaque chef de famille vient de se voir allouer une ration non automatiquement renouvelable — de 500 grammes de bœuf pour le mois d'août.

Plus de trois ans après sa chute, la richesse de Saigon est toujours incalculable et incalculable. Par on ne sait quel mystère, des bouteilles de cognac authentique font régulièrement leur apparition sur le marché (officiellement officiel) au prix de 150 dollars du Sud. Elles trouvent preneurs, y compris parmi les cadres vietnamiens qui ont « soigné » des invités. Des kilomètres de tissu, que ce soit du « Jean », de la popeline ou de la soie, passent, en coup de vent, dans des échoppes de tailleurs, où les clients ne manquent pas. Alors que des employés de banque sont aujourd'hui payés 30 dollars du Sud par mois, le tube de rouge à lèvres qui est admis par la révolution en vaut autant. « Il va falloir que l'on s'en aille », a déclaré, au correspondant de l'A.F.P., un responsable vietnamien du Sud. « Il y a des stocks, mais il ne faudrait pas que l'on s'exagère », a-t-il ajouté.

Pour certains cadres vietnamiens lucides, il faudrait entre vingt et trente ans pour venir à bout de Saigon l'indomptable, et en faire l'exemple de vertu et d'austérité — pas toujours d'orthodoxie remarquable d'ailleurs — qu'offre aujourd'hui Hanoï.

Dans certains arrondissements de Saigon, les rapports entre la population et les chefs de quartier révolutionnaires (il y a huit mille cadres pour l'ensemble de la ville) sont bons. Dans d'autres, ils sont délicats. Cela contribue à expliquer que, chaque jour, des Vietnamiens quittent, par des moyens maritimes incertains, une terre qui n'est plus, pour eux, synonyme de liberté.

Etre efficace et révolutionnaire

Tout l'effort des autorités tend, d'autre part, à faire du « nouveau homme socialiste vietnamien » du Sud l'alter ego de celui du Nord.

Lorsque la réunification sera entièrement réalisée, il lui sera interdit de parler avec des étrangers, fussent-ils socialistes. Si ses fonctions le méritent, en contact avec des étrangers, il lui sera également interdit de parler de sa vie privée, de la vie économique et politique de son pays. Ainsi le veut la règle du jeu : aucun contact personnel n'est permis entre la population étrangère et vietnamienne.

La suspicion atteint parfois des proportions inimaginables (feuille de corbeilles à papier, notation des déplacements, etc.).

Rhodésie
Les principaux points du règlement anglo-américain de règlement

EUROPE

Allemagne fédérale

LES SUITES DE L'AFFAIRE KAPPLER

Les Allemands sont parfois jugés plus sévèrement que d'autres peuples déclare le président Scheel

Bonn (A.F.P., A.P., Reuters). — M. Scheel, président de la République fédérale d'Allemagne, a exprimé, jeudi 1^{er} septembre, à la télévision, son point de vue sur l'affaire Kappler et ses conséquences. Il a estimé que cette affaire « ne provoquera pas de détérioration des relations germano-italiennes », mais il a déploré « l'entorse faite au droit italien par la fuite de Kappler en R.F.A. ».

« Le gouvernement fédéral allemand », a-t-il poursuivi, « a demandé plusieurs fois par le passé la grâce de Kappler, pour des raisons humanitaires liées à la situation de la R.F.A. et les autorités italiennes ont fait preuve de compréhension à notre égard, elles nous ont toujours avancé les raisons politiques et juridiques qui s'opposent à une telle démarche ».

Le président a ajouté : « L'affaire Kappler a montré à l'Allemagne fédérale qu'elle ne pouvait pas se soustraire à son histoire, mais qu'elle était toujours rattrapée par elle (...). Les Allemands sont, dans certains domaines, jugés plus sévèrement que d'autres peuples, et il faut qu'ils tiennent compte de ce problème ».

A Munich, une manifestation organisée par une formation d'extrême droite, pour protester contre les critiques adressées par les gouvernements étrangers à la R.F.A. à propos de son attitude dans l'affaire Kappler, a été interdite par le maire, M. Müller-Beltdenreich. A Hambourg, une

perquisition de la police au siège d'une association néo-nazie a permis la saisie d'un matériel de propagande nationale-socialiste, ainsi que d'armes ayant appartenu à la Wehrmacht. A Berlin-Ouest, le président de l'Association israélienne locale, M. Gollinski, a reproché aux autorités fédérales, dans une déclaration publiée jeudi, de « fermer les yeux sur la recrudescence du nazisme » parmi la jeunesse ouest-allemande.

Un sondage d'opinion De telles inquiétudes risquent d'être renforcées par la publication, outre-Rhin, des résultats d'un sondage d'opinion, qui montre que plus de 41 % des personnes interrogées estiment que,

si Hitler « a commis de nombreuses erreurs », il ne faut pas négliger « les côtés positifs de son action ».

POINT DE VUE

Continuité allemande : effacer ou justifier

par le général BINOCHÉ (*)

L'AFFAIRE Kappler vient au moment où l'Allemagne, pour la première fois depuis la guerre, éprouve visiblement le besoin d'aller seule au fond du problème historique que lui pose depuis trente-cinq ans un fils embaumé nommé Adolf Hitler. Ainsi un criminel de guerre s'élève sans grandes difficultés apparentes et va se mettre à l'abri de la loi fondamentale de son pays, qui lui garantit, au mépris de la justice des hommes, de terminer ses jours, il est vrai comptés, dans son lit, au milieu des siens.

Ce boulet, nous avons pourtant tout fait, et pas seulement nous, pour le rendre le plus léger possible. La Libération n'était pas terminée que déjà, avec un romantisme bien de chez nous, la Résistance française elle-même, au mépris de la simple vérité historique, décidait de créer le mythe d'un malheureux peuple allemand souffrant d'une Europe mal faite (un peu par notre faute) et devenant naturellement la proie d'un paranoïaque, d'un fou sanglant sans précédent, comme sans successeur dans l'histoire du monde.

Oh ! certes, les Français n'étaient pas entièrement dupes, mais il fallait bien, n'est-ce pas, organiser le voisinage et essayer d'oublier, et même si possible d'effacer, la peur que l'on avait eue et que l'on traînait aussi comme un boulet.

leur nouvelle manière de voir, leur nouvelle morale. Ils en trouveront même d'excellentes chez nous, du temps, hélas ! où l'on se pressait à l'Institut allemand d'histoire de l'Allemagne, rue de Valenciennes, à Paris dirigé entre 1940 et 1944 par le Dr Sping, qui dépendait de l'Amsthriftum (Office de la littérature), branche d'un service du « célèbre » Rosenberg.

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS XI ■ Métro Parmentier

Tél. 357.46.35

brésil
amérique latine
espagne et portugal
pays africains de langue portugaise

Livres, presse, musique, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, drappes, conférences, etc.

Librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise
(anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne)

15, rue des Ecoles, Paris-VI - Tél. : 033.46.16 - Métro Maubert-Mutualité.
(vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

Pays-Bas

Les tentatives pour former un nouveau gouvernement

ACCORD ENTRE SOCIALISTES ET CHRÉTIENS-DÉMOCRATES SUR LA QUESTION DE L'AVORIEMENT

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Socialistes et chrétiens-démocrates néerlandais se sont finalement mis d'accord dans la soirée du 1^{er} septembre sur le projet de réforme de la législation sur l'avortement. Il paraît donc de nouveau probable que M. Den Uyl, le premier ministre socialiste démissionnaire, formera un gouvernement de centre gauche. Bien que l'accord sur l'avortement contienne quelques concessions des socialistes, ce sont finalement les chrétiens-démocrates qui ont fléchi le plus de leur position. Les chrétiens-démocrates n'ont pas voulu donner raison à M. Den Uyl, et c'est pourquoi celui-ci avait précédemment échoué dans sa tentative de former une coalition gouvernementale. Les amis de M. Van Agt se sont montrés plus compréhensifs à l'égard de M. Veringa, ancien ministre chrétien-démocrate, maintenant membre du Conseil d'Etat, qui avait été chargé par la reine de tenter de débloquer la crise.

Belgique

Tension avec le Luxembourg

De notre correspondant

Bruxelles. — On n'en est pas encore à la guerre, ni même à la rupture des relations diplomatiques entre la Belgique et le Luxembourg, mais c'est presque l'incident. Le grand-duché, par représailles contre l'occupation de son ambassade à Bruxelles par des métallurgistes belges, a instauré un contrôle plus strict à la frontière avec la Belgique. L'Arbed avait proposé aux Communautés européennes de supprimer purement et simplement les hauts fourneaux et les aciéries de Rodange, pour n'y conserver que les activités de laminage. Le projet avait suscité une vive réaction de la Belgique, et, à plusieurs reprises, le premier ministre, M. Vandenberghe, avait rencontré son collègue luxembourgeois, M. Thoen, sans que les interlocuteurs arrivent à un accord. Pour protester contre l'attitude luxembourgeoise, les travailleurs de la région ont finalement occupé l'ambassade le mardi 30 août.

le 21 Septembre dans 145 cinémas en France

LES GRANDS FONDS

MARTIN VAN TRAA.

Portugal

Les autorités veulent assainir la situation des quotidiens contrôlés par l'Etat

De notre correspondant

Le gouvernement a pris de nouvelles mesures pour assainir la situation économique des quotidiens contrôlés par l'Etat.

A la suite de la nationalisation des banques, en 1976, l'Etat est devenu propriétaire de cinq quotidiens de Lisbonne. Il a également acquis la majorité du capital social dans deux entreprises de presse de Porto, ainsi qu'un tiers du capital du journal *Diário de Lisboa*.

Le tirage de tous ces journaux, qui subissent la concurrence de deux quotidiens privés, a sensiblement baissé. En raison de la diminution des revenus de la publicité de plus de 50 % dans certains cas, par rapport à la période antérieure au 25 avril 1974, leur situation financière est devenue catastrophique. Selon des chiffres officiels, le déficit de l'ensemble des organes d'information dépendant de l'Etat s'élevait, à la fin de l'année 1976, à 1 milliard 100 millions d'escudos (1).

Le gouvernement a ordonné de cesser définitivement la publication de deux quotidiens de Lisbonne, *O Jornal do Comercio* et *O Seculo*, dont la parution était suspendue depuis septembre 1976 et février 1977. Il a en outre mis fin au « régime d'intervention » qui garantissait la couverture intégrale du déficit des trois journaux où l'Etat détient une partie du capital social. Enfin, les entreprises qui éditent les quotidiens *Diário de Notícias*, *A Capital* et *Diário Popular* ont été déclarées « en situation économique difficile », le conseil des ministres pour les affaires économiques devant se prononcer dans un délai de deux mois sur les mesures de redressement jugées nécessaires.

AMÉRIQUES

Mexique

La réforme du système politique favorisera la représentation parlementaire des petits partis

De notre envoyé spécial

Mexico. — Dans le premier rapport annuel de son mandat, présenté le 1^{er} septembre devant les députés et les sénateurs mexicains, le président Lopez Portillo a annoncé une importante modification du système politique du pays, marquée par l'hégémonie du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), qui, pratiquement, monopolise le pouvoir depuis plusieurs décennies. Jusqu'à présent, seules trois formations, le PAN (Parti d'action nationale de droite), le P.P.S. (Parti populaire socialiste) et un petit parti autonome de la révolution mexicaine étaient admis aux élections fédérales. Le plus important de ces groupes parlementaires comptant vingt-sept députés, ils faisaient surtout de la figuration.

Le nouveau système politique se propose d'augmenter le nombre de députés en les portant à quatre cents (ils sont actuellement deux cent cinquante). Cent d'entre eux pourront appartenir à des partis autres que le P.R.I. Ces « députés de partis », élus selon un système complexe de représentation proportionnelle, devront appartenir à des formations « enregistrées » sous certaines conditions. Pour être définitivement un parti devra prouver qu'il dispose de soixante-quinze mille adhérents et en donner la liste. Mais les dispositions sont moins strictes pour un parti qui dispose de moins de cinquante mille adhérents. En fait, ce dernier point est une concession au P.C., principal intéressé, qui se souciait peu de fournir aux autorités la liste de ses militants.

Ce pas en direction d'une démocratie suscitait une certaine inquiétude, selon le chef de l'Etat, la « représentation de tout le renouveau idéologique ». L'assouplissement est d'autant plus important que des « associations politiques nationales » seront admises à « faire de la politique, sans pour autant participer aux élections ». Le carcan vieillot et de plus en plus contesté du parti unique de fait est ainsi durablement secoué.

Sur le plan économique, le président Lopez Portillo a décrit en usant de couleurs très sombres la situation « dramatique » dont il a hérité avec la dévaluation du peso. Il a exposé les succès de son plan d'austérité, qualifié ici de « phase de réajustement », l'inflation est freinée et, par rapport à la période correspondante

DIPLOMATIE

de 1976, le déficit du commerce extérieur a diminué de 81 %.

Le président s'est félicité « d'avoir offert un plan raisonnable et rationnel pour gérer la crise », mais a reconnu que celle-ci est « loin d'être jugulée », pour la seconde année consécutive, le taux de croissance, inférieur à 3 %, sera moindre que l'accroissement de la population. Il a été très applaudi lorsqu'il a rappelé que ce redressement a été accompli « grâce à l'appui des travailleurs, à leur sens des responsabilités et du sacrifice ». En fait, la modération des syndicats officiels, qui ont accepté la chute de leur pouvoir d'achat, est le principal facteur de succès du « plan Portillo ».

A long terme, les perspectives offertes par le pétrole sont très encourageantes, selon le chef de l'Etat, qui a fait mention de « réserves prouvées suffisantes pour cinquante ans ».

Enfin, la partie consacrée à la politique étrangère, banale et brève, n'avait plus rien des accents tiers-mondistes passionnés que lui donnait le prédécesseur du président actuel, M. Luis Echeverría. M. Lopez Portillo souligne plutôt son image d'économiste réaliste.

Il a toutefois refusé, en invoquant un « calendrier » qui ne trompe personne, d'aller assister aux côtés du général Pinochet à la signature du traité sur le canal de Panama. Décidé à avoir avec son « voisin parfois incommode », les Etats-Unis, les meilleures relations possibles, M. Lopez Portillo les rassure par sa totale absence de romantisme révolutionnaire.

P.-J. FRANCESCHINI.

LES PROXIMES JOURS

LES PROXIMES JOURS

POLITIQUE

LA RÉPUBLIQUE ET LES DROITS DE L'HOMME

(Suite de la première page.)

La possibilité de gagner sa vie, à la sueur de son front, exclut le chômage et le sous-emploi, et pourtant... La défense de la dignité du travailleur doit être assurée par des conditions de travail de sécurité et de dignité. De même, les libertés syndicales et la liberté du travail sont indispensables à la justice sociale. Comment ne pas exiger que tout gouvernement de la France s'attache avant tout à rendre pleinement effectif l'exercice du droit au travail ? Dans un temps où l'on redécouvre les vertus des petites cellules, des associations de communautés élémentaires si proches à l'expression de l'homme, la famille qui est par excellence la cellule de base, doit être reconnue comme essentielle à l'épanouissement de l'individu et à l'avenir du pays. C'est en effet au sein du foyer que les parents assument leurs responsabilités les plus humbles et les plus méritoires : par l'exercice de leur autorité, ils sont porteurs d'espérance, et, à ce titre, ils ont droit à la considération et à la protection de la collectivité.

Dans le même esprit, nous n'échapperons pas à une réflexion sur ce que doit à l'individu la solidarité nationale face aux questions qui continuent de poser à la conscience française les problèmes du respect de la vie. Et notre pays présente sans doute le meilleur exemple de l'exercice du droit à la santé et à la sécurité sociale, prouvant ainsi une solidarité réelle au sein de la nation, il reste que l'humanisation de nos hôpitaux est encore insuffisante, que les crédits affectés à la recherche ne permettent pas toujours à l'élite médicale française d'obtenir aux résultats les meilleurs.

S'agissant du droit à l'éducation et à la culture, notre tradition laïque et républicaine, qui a su se dégager de tout sectarisme, a permis de cimenter une conscience nationale unitaire. Mais la démocratisation de l'enseignement et l'appât culturel des Français doivent ouvrir la voie à une certaine diversification des vecteurs éducatifs et culturels. Le droit pour les parents de choisir la forme d'enseignement leur paraissant convenir à leurs enfants doit rester compatible avec les impératifs constitutifs d'une nation moderne.

De même, le caractère populaire de la culture, qui cesse d'être le propre d'une catégorie sociale ou de spécialistes, oblige à une certaine reconquête du phénomène culturel par la culture elle-même. Les musées, trop souvent considérés à tort comme des temples d'un culte mystérieux, la culture doit aller au peuple sans perdre sa caractéristique propre au génie individuel, bien que les mécanismes de la création aient commencé eux-mêmes à se démocratiser.

À cet égard le problème le plus délicat qui reste à résoudre au sein de la nation française est celui du droit à l'identité et à l'expression culturelle des minorités. À juste titre, notre système démocratique ignore le phénomène minoritaire. Un Français vaut un Français quel que soit son identification propre ou son identification collective. Mais comment concevoir que, sur le plan culturel, tous nos concitoyens ne puissent, s'ils le désirent, retrouver dans le fond de leur conscience la dimension profonde de leur être ? Comment admettre que ce trésor, quelquefois oublié, ne vienne pas enrichir la culture nationale ? Le général de Gaulle disait que la France vient du fond des âges, il est naturel qu'émergent les strates, nombreuses et variées, qui ont fait le limon culturel français. De ce pluralisme naîtra une façon nouvelle de penser la culture française dans son unité.

Au chapitre des droits civils et politiques, notre Constitution est sans doute l'une des meilleures possibles. Chaque Français peut assumer sa pleine responsabilité civique tout en conservant sa personnalité propre, sa liberté de penser et de s'exprimer.

Ainsi, la liberté de confesser une religion est totale, c'est une affaire privée. La République res-

pecte toutes les croyances mais n'en favorise aucune. Pourtant le phénomène religieux en lui-même s'est profondément modifié dans son principe et dans son expression. Des dialogues s'instaurent entre religions qui, naguère, s'ignoraient avec superbe. Au plan sociologique, l'appartenance religieuse se manifeste dans un cadre dépassant de loin la pure spiritualité. Ainsi sont nées ce qu'il faut bien appeler, faute d'un meilleur terme, des familles spirituelles. Ces dernières jouent un rôle dans le devenir français et doivent être respectées, écoutées, consultées, comme telles. Cela fait partie de la logique démocratique même si le cadre constitutionnel ne prévoit pas exactement de telles relations entre l'Etat et les « familles spirituelles ».

La liberté d'association revêt, dans notre pays, une importance particulière. La République a mis longtemps à en reconnaître l'indivisibilité. La loi réglementant de façon très libérale le droit des Français à s'associer librement ne date que de 1901. On sait le rôle que jouent ces institutions à but lucratif dans la vie nationale, mais il serait souhaitable que les associations de consommateurs par exemple soient plus nombreuses. Elles peuvent avoir une influence déterminante sur l'évolution des difficultés économiques que connaît le pays.

Enfin, dans un monde où règne sans partage l'esprit de compétition, la technocratie est une tentation permanente. Face à ce rouage un peu fou de notre société, l'individu a droit à une protection spécifique, notamment pour ce qui concerne le respect de la vie privée, de ses droits devant la pratique administrative et les excès de pouvoir de toute nature.

Les droits de l'homme, c'est la protection de l'individu, cela est d'autant moins contestable qu'il suffit de considérer le cas des femmes. Nos compagnes de tous les jours se meuvent dans le cadre juridique général de nos institutions. Qui peut nier qu'elles éprouvent le besoin d'un supplément de protection, non en raison de leur fragilité, mais parce que leur dignité est sujette à bien plus d'agressions que celle des hommes, tant sur le plan social que professionnel. Le raisonnement est simple, le boycottage économique, sont réprimés par la loi et pourtant de façon insidieuse s'insèrent dans le corps social français un mal qui seul un rappel constant des libertés fondamentales peut guérir.

Le rapide survol de l'état des droits de l'homme en France, la nécessité qui s'impose chaque jour davantage de traduire dans la réalité quotidienne les libertés reconnues par le législateur, ne doivent pas faire oublier que la raison d'être des droits de l'homme réside dans l'obligation de faire prévaloir l'émancipation de l'individu sur l'organisation sociale ou étatique. Certes la coordination des libertés individuelles entre elles limite, qu'on le veuille ou non, l'exercice indéfini du pouvoir individuel. Mais si les Français éprouvent le besoin d'un supplément de protection, ce n'est évidemment pas parce que nos lois sont insuffisantes ou mal faites. La raison véritable de cet appel permanent à une grande somme de garanties réside dans le caractère anormal de la machine sociale. L'installation d'un médiateur est, à cet égard, tout à fait satisfaisante. Elle permet à chaque citoyen de faire prévaloir l'émancipation individuelle sur la procédure amiable pour le règlement de ses problèmes concrets. Bien que tout relève de la loi et de la justice, le médiateur peut ouvrir des possibilités de solution que la justice, dans sa froideur, ne saurait inventer. Je suis, à cet égard, heureux que Paris soit l'une des seules villes au monde à avoir nommé un médiateur municipal.

Chaque fois qu'une société ou un pays estime devoir interrompre, ne serait-ce que pour une courte durée, l'exercice des libertés fondamentales, cette société ou ce pays sont en danger, non pas, comme ils le croient, en raison du péril aperçu, mais parce qu'un danger bien plus grave les menace : porter atteinte à la dignité des individus. Certes, toute société doit pouvoir se défendre, s'écarter contre elle-même, mais elle ne le fera vraiment qu'en respectant, à tout instant, les droits de l'homme, qui sont, personne n'en doute, une conquête authentique et permanente du peuple français.

JACQUES CHIRAC.

Prochain article :

UNE AFFAIRE INTERNATIONALE

50% de REMISE sur MOBILIER CONTEMPORAIN HAUT STANDING

GRANDES MARQUES ITALIENNES RETOURS D'EXPOSITIONS

DECO 21

21, Fg-Saint-Antoine à partir du 30-9 SAUF LE DIMANCHE

DIPLOMATIE

Après sa rencontre avec M. Giscard d'Estaing

Je n'ai pas de leçon à recevoir du président Nyerere déclare M. Senghor

« Le président Nyerere a voulu donner des leçons aux francophones, accusés d'être les valets de l'impérialisme français. Pour ma part, je n'ai pas de leçon à recevoir », a déclaré, jeudi 1er septembre, M. Léopold Sédar Senghor, chef de l'Etat sénégalais, en sortant de l'Elysée, où il avait été l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing.

M. Senghor a rappelé à cette occasion que, « face à une tentative de coup d'Etat, Nyerere avait fait appel aux troupes britanniques (1). J'ai eu à surmonter deux tentatives de coup d'Etat, j'ai refusé d'appeler les troupes françaises au secours (2) ».

Evitant les accusations portées contre la France à propos de la coopération militaire avec Pretoria, le président sénégalais a ajouté : « Je pense, concernant cette affaire, qu'il ne faut pas de ce problème, dont elles n'ont pas saisi à temps la gravité, qui est en cause ». M. Abou Diouf, premier ministre du Sénégal, en visite privée en France depuis quelques jours, devait quitter Paris pour Dakar, vendredi 2 septembre, après avoir eu des entretiens avec MM. Raymond Barre et Robert Galley, ministre de la coopération. M. Diouf a fait part à ses interlocuteurs des préoccupations des dirigeants sénégalais devant la nouvelle vague de sécheresse qui sévit dans leur pays (le Monde du 14 août).

(1) En janvier 1964.
(2) En décembre 1962 et mai 1969.

L'ITALIE SOUTIENDRA LA CANDIDATURE DE L'ESPAGNE A L'ENTRÉE DANS LE MARCHÉ COMMUN

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Adolfo Suarez, qui est reçu le vendredi matin 2 septembre en audience privée par le pape, a été assuré jeudi par M. Andreotti, président du conseil, du soutien de l'Italie à l'admission de l'Espagne dans le Marché commun. Il n'a pas donné une réponse favorable sur cette question dès les 19 et 20 septembre, lors du conseil des Neuf à Bruxelles.

Pour le chef du gouvernement espagnol, il s'agit là d'un résultat non négligeable. L'Italie ne cachait pas en effet ses inquiétudes face à une concurrence directe de l'économie espagnole, essentiellement dans le secteur agricole.

Au cours des conversations, M. Andreotti a fait valoir que l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. peut renforcer l'Europe « dans son approche aussi bien du monde arabe que du monde latino-américain ». Selon lui, « il n'y a pas d'opposition entre Rome et Madrid, mais plutôt des intérêts communs ». Le chef de l'exécutif italien voudrait en effet un réajustement à l'intérieur de la C.E.E. en faveur des pays méditerranéens aux agricultures pauvres par rapport aux productions riches du centre et du nord de la Communauté.

Pour Rome, l'admission de l'Espagne dans la C.E.E. accentuerait encore les déséquilibres, si elle ne s'accompagnait pas d'une réforme profonde en matière de politique agricole. M. Andreotti a précisé à ce sujet : « Le règlement de la question agricole n'est pas posé en préalable à l'admission de l'Espagne dans la C.E.E., car de toute façon le problème agricole se serait posé ».

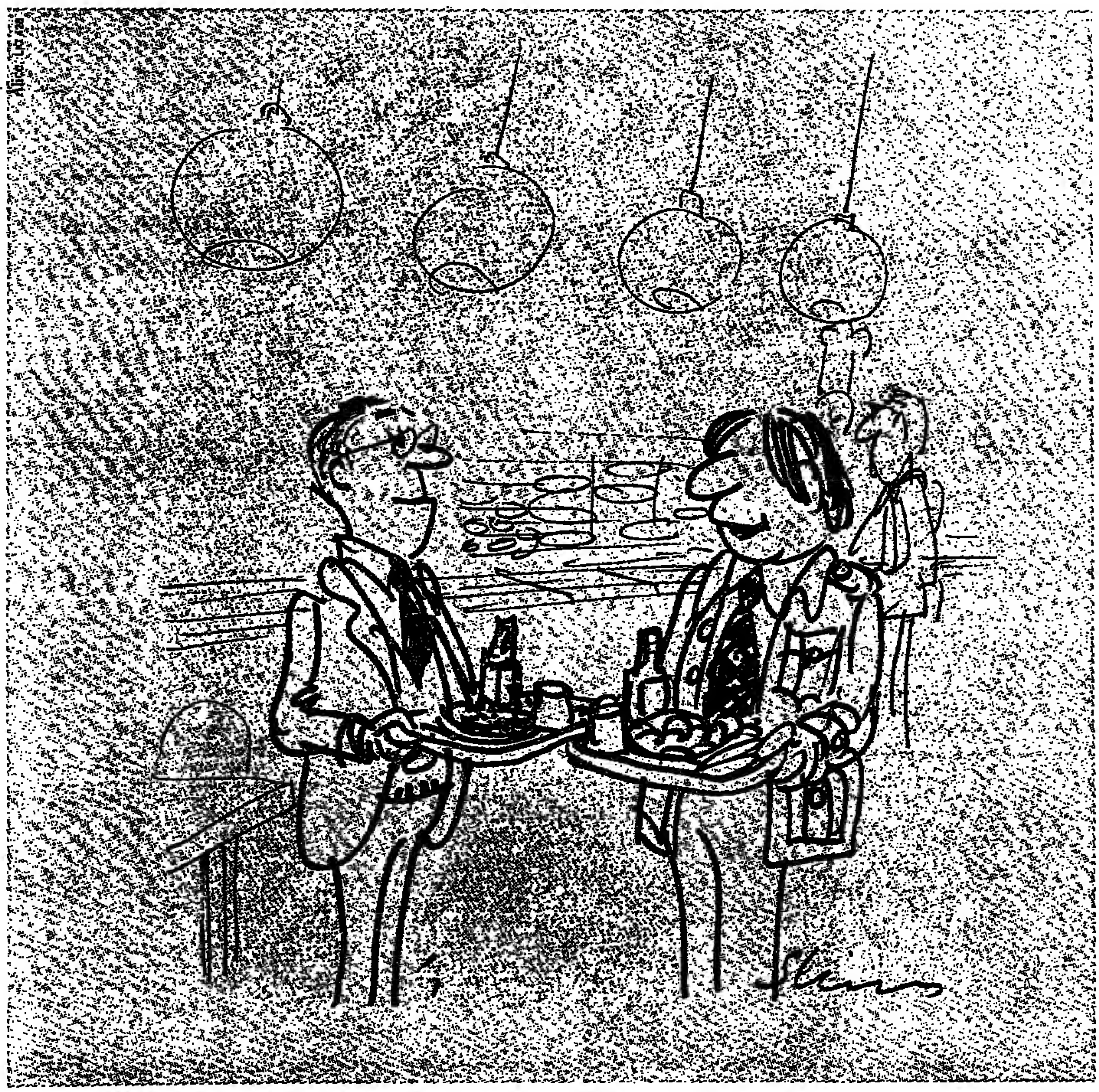
(Interim.)

M. BARRE SE RENDRA « PROCHAINEMENT » EN CHINE

M. Raymond Barre doit se rendre prochainement en visite officielle à Pékin, a confirmé, jeudi 1er septembre, M. Giscard d'Estaing, en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur de la République populaire de Chine en France, M. Han Ke-Hua.

Dans son allocution, M. Giscard d'Estaing a souligné « la qualité du dialogue qui s'est instauré entre nos deux pays sur la base de l'estime et du respect réciproques ». Après avoir évoqué « notre commune volonté de rapprochement et de coopération », le président de la République a ajouté notamment : « Le vœu de la France est de voir nos deux pays approfondir encore leur dialogue, élargir leurs échanges, et renforcer leur coopération. C'est dans cet esprit que, répondant à nos interlocuteurs des préoccupations des dirigeants sénégalais devant la nouvelle vague de sécheresse qui sévit dans leur pays (le Monde du 14 août).

M. Raymond Barre doit effectuer une série de voyages à l'étranger d'ici à la fin de l'année. Le premier ministre se rendra à Washington les 14, 15, 16 et 17 septembre, et à Moscou dans les derniers jours du mois, pour présider les travaux de la grande commission de coopération franco-soviétique.



« Du rapide petit sondage que j'ai effectué, il ressort que 52 % des personnes interrogées, dont Mlle Chevalier, la secrétaire de M. Marchand, pensent que celui-ci serait favorable au fait que je prenne des vacances en octobre. Et 34 %, dont M. Vibert, n'ont pas d'opinion. Vous-même, qu'en pensez-vous ? »

Partez maintenant : le Club Méditerranée hors saison, c'est la meilleure saison.

Renseignements, réservations : 90, Champs-Élysées, Paris 8^e et Place de la Bourse, 75083 Paris Cedex 02, tél. : 266.52.52, ou Agence Havas de votre ville. 1000 Bruxelles, rue Ravenstein 58 et Genève, 28 Quai Général Guisan.

AMÉRIQUES

Mexique

La réforme du système politique favorise la représentation parlementaire des peuples

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE Rég. consomme, 35 mm voc 0,45 à 0,65 F le kg

TOMATES RONDES Ouest ou Midi, cat. 1, 57-67 4,90 à 5,90 F le kg

RAISIN CHASSÉLAS Midi, cat. 1 5,95 à 6,95 F le kg

LAITIQUES 1,40 à 1,60 F pièce

Prix variables en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation Commission de Paris

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

LES RAISONS D'UNE CONTROVERSE

II. — M. Mitterrand ne veut pas se lier les mains

Par THIERRY PFISTER

Le P.C.F. est soucieux, à travers l'actualisation du programme commun, de s'assurer des « positions de pouvoir » afin de prévenir un éventuel renversement d'alliances de ses alliés socialistes (« Le Monde » du 2 septembre). Le sentiment de méfiance est réciproque et les socialistes soupçonnent eux aussi leurs partenaires de vouloir aller au-delà du contrat commun.

Les dirigeants du P.S. ne veulent pas accorder à leurs alliés communistes ces « positions de pouvoir », par crainte qu'ils n'en fassent un usage parvenant au pouvoir, un processus de débordement à la portugaise. C'est cette même crainte qui fait dire à M. Louis Mermaz, membre du secrétariat du P.S., que l'actualisation du programme commun « sera totale, c'est-à-dire sans blancs », ou ne sera pas, les socialistes redoutant que le P.C.F. ne prenne prétexte de ces « blancs » pour se lancer dans des surenchères accompagnées d'une mobilisation populaire. Ils ne veulent pas permettre à M. Marchais et à ses amis d'avoir à la fois un pied dans le gouvernement et un dans l'opposition. Les socialistes sont, de ce fait, sur des positions purement défensives. Bien que la nouvelle version du programme commun soit d'ores et déjà plus précise que celle de 1972, M. François Mitterrand s'efforce, dans de nombreux domaines, à un « flou artistique » qui ne permet pas de prévoir quelle sera son attitude à la tête d'un éventuel gouvernement. Ce flou, de raisonnement qui a conduit les dirigeants du P.S. à inviter M. Edmond Maire à modifier ses propos sur la hiérarchie des salaires et les revenus des cadres. Les socialistes jugent que ce n'est pas à l'opposition d'effaroucher, d'ores et déjà, des catégories d'électeurs. Le secrétaire général du P.C.F., D. R. réplique en rappelant la spécificité de la fonction syndicale et en assurant que la gauche a atteint le point de non-retour et ne peut plus être battue. Une analyse qui laisse sceptique la gauche « politique ».

M. Mitterrand s'attend au contraire à une campagne électorale très dure. Il veut éviter de se lier les mains. C'est pourquoi il a tenté de réduire le plus possible la portée des réaménagements du programme commun. Le P.S. s'est abstenu de présenter trop d'innovations dans l'espoir de pouvoir clore rapidement une confrontation avec le P.C.F. qu'il savait devoir être difficile. Il s'est, de ce fait, trouvé acculé à la défensive et, au nom du

réalisme économique, il s'est borné à proposer moins que le P.C.F. En 1972, lors de la négociation du programme commun, le parti socialiste avait déjà plaidé la modération pour donner de lui l'image d'une formation responsable, d'un parti de gouvernement. Dans le même temps, il avait cependant avancé des idées originales, en particulier l'autogestion, qui lui permettaient de débiter le P.C.F. sur sa gauche.

Tel n'est plus le cas aujourd'hui, même si sur certains points les socialistes défendent des solutions à eux, comme les offices fonciers ou le droit de vote pour les immigrés dans les scrutins locaux. Il s'agit de sujets marginaux. Globalement, le P.S. n'apparaît plus comme le parti de l'innovation mais, seulement, comme celui de la modération. Les communistes profitent de cette situation et s'appliquent à faire revivre la vieille accusation d'« opportunistes » qui avait naguière précipité le déclin de la S.F.I.O. Ils sont, involontairement, relayés par les écologistes qui adressent au P.S. des critiques parallèles. Et ce, en dépit des gestes d'apaisement que les socialistes ont multipliés dans leur direction, gestes au nombre desquels se situe la proposition de référence dans le nucléaire. Les écologistes reculent, en effet, surtout dans les milieux aisés, au sein des couches chrétiennes et chez les jeunes, bref dans la clientèle conquise par le P.S. ces dernières années.

Cette conjonction des critiques pose un délicat problème électoral aux socialistes. Si les communistes devaient, grâce à leur campagne contre le P.S., récupérer une fraction des voix qu'ils avaient perdues au bénéfice des socialistes et si les écologistes sont présents dans les circonscriptions où le duel entre P.C. et P.S. sera serré au premier tour, les amis de M. Mitterrand peuvent se trouver dans une situation difficile. D'autant qu'il n'est pas exclu que le mouvement des radicaux de gauche cherche à exploiter l'occasion de s'affirmer qui s'offre ainsi à lui.

Les dirigeants du P.S. estiment qu'ils ne peuvent accorder à leurs alliés radicaux de gauche, pour des élections législatives, qu'une vingtaine de circonscriptions, au maximum, considérées comme sûres, dont les trois déjà détenues par le M.R.G. Or, au M.R.G., un tel partage est consi-

déré comme insuffisant. L'équipe dirigeante, qui doit se présenter en novembre prochain devant le congrès du Mouvement, craint d'être victime d'un reflux de « patriotisme de parti » si elle ne peut offrir à ses militants la perspective d'un groupe M.R.G. autonome au sein de la future Assemblée nationale (c'est-à-dire disposant de trente élus).

Ainsi certains radicaux de gauche menacent le P.S. de le concurrencer dans des « primaires » généralisées s'il ne consent pas un effort supplémentaire. Or, il est vrai que, l'absence de représentants du M.R.G. et d'écologistes, les candidats socialistes seraient dans une position plus difficile pour devancer, au premier tour, leurs rivaux communistes.

Les trois dossiers du « sommet »

M. François Mitterrand va donc se présenter au « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche dans une conjoncture devenue pour lui plus difficile. Son premier objectif sera de trouver un compromis sur les trois principaux dossiers en suspens : politique sociale, nationalisations et défense.

En matière de politique sociale, les experts du P.S. estiment qu'ils sont allés au maximum des concessions possibles et qu'ils ont même déjà pris des risques. Il appartiendra aux politiques de décider s'ils partagent cette appréciation.

Pour les nationalisations, les divergences sont multiples (les

placés sur ce point la formule « maintien en l'état » par celle de « maintien en état ». La première n'impliquait pas la poursuite de l'effort d'adaptation technologique que permet la seconde. Lors de la première phase des négociations, le P.C.F. avait renoncé à deux exigences : le refus de la stratégie antistat et l'engagement de ne pas utiliser le premier la force nucléaire. Quant à la décision de mise en œuvre de la force de frappe, les communistes souhaitaient qu'elle soit prise après consultation afin de ne pas laisser cette responsabilité au président de la République. Le P.S. a proposé d'associer à cette décision le premier ministre et lui seul. Le compromis provisoire élaboré par le « groupe des quinze » prévoit que l'usage de la force de dissuasion relève de « la responsabilité présidentielle et gouvernementale ».

En dehors de ces discussions déjà engagées, les dirigeants socialistes préfèrent toujours éluder les négociations sur les structures du gouvernement. Elles sont réclamées par le P.C.F. De même un désaccord persiste sur la composition de l'équipe gouvernementale. Le P.C.F. veut faire inscrire dans le nouveau programme commun qu'elle sera composée « en fonction de l'influence électorale des partis ». Les radicaux de gauche, pour des raisons évidentes, refusent cette formulation, et le P.S. est partisan de ne rien dire sur ce point.

Le « sommet » risque fort de trainer en longueur. En outre, même avec un nouvel accord, les socialistes ne seront pas sûrs que leurs partenaires mettront un terme à la campagne dans laquelle ils se sont engagés. Les communistes, s'ils se situent dans une problématique électorale, doivent maintenir leur pression — même atténuée — jusqu'au premier tour de mars 1978.

Pour rassurer ses amis, M. François Mitterrand explique que l'attitude de procurer des communistes peut, à la longue, susciter un réflexe de lassitude et les désorienter électoralement. Il faut aussi volontiers valoir que ces périodes de tension au sein de l'union de la gauche sont fréquentes et n'ont, jusqu'à présent, pas nuï au parti socialiste. En juillet 1975, à l'occasion d'une polémique semblable, les communistes avaient d'ailleurs tenu le P.S. à l'écart. Mais, en juin 1972 par M. Georges Marchais devant le comité central du parti et qui était resté secret, au lendemain de la signature du programme commun, le secrétaire général y développait une analyse témoignant déjà de la vive méfiance à l'égard du P.S. au même moment, devant le congrès de l'Internationale socialiste, M. Mitterrand expliquait l'option faite par son parti en ces termes : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le P.C. lui-même, afin de faire la démonstration que sur une base de coopération, les communistes trois millions peuvent voter socialiste. » Les communistes ne l'ont pas oublié.

Si les prévisions sont exactes, il n'est pas étonnant que le P.S. ait tenté à nouveau l'accent sur la nature conflictuelle de l'alliance nouée autour du programme commun, elles n'apportent dans ce domaine aucune révélation. Et on voit mal pourquoi la gauche qui, depuis cinq ans, s'est accommodée de cette situation, y verrait une cause de rupture. La veille d'une consultation qui peut lui être favorable.

FIN

M. Marchais : le P.S. veut-il rassurer la droite en tenant la dragée haute au P.C.F. ?

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. qui était jeudi 1^{er} septembre l'invité d'Antenne 2, a notamment déclaré : « Avec l'actualisation du programme commun, il s'agit de la part des travailleurs de notre peuple, de la nation. Ces problèmes ne se règlent pas dans le secret des états-majors. Pour ce qui nous concerne, nous ne croyons ni à un parti providentiel ni à un homme providentiel (...). Il se trouve qu'Attila vient de confirmer mes propos, par exemple pour ce qui concerne Thomson-C.S.F. et C.I.T.-Alcatel (que les socialistes ne veulent pas nationaliser). Par conséquent, nous n'avons pas inventé les divergences. Elles sont réelles et elles portent sur trois grandes questions. »

« Premièrement, le volume des mesures sociales — le S.M.I.C., les salaires, etc. — deuxièmement, le problème des nationalisations. Sur ce point, le P.S. revient sur ses engagements de 1972. Enfin, troisièmement, la question de la défense nationale, où les conditions d'un accord existaient mais où F. Mitterrand, en proposant un référendum, nous force à nous interroger sur ce qui veut le P.S. (...). »

« Mermaz a déclaré : « Il faut que le P.S. puisse apporter la preuve qu'il est capable d'imposer sa volonté au parti communiste. » (Le Monde du 31 août). »

« A qui s'adresse Mermaz par ces propos ? Veut-il rassurer la droite en lui démontrant qu'il serait capable de tenir la dragée haute au parti communiste ? (...) »

« François Mitterrand a dit : « Nous ne ferons pas alliance avec les forces de droite. » Mais un journaliste évoque aujourd'hui (le Monde du 2 septembre) la possibilité d'une situation à la portugaise, c'est-à-dire une situation dans laquelle le P.S. et le P.C.F. permettraient au P.S. avec la complicité bienveillante de la droite d'autant que notre Constitution ne permet pas d'élire le président de la République avec un gouvernement socialiste homogène, c'est-à-dire sans participation communiste. Il faut donc que François Mitterrand dise nettement : « Nous voulons un gouvernement d'union de la gauche avec les communistes. » nous ajoutons qu'il faut dire clairement aux Français : « Voilà la politique que nous ferons. » (...).

L'hypothèse selon laquelle la gauche se résisterait pas ou peu, voir du fait de l'action des com-

munistes est une contre-évidence. »

« Précisément, nous voulons que la gauche tiensse au pouvoir, c'est-à-dire non seulement gagne, mais réussisse à mettre en application la politique voulue par la majorité du peuple. »

« En effet, les travailleurs ne nous maintiendront leur confiance que si nous répondons bien à leurs espérances, c'est-à-dire si on

HOLDING ET FILIALES

Pour les dirigeants du parti communiste, il convient de distinguer la nationalisation, qui est le passage à 100 % dans les mains de l'Etat des actions d'une entreprise, donc des actifs (machines, terrains, immeubles, brevets, etc.), et la prise de participation, majoritaire ou non.

Compte tenu des structures actuelles de la plupart des groupes, une nationalisation de la seule holding n'entraîne pas ipso facto la nationalisation, au sens où l'entendent les dirigeants communistes, des filiales. Ainsi, Thomson-Brandt ne détient que 51 % de Thomson-C.S.F. (première société française d'électronique), le reste des actions étant dispersé entre plusieurs dizaines de milliers d'actionnaires. De même, la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) ne détient que 50,1 % de C.I.T.-Alcatel, sa principale filiale, qui fabrique des matériels de télécommunication et des centraux téléphoniques pour les P.T.T. et est également cotée en Bourse.

Pour les socialistes, la nationalisation des sociétés holdings est suffisante dans la mesure où elle permet en fait de s'assurer le pouvoir de gestion dans les filiales.

ne retrouve pas ce qu'on a connu dans le passé, où la gauche non communiste se faisait élire sur une politique pour, une fois au pouvoir, en appliquer une autre.

« Voilà pourquoi les communistes veulent un bon programme commun. Pour y aboutir, il faut surmonter les divergences sévères qui demeurent. »

La collaboration de Wolinski à « l'Humanité » mécontente l'équipe de « Charlie-Hebdo »

La collaboration accordée par le dessinateur Wolinski au quotidien communiste l'Humanité crée quelques difficultés au sein de la rédaction de l'hebdomadaire Charlie-Hebdo (dont il est un des fondateurs). Le rédacteur en chef de cette publication, Cavanna, écrit dans son éditorial du numéro du 1^{er} septembre : « J'ai pas envie d'écrire, aujourd'hui. Pas du tout (...). J'ai vraiment envie de dégueuler rien qu'à la vue de la feuille de papier. Pourquoi ? Y a de ça. Y a aussi la discussion déprimante qu'on a eue avec Wolinski et dont vous trouverez un écho atténué dans le papier qu'il signe dans cette même page. Je n'ai pas envie de lui répondre. Pas maintenant. Disons que le seul — pas que moi — assez découragé. »

Sous le titre « Pourquoi je travaille à l'Humanité », Wolinski s'explique. Il cite les reproches que lui ont faits Cavanna, le professeur Chevron, le dessinateur Cabu et note : « On ne peut pas dire que ma collaboration à l'organe du parti communiste soulève l'enthousiasme de mes amis de vingt ans. »

Il ajoute : « Je vais mon chemin, parfois meurtri, souvent ébranlé, amusé aussi de tout ce bordel (...). Ce que je peux vous dire, c'est que, dans ma carrière d'humoriste professionnel, j'ai assez longue, j'ai peu souvent attaqué le parti et, par contre,

j'ai très souvent défendu les communistes. Il faut croire qu'ils s'en sont aperçus puisque Andréu est venu me chercher. »

« Depuis le début de la création de ce journal, nous affichons des opinions de gauche. (...) Or, plus la gauche se rapproche du pouvoir, plus il semble que nous ayons peur d'elle, comme si, finalement, c'était plus commode d'être de gauche lorsque c'est la droite qui dirige. »

« Pour ma part (...), j'ai tenté l'expérience d'aller dessiner à l'Humanité. J'y ai rencontré des hommes et des femmes gauchistes, intelligents, chaleureux, avec lesquels, me sentant bien et qui me laissent libre de dessiner ce que je veux (...). J'ai réservé mes critiques aux ennemis et alliés des communistes, sans jamais les critiquer eux-mêmes. Pourquoi ? Eh bien, je n'en ai pas envie et je trouve que d'autres que moi ont de meilleures raisons de le faire. Ce n'est peut-être pas une bonne réponse, mais c'est la seule que j'ai trouvée. »

L'article de Wolinski est reproduit intégralement dans l'Humanité du 2 septembre.

(1) Dans une déclaration publiée par l'Express du 22 août, M. Roland Leroy directeur de l'Humanité affirmait : « On a écrit que j'avais hésité à publier, à la « une » de l'Humanité, le dessin de Wolinski qui montrait un Mitterrand nu. (...) C'est faux. »

M. MERMMAZ : les communistes doivent se garder de détériorer le climat.

M. Louis Mermaz, député de l'Isère, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré après le passage de M. Georges Marchais sur Antenne 2 :

« Le parti communiste se prépare, comme le parti socialiste et le M.R.G., au « sommet » de la mi-septembre, et nous ne voulons pas douter un seul instant que le parti communiste et son secrétaire général aient la même volonté que le parti socialiste d'aboutir à un bon accord sur l'actualisation du programme commun de gouvernement qui sans réduire le champ d'application de 1972, le précise de façon efficace et dynamique. »

« Jamais la situation n'a été plus favorable à l'arrivée des forces de gauche au pouvoir, tant l'échec du gouvernement, en matière économique et sociale, est patent et tant l'espoir d'un changement profond est réel dans le pays. »

« Les communistes doivent donc se garder de détériorer le climat et ils ne doivent pas entretenir de suspicion artificielle, par exemple sur la volonté du parti socialiste d'appliquer, une fois au pouvoir, le programme commun de gouvernement et de maintenir haute et ferme la stratégie de l'union de la gauche, telle que nous l'avons inventée et appliquée, conformément aux orientations du congrès d'Epinal. »

Le P.S. au pouvoir sera fidèle à l'union de la gauche

(Suite de la première page.)

Les négociateurs du parti socialiste avaient, en effet, présenté à leurs interlocuteurs, un document qui développait le contenu de la lettre que le premier secrétaire du P.S. avait envoyée à MM. Marchais et Fabre avant l'ouverture des discussions le 9 avril. Un accord était intervenu sur le montant du S.M.I.C., porté à 2.200 F. mais pas sur le calendrier d'application : le P.S. envisageait cette augmentation pour l'installation d'un gouvernement de gauche, après les élections de mars 1978 ; le P.C. estime que tel devrait être, dès maintenant, le montant du S.M.I.C. qui revient à prévoir un montant supérieur dans six mois.

La controverse révèle son vrai visage lorsque M. Marchais reproche au P.S. de chercher à

prouver qu'il peut tenir « la dragée haute au P.C. » ou lorsqu'il le suspecte de vouloir « une solution à la portugaise », par la constitution d'un gouvernement socialiste homogène. La encore le secrétaire général du P.C. met en demeure M. Mitterrand de dire qu'il veut gouverner avec les communistes et d'exposer la politique qui sera appliquée. La première de ses interrogations apparaît tout à fait inopportune — puisque M. Mitterrand a souvent répondu sur ce point et que M. Mermaz a, rappelé, vendredi, la position de son parti — si elle ne trahissait pas le désir d'obtenir un autre engagement sur la permanence de la coalition de l'union de la gauche une fois au pouvoir : le P.C. craint une rupture débouchant sur une situation à la portugaise.

Ce ne serait possible que si les socialistes avaient la majorité absolue à l'Assemblée nationale ou si le centre et la droite ne mélaient pas leurs suffrages à ceux des communistes pour abattre un gouvernement socialiste homogène. Ce ne serait, en tout cas, pas impossible puisque le programme commun n'a pas retenu le système de la dissolution automatique en cas de crise gouvernementale, système que proposait le P.C. Le P.S. s'est seulement engagé à ne pas gouverner avec la droite, et il réaffirme par la voix de M. Mermaz qu'il restera fidèle, au pouvoir comme dans l'opposition, à

l'union de la gauche. Les dirigeants socialistes ne sauraient aller plus loin. Selon eux, la solution portugaise n'a pas d'actualité en France, mais il ne leur paraît pas imaginable que le P.S. ou le P.C. prennent des engagements irréversibles comme s'ils étaient maîtres de l'histoire.

Il est vrai que ce n'est pas en donnant des gages incessants sur l'avenir que les partis de l'union de la gauche résoudre leurs difficultés présentes : il vaut mieux qu'ils se mettent d'accord sur ce qu'ils feront ensemble.

ANDRÉ LAURENS.

Préparation à l'entrée en Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE

- Préparation scientifique (5 au 30 sept.)
- Encadrement annuel par CHU
- Année préparatoire

6 CENTRES

CEPES

Midi - 2, rue - Nîmes

Groupement libre de professeurs

37, rue Ch.-Lafitte, 31 Nautilly

72.24.54 ou 74.03.15

LOTO facile

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO

Facile,

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO

Le grand JOURNAL

OURCAL

Ver

B

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Raymond Barre prépare un document pour « compléter » le manifeste de la majorité

Les « objectifs d'action pour les prochaines années » que M. Barre se propose, au nom du gouvernement, de présenter aux Français, à l'occasion de la campagne électorale, seront précisés dans un document que le premier ministre prépare actuellement mais dont la publication n'interviendrait pas avant plusieurs semaines.

L'entourage de M. Raymond Barre confirme ainsi les déclarations faites jeudi 1^{er} septembre au cours de l'émission « Inter 13 ». M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, qui a affirmé que le manifeste de la majorité, dont le texte doit être définitivement arrêté d'ici le 5 septembre, sera « complété par un document que M. Raymond Barre rédigera en liaison avec les formations de la majorité ».

On précise, toutefois, que le texte en cours d'élaboration n'aura pas la forme d'un véritable programme de législature, dans la mesure où il ne fixera pas d'objectifs « quantitatifs », que l'évolution incertaine de la conjoncture économique rendrait illusoire. Le document, qui portera la marque de M. Barre, vise essentiellement à définir les actions concrètes à mener dans les principaux domaines de la vie française, afin de traduire dans la réalité quotidienne les « vœux » et les « orientations » faisant l'objet du manifeste de la majorité.

L'instantané mis dans l'entourage de M. Barre à refuser le terme même de « programme » exprime un évident souci de ne pas s'exposer de front au parti de M. Chirac, résolument hostile à tout projet de ce genre. L'objectif Madignon précise que M. Barre ne présentera pas son texte aux représentants des partis, mais qu'il s'adressera directement aux Français.

« Tenir la distance »

Le chef du gouvernement paraît avoir renoncé, du moins dans l'immédiat, à convoquer à Madignon une réunion « au sommet » des leaders de la majorité. Il est vrai que les réserves formulées par M. Chirac sur la participation de M. Servan-Schreiber à une telle rencontre ne sont pas de nature à le favoriser. Le premier ministre a d'ailleurs précisé qu'il se fera en recevant l'un après l'autre les dirigeants de la majorité. C'est ainsi que M. Soisson viendra dîner le jeudi 8 septembre à l'hôtel Madignon. M. Chirac pourrait être reçu dès le mardi 6 septembre.

M. Barre est, en vérité, peu pressé de s'engager ouvertement dans la campagne électorale. Deux facteurs l'incitent à la prudence : d'une part, la nécessité où il se trouve de « tenir la distance » jusqu'en mars 1978 à partir du moment où, ayant publié ses « objectifs d'action », il s'emploiera à les expliquer et à les défendre devant les électeurs, d'autre part, le fait que les résultats de sa politique économique et sociale, en particulier dans les secteurs des prix et de l'emploi, ne semblent pas suffisamment convaincants aux yeux des Français, qui restent en majorité mécontents de sa gestion si l'on en croit le sondage publié en juillet par l'Institut français d'opinion publique (le Monde du 23 juillet).

Un élément nouveau pousse néanmoins M. Barre à persévérer : selon une enquête inédite de la SOFRES, effectuée en juillet, 53 % des Français le jugent « populaire », en exprimant à son égard une opinion favorable sur sa personne, à défaut de le faire sur son action.

Le premier ministre continuera donc, dans son rôle de « chef naturel de la majorité », de progresser... lentement.

ALAIN ROLLAT.

M. JEAN-PIERRE SOISSON : je présenterai le manifeste au premier ministre.

Dans une interview accordée à France-Inter, jeudi 1^{er} septembre, au cours de l'émission « Inter 13 », M. Jean-Pierre Soisson a affirmé que le manifeste élaboré par les partis de la majorité sera complété par un document que M. Raymond Barre rédigera en liaison avec les formations politiques et qui définira les objectifs d'action concrets qui seront ceux du gouvernement et de la majorité pour les prochaines années.

Le secrétaire général du parti républicain a ajouté qu'il remettra personnellement le texte du manifeste au chef du gouvernement : « Le manifeste sera soumis au bureau politique du parti républicain jeudi 8 septembre, et j'irai le présenter au premier ministre le 8 septembre dans la soirée puisque nous sommes tous de dîner ensemble », a-t-il déclaré.

Cette dernière déclaration du leader du P.R. a quelque peu surpris les autres dirigeants de la majorité dans la mesure où elle laisse à penser que M. Jean-Pierre Soisson aurait été mandaté par ses partenaires pour présenter le texte du manifeste à M. Raymond Barre, ce qui n'est pas le cas. En outre, il est permis de penser que le premier ministre aura pris connaissance du document en question dès que celui-ci aura été paraphé, lundi soir 5 septembre, puisqu'il est informé de l'avancement des travaux dès la fin de chaque réunion.

● M. André Diligent, vice-président du Centre des démocrates sociaux, qui, à ce titre, a participé aux négociations pour la rédaction du « manifeste » de la majorité dans la mesure où il a des orientations sur lesquelles sont se retrouver un grand nombre de Français. La preuve a été faite que, finalement, en discutant avec l'union de la gauche, qui donne le spectacle de la division, les formations de la majorité ont abouti à autre chose que la stratégie du soupçon, que la méfiance, que la querelle de préséance. Je veux avoir l'impression que chacun a renoncé à tirer la couverture à soi. Sur ce point je suis en accord avec mes partenaires de l'esprit de conciliation dont ils ont fait preuve en respectant nos convictions et en ne nous demandant pas de nous renier, ce que nous n'aurons jamais fait.

● Le conseil politique du R.P.R., qui avait tenu sa dernière réunion le 19 juillet après le « sonnet » des chefs des formations de la majorité, s'est de nouveau réuni, jeudi 1^{er} septembre, de 20 heures à 23 heures, sous la présidence de M. Jacques Chirac. Selon un communiqué, « le conseil a été informé des travaux des formations de la majorité durant les mois de juillet et d'août. Il a constaté avec satisfaction le bon climat qui a régné au cours de ces réunions. Il a également examiné les lignes générales de l'action du mouvement pour les mois de septembre et d'octobre ». Le conseil a été informé des travaux du congrès R.P.R. des maires du 10 septembre auquel participera M. Alain Poirer, président du Sénat, président de l'Association des maires de France, qui interviendra dans le débat.

Les conseils municipaux désignent leurs représentants au collège électoral des sénateurs

Dimanche 4 septembre, les délégués des conseils municipaux et leurs suppléants sont désignés dans les vingt-huit départements métropolitains (dont Paris) — du Bas-Rhin à l'Yonne dans l'ordre alphabétique — les trois départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Saint-Pierre-et-Miquelon) et la collectivité territoriale de Mayotte, qui appartiennent à la série renouvelable du Sénat.

Les conseils municipaux élisent un nombre de délégués en fonction de l'importance des communes. Dans celles dont la population est inférieure à 9 000 habitants, cinq cas sont prévus : les conseils municipaux des communes de moins de 500 habitants désignent 1 délégué ; les conseils municipaux des communes de 501 à 2 500 habitants, 5 délégués ; ceux composés de 2 501 à 5 000 habitants, 7 délégués. Entre 5 001 et 9 000 habitants, les conseils municipaux disposent de 15 délégués.

Dans les communes de plus de 9 000 habitants, tous les conseils municipaux sont élus au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation. Les deux seuls départements dont le nombre de représentants à la Haute Assemblée passe de moins de cinq à plus de cinq sont l'Essonne et les Yvelines, qui étaient déjà placés, en 1968, sous le régime de la proportionnelle comme tous les départements de la région parisienne. À l'élection sénatoriale fixée au dimanche 25 septembre, avec les 1 437 grands électeurs d'outre-mer, ce sont donc, au total, 43 315 membres (21 à pourvoir 113 sièges de sénateurs, soit 13 de plus que lors du précédent renouvellement de cette série.

La proportionnelle dans neuf départements

Cette augmentation résulte d'une loi organique du 16 juillet 1976 qui assure l'adaptation du nombre de sièges de sénateurs à la croissance de la population constatée dans le recensement général de 1976. L'évolution démographique, si elle a été prise en compte pour la Haute Assemblée, n'a pas, en revanche, entraîné de modifications dans le découpage des circonscriptions législatives. En réponse à une question écrite de M. René Ratus, député non inscrit du Bas-Rhin, le ministre de l'Intérieur indiquait dans le Journal officiel (débat Assemblée nationale) du 30 juillet dernier que « les études que le gouvernement n'a pas manqué d'entreprendre n'ont pas encore abouti à la définition d'un ensemble de critères objectifs permettant de répondre d'une manière générale aux problèmes que soulève un éventuel remodelage des circonscriptions législatives ». Il est vrai qu'une telle révision, pour peu qu'elle respecte les effets de l'urbanisation, grossirait la représentation de régions où la gauche progresse.

La loi organique du 16 juillet 1976 créant trente-trois sièges de sénateurs — douze étant pourvus cette année — le Sénat comptera après le renouvellement de septembre des cent quatre-vingt-cinq membres : il en aura trois cent cinq en 1980 et trois cent seize en 1983.

Dès cette année, la Haute-Savoie, la Seine-Maritime, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, la Vendée et les Yvelines, disposeront d'un siège supplémentaire : l'Essonne et le Rhône, de deux sièges supplémentaires, faisant passer le nombre des sénateurs de ces deux départements respectivement de trois à cinq et de cinq à sept.

Vingt-deux départements dont le nombre de sénateurs est inférieur à cinq sont placés sous le régime du scrutin majoritaire à deux tours. Le code électoral stipule que pour être élu au premier tour, le candidat doit recueillir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits. Au second tour, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est déclaré élu, l'avantage revenant au plus âgé en cas d'égalité.

Le régime de la représentation proportionnelle s'appliquera dans neuf départements : l'Essonne, la Haute-Savoie, Paris, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines. Le code électoral précise que dans les départements de la Haute Assemblée, les sièges de sénateurs ou plus « l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation ».

Les deux seuls départements dont le nombre de représentants à la Haute Assemblée passe de moins de cinq à plus de cinq sont l'Essonne et les Yvelines, qui étaient déjà placés, en 1968, sous le régime de la proportionnelle comme tous les départements de la région parisienne. À l'élection sénatoriale fixée au dimanche 25 septembre, avec les 1 437 grands électeurs d'outre-mer, ce sont donc, au total, 43 315 membres (21 à pourvoir 113 sièges de sénateurs, soit 13 de plus que lors du précédent renouvellement de cette série.

Alors qu'en 1968, il y avait quarante-neuf sièges pourvus à la représentation proportionnelle contre cinquante-cinq au scrutin majoritaire, cette fois, la proportion sera inversée : cinquante-huit à la proportionnelle contre cinquante-cinq au scrutin majoritaire. Le scrutin proportionnel sera appliqué à 51,3 % des sièges. Lors des deux précédents renouvellements triennaux, cette proportion était de 17,8 % en 1974 et de 22 % en 1971. D'autre part, de la moitié des sièges renouvelés (quarante-neuf) appartenant à la région parisienne.

Si cent trois sièges sont soumis à renouvellement, seuls quatre-vingt-dix-neuf sénateurs sortants sont concernés par le scrutin du 25 septembre. En effet, un siège est vacant dans la Somme depuis le décès d'Ernest Replin ; le territoire des Comores, qui a accédé à l'indépendance, n'a plus de représentant (celui de la collectivité territoriale de Mayotte, créée par la loi du 24 décembre 1976, sera pourvu pour la première fois le 25 septembre) ; les deux représentants des Français établis hors de France, sur les six que compte la Haute Assemblée, sont élus par scrutin spécial. Présentés par le Conseil supérieur des Français de l'étranger, les candidats voient leur élection ratifiée par le Sénat lors de la première séance publique de sa session d'automne. MM. Paul d'Ornano, sénateur sortant (rép. ind.) et Frédéric Wirth, ont été désignés par ce conseil supérieur le 25 juin dernier (le Monde du 30 juin 1977). M. Edmond Sauvaigeot, sénateur sortant (rép. ind.),

qui a été battu par M. Wirth, avait succédé à André Armand d. décédé en 1972. Sur les quatre-vingt-dix-neuf sénateurs sortants, seize (dont M. Sauvaigeot) ont été appelés, en leur qualité de suppléants, à remplacer des sénateurs décédés : quatre siègent en remplacement de sénateurs entrés au gouvernement. Deux ont été appelés à remplacer des sénateurs démissionnaires, un à un sénateur élu député.

Trente-sept sénateurs ne se représentent pas

Un certain nombre de sénateurs sortants ont fait connaître leur intention de ne pas solliciter le renouvellement de leur mandat. Cinq des quinze sénateurs communistes, dont le groupe compte dix-neuf membres et un apparenté, ont d'ores et déjà rendu public leur retrait. Il s'agit de MM. André Aubry (Hauts-de-Seine), Roger Gaudon (Val-de-Marne), Georges Cogniot, Raymond Guyot et Mme Catherine Lagatu (Paris).

Sur un effectif de cinquante-deux sénateurs (dont un apparenté et trois rattachés administratifs), le groupe socialiste a treize sénateurs soumis à renouvellement, parmi lesquels MM. Clément Bailestra (Var), Frédéric Bourguet (Jura), Maurice Coutrot (Seine-Saint-Denis), Georges Lamoussé (Haute-Vienne) ne sont plus candidats.

Sept des vingt-quatre sénateurs renouvelables inscrits au groupe de l'Union centriste des démocrates de progrès (U.C.D.P.), qui compte trente-cinq membres, dont quatre rattachés, ne se représentent pas. Il s'agit de MM. Yvon Coudué du Foresto (Vendée), Michel Kauffmann, Alfred Rieffer et Armand Klerck (Bas-Rhin), André Messager (Val-d'Oise), Marcel Nünninger (Haut-Rhin) et Mlle Gabrielle Seiller (Somme). M. Guy Robert, qui est entré au Sénat à la suite de la nomination au gouvernement de M. René Monory, sera de nouveau le suppléant du mi-

nistre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat dans la Vienne. Quant à M. Jean Fonteneau, qui avait remplacé M. André Fosset lui aussi nommé au gouvernement, il figure sur la liste de l'ancien ministre dans les Hauts-de-Seine.

Inscrits au groupe de la gauche démocratique, dont onze membres sur quarante (trois étant rattachés administratifs) sont renouvelables, quatre sénateurs se retirent, à savoir : MM. Edouard Grangier (Vaucluse), Adrien Laplace (Tarn-et-Garonne), Jules Pinsard (Saône-et-Loire) et Raymond de Wazières (Somme).

MM. Jean Avonin, Maurice Bayrou, Paul Minot et Jacques Sanglier (Paris), François Duval (Martinique), Jean Fleury (Hauts-de-Seine) et Maurice Laloux (Seine-et-Marne) inscrits ou rattachés au groupe R.P.R. ne se représentent pas. Ce groupe compte trente-deux sénateurs (dont trois apparentés et deux rattachés), dix-huit sénateurs du groupe républicain et indépendant (dont trois apparentés et deux rattachés). Quatorze sont soumis à réélection.

Sur un effectif total de cinquante-quatre membres (dont trois apparentés et deux rattachés), dix-huit sénateurs du groupe républicain et indépendant voient leur mandat se terminer. Ne sollicitent pas leur renouvellement MM. Louis Courroy et Henri Parizot (Vosges), Roger Houat (Seine-Maritime), Arthur Lavy (Haute-Savoie), Henri Prêtre (Haute-Saône).

MM. Claudius Delorme (Rhône) et Ladislav de Luray (Sartre), sénateurs sortants inscrits du groupe des républicains indépendants d'action sociale, qui compte quinze membres, ne sont pas candidats.

Dix membres du Sénat, dont cinq sont soumis à réélection, ne figurent sur la liste d'autre groupe. Seul de ces cinq non-inscrits, M. Georges Dardel (Hauts-de-Seine) a annoncé qu'il ne serait pas candidat.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) A Paris, le collège électoral est composé de la liste députés (des sièges de la 2^e, 2^e et 2^e circonscriptions étant vacants jusqu'aux prochaines élections législatives) et de deux mille trois cent soixante et onze députés du Conseil de Paris.

(2) Ce chiffre est de nature à être modifié, en raison notamment du décès de certains élus dont le remplacement ne pourrait être effectué avant le 25 septembre.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

(PUBLICITE)
Notre gamme d'articles
SOINS CAPILLAIRES
est bien introduite en Europe. Nos groupes d'articles sont divers et notre politique de produits innovatrice et exclusive demande un marketing soigné. Pour
L'INTRODUCTION EN FRANCE
nous sollicitons une maison (d'articles de marque) avec organisation de vente efficace prospectant plusieurs segments de la distribution.
Offre sous chiffre SX-25-40049, Publicitas, CH-6210 Sursee

Le grand débat de la rentrée.
FOURCADE-ROCARD
Vendredi 2 septembre
à 19 h
sur
Europe 1

Facile.

LOTT

Le Monde

L'ÉTÉ

Avec les curistes

Les baigneuses de Luchon

CONTRAIREMENT à ce qu'un profane pourrait croire, les baigneuses, dans un établissement thermal, ne sont pas les dames qui prennent des bains, mais celles qui en donnent !

Chargées d'assister les curistes des deux sexes au moment où ces derniers sont contraints de plonger leurs corps endoloris par les rhumatismes ou l'arthrose dans les eaux bienfaisantes, elles doivent aussi contrôler la température des bains, la durée des immersions, tendre le peignoir tiède et organiser la relaxation du patient après le traitement.

C'est un métier saisonnier qui ne requiert pas de connaissances spéciales, la formation ayant lieu, si l'on peut dire, sur le tas. Quelques cours de recyclage anatomique, bien que le corps humain soit idéal, fonctionnent à peu près de la même façon depuis qu'Adam et Eve prirent leur premier bain dans la piscine de l'Éden, sont donnés aux employés thermaux. Les dames et demoiselles préposées aux bains, aux douches, aux aspirations et autres arrosages doivent en son connaître les propriétés

des sources exploitées, ne serait-ce que pour répondre aux questions des curistes, toujours prêts à confondre les eaux chlorurées-sodiques et les eaux chlorurées-sulfurées.

C'est un métier qui suppose aussi la vocation du contact humain, le curiste étant tout de même un malade plus ou moins chronique, et le baigneur, encouragé, dorénavant, rassuré. Les baigneuses — car s'il y a aussi des baigneurs, nous nous excuserons de les négliger aujourd'hui, — ne doivent pas craindre l'humidité, ennemie des indifférents, ni les odeurs de soufre ou de CO₂. Il est nécessaire pour elles de résister à la chaleur moite des salles de soins et aux vapeurs parfois entêtantes qu'exhalent les griffons domestiques.

Les baigneuses sont généralement des femmes enjouées et robustes, souvent gracieuses et sentimentales, parfois très jolies, certaines sources, comme celles de Luchon, ayant la propriété de donner aux jeunes femmes un éclat particulier. Celles qui ont vagabondé à travers les stations thermales européennes — car on peut faire la tournée des sources comme celle des grands-ducs —

reconnaissent que, parmi toutes les baigneuses rencontrées, celles de Luchon remportent la palme de l'ambabilité et de la grâce.

Dans son cirque de montagnes, la vallée luchonnaise jouit d'un climat vivifiant et hautement chlorophyllé. La faculté, depuis l'Empire romain, a reconnu les qualités des « eaux », bénéfiques aussi bien pour les voies respiratoires que pour les rhumatismes. Si l'on ajoute à cela que la chère est bonne dans ce pays marionnettiste où l'on ne tient pas un compte scrupuleux des courbes contenues dans le confit d'olive ou les plats de haricots, que les autochtones ont le rire facile et le sens de l'humour, on comprendra peut-être pourquoi les baigneuses de Luchon ont aussi bonne réputation.

Et celle-ci date des temps heureux où M. d'Esigny dirigeait la construction des thermes, bien avant que les belles dames de la cour de Badinquet ne remontent les allées dans leurs calespous pour retrouver, près des sources-alibi, des poètes aux bronches fragiles mais aux courcs ardents.

Le visiteur peut, en effet, découvrir, aussi bien dans le hall de la buvette qu'au bord de la grande piscine, deux statues dues à des sculpteurs différents et représentant des dames aux formes parfaites. Il est bien connu que les artistes prennent les modèles qu'ils ont sous la main. Ces deux-là, venus soigner à Luchon des rhumatismes, esthétiques pour leurs baigneuses et les immortaliseront dans le plus simple appareil.

L'une d'entre elles, mais les deux-là, les curistes, les baigneuses, comme M. Henry Zao, ne peuvent ou ne veulent se prononcer, se nomment Piquette. Fraîche et plantureuse, capable parait-il de faire passer une baigneuse à un curiste mélancolique, elle vécit une aventure mystico-publique-taire dont on a gardé, à Luchon, le joyeux souvenir.

C'était peu de temps après que Bernadette Soubirous, sur le contrefort de la Vierge, le 11 février 1858, dans une grotte de Lourdes, non loin de la source miraculeuse.

Quand on suit l'affaire à Luchon, on en conclut, le curiste plus que le maître, que la station des Pyrénées comptait certes parmi ses visiteuses fidèles l'impératrice Eugénie, mais, au plan des relations publiques,

celle-ci ne valait pas la Vierge Marie.

C'est alors que le curé Bourdette songea à utiliser les services de Piquette, la baigneuse. Avec discrétion et un rare souci du détail vestimentaire, le brave prêtre organisa, dit-on, une apparition près des sources, et c'est ainsi que Piquette surgit devant quelques curistes ébahis, vêtue de lin blanc, les yeux levés vers le ciel, les mains jointes, dans l'attitude exacte de la Vierge, décrite par Bernadette Soubirous.

« La Sainte Vierge passant dans la région ne pouvait faire moins que de s'arrêter à Luchon », dirent les convalescents.

« C'est drôle comme elle ressemble à Piquette », observa un Luchonnais.

On imaginerait déjà une publicité mondiale, un afflux de fidèles amateurs d'eaux thermales, Luchon élevé au rang d'évêché, quand, à la troisième apparition, la figure qui paraît-il, buvait se pour se donner du courage, chut lourdement dans le bassin de la source, dévalant du même coup reconstruit.

Les baigneuses d'aujourd'hui, même Marie ou Yveline, ne se prêteront pas à un psychodrame de ce genre. Bien que simplement vêtues sous leurs blouses blanches entrecroisées, du minimum de lingerie féminine que la température permet de supporter, ce sont des jeunes femmes rieuses, mais réservées. Il arrive bien que des messieurs conduits au bain par leurs soins sentent soudain monter en eux une inspiration semblable à celle qui animait jadis les ciseaux des sculpteurs du Second Empire... mais les thermes luchonnais n'ont rien de thaïlandais, et nos baigneuses savent aussi donner les entousiasmes extra-crinéothérapiques.

On affirme qu'autrefois, quand les centurions romains venaient refaire, à Luchon, leurs cordes vocales fatiguées par les exhortations adjuvantes lancées aux légionnaires pendant les campagnes de César, les baigneuses d'alors poussaient le dévouement jusqu'au bout pour assurer le repos des guerriers.

La Sécurité sociale ne saurait admettre de nos jours que de tels traitements annexes soient pris en charge par le forfait thermal.

Où sont les baigneuses d'antan ? MAURICE DENIZIERE.

Volontaires pour nettoyer les rivières

Des Bretons saisis par l'écologie

TRANQUILLEMENT, sans tapage, se poursuit cet été en Bretagne une extraordinaire bataille écologique. Pas à coups d'arguments savants ni de démonstrations sophistiquées. Dans la boue. Par tous les temps. Objet de cette spectaculaire offensive : l'entretien des rivières et de ruisseaux qui, des plages du Morbihan à la baie de Saint-Brieuc, de la pointe du Raz aux frontières de l'Ille-et-Vilaine, irrigue les quatre départements de l'Ouest.

Le plus extraordinaire, c'est que les pouvoirs publics ne sont pour rien ou presque dans cette mobilisation où se côtoient au coude à coude des agriculteurs et des vacanciers, des étudiants et des O.S. Et des ecclésiastiques.

L'origine de cette aventure, une trentaine de paisibles pêcheurs du dimanche, qui, pour enrayer la disparition progressive des poissons de leurs rivières, fondent l'Association pour la protection du saumon et de la truite en Bretagne et Basse-Normandie (A.P.P.S.B.) (1). L'association compte aujourd'hui mille cinq cents membres et mobilise chaque année des milliers de bénévoles. Mais l'objectif initial s'est peu à peu modifié pour prendre l'allure d'une véritable croisade en faveur de ce bien à la fois très précieux et très bête : l'eau.

Ces elles sont en train de mourir, les rivières bretonnes ! Victimes du ramassage et de l'incinération des déchets, de l'usage des produits phytosanitaires, de l'absence de traitement des effluents, les rivières de Bretagne sont en train de mourir. Elles sont mortes, les rivières bretonnes !

Aujourd'hui, ces rivières ressemblent à une jungle tropicale, d'énormes troncs d'arbres gisant au milieu de leur lit, favorisant l'envasement et réduisant les plus belles d'entre elles à un mince filet d'eau. Le cri d'alarme lancé il y a cinq ans par l'A.P.P.S.B. commence à être

entendu. Le Scott (le Monde du 11 mai 1977) est maintenant saisi. Evénement sans précédent, un saumon a même été repéré ces jours-ci à 60 kilomètres en amont de Lorient.

Bien sûr, ce sera le tour du Sier-Got et de l'avenue de l'Elorn et du Léz, où, début juillet, plusieurs centaines de personnes ont donné le signal d'une vaste opération de nettoyage à laquelle participent des dizaines de jeunes d'Etudes et Chantiers (2). Un travail harassant qui ne sont pas vides d'oublier ceux qui, la troncature à bout de bras, patagent des heures durant dans l'eau très fraîche. Une besogne de l'ourmi qui se prolongera les week-ends d'hiver. Une bataille de longue haleine à laquelle les agriculteurs apportent, sans ménager leur peine, le concours de leurs tracteurs, pour les milliers de kilomètres de rives à nettoyer dans les quatre départements qui quadrillent maintenant l'A.P.P.S.B.

Ainsi la grâce écologique a-t-elle touché des centaines de personnes. Mais surtout, elle a eu des effets secondaires : une renaissance de la vie de village qui, le dimanche matin, conduit nombreux maîtres et ses admirateurs à dégager ensemble quelques mètres de broussailles supplémentaires ; une nouvelle jeunesse de la vie associative, ce réseau étroit de relations en train de se tisser entre voisins qui s'ignoraient. Et aussi cette extraordinaire leçon de pédagogie illustrée par ce proverbe aux accents maoïstes dont l'A.P.P.S.B. a fait sa devise : « J'enlève, j'oublie, je vois ; je retiens, je fais ; je comprends. »

BERTRAND LE GENDRE.

(1) 1, rue des Primevères, 55330 Quiverny. L'A.P.P.S.B. édite une revue trimestrielle. Eau et rivières.
(2) Cette association organise des chantiers de jeunes. La plupart ont trait à l'environnement. 33, rue Campagne-Première, 93014 Paris. Téléphone : (1) 325-15-61.

TÉMOIGNAGE

L'Afrique vue d'un vélo

JOYEUX défi aux fossyeurs de l'aventure, l'épopée — c'en est une — vélocipédique et africaine de Jean-François Bernies valait d'être contée. Juché sur un superbe vélo chinois, il a plongé pendant deux ans (juillet 1974-avril 1976) dans les profondeurs d'une Afrique sensuelle et douloureuse, hospitalière et déchirée, passant sur des regards attendri et patient, sans préjugé ni complaisance.

L'Afrique qu'il rencontre et restitue apparaît aux plus humbles, dont il partage gîte et couvert : Touareg du Mali, victimes de la grande sécheresse, squelettiques et dépossédés ; ouvriers de Soweto, Irakiens et tristes dans la nuit de l'hiver austral ; Masais du Mont Kenya, syphilitiques et rieurs. Paysans tchadiens pourchassés par la folle sanguinaire des « Initiés » du Voudou, rescapés des dictatures de Guinée-Equatoriale ou d'Ouganda, tous décrivent le cortège sans fin des

massacres, viols et humiliations qui ensanglantent un continent soumis trop souvent au règne de la terreur et à la loi du mépris.

De temps à autre, il est happé, sans vraiment le vouloir, dans le tourbillon de l'histoire « officielle », prisonnier du F.N.L.A. à Luanda ou bien piégé dans Asmara, ville-fantôme qu'assiègent les rebelles érythréens. Pourtant, à aucun moment, tout au long de son récit dense et attachant, il ne tire prétexte de ces rendez-vous hasardeux avec l'événement — pour assener au lecteur une conclusion politique qu'il saurait trop fragile. Jamais il ne juge ni ne tranche. De son expérience en solitaire, riche et singulière, il se contente, modeste, de livrer un témoignage brut et chaleureux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

* Jean-François Bernies. « Plongé volant — L'Afrique vue d'un vélo », Robert Laffont. Collection « Vécu », 32 francs.

FEUILLETON n° 47

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

A peine arrivé à Polyka, où il prend une arme, Hincz, le voyant, se fait conduire à toute vitesse au château. Au moment de partir, Handrycz, tout agité, se jette à lui. Arrivé devant le château, ils rencontrent Grégoire et Skolinski, qui ont trouvé le posticheur qui leur avait fait faire un costume sur mesure. Mais ce costume, mais de son plein gré, et qu'ils n'ont pas intérêt à forcer l'entrée de Mysioch. Les quatre hommes, tous d'inquiétude mais impuissants, se demandent que faire.

Hincz aperçut alors Walchak, entre les arbres, appuyé à une bicyclette. Quoi, lui ici ! Cette arrivée intempestive ne lui disait rien qui vaille.

Malgré l'obscurité, on voyait que le garçon était pâle comme la mort.

« Pourquoi êtes-vous venu ? Retournez à Polyka ! Vous n'avez rien à faire ici ! »

« Elle est dans la vieille cuisine, n'est-ce pas ? demanda-t-il. Les lèvres frémissantes. La bicyclette lui échappa des mains et tomba par terre. — Oui, et alors ? Elle y est ! Mais vous ne pouvez que gêner ! Rentrez ! »

Walchak le regarda.

« Qu'est-ce qu'elle est allée y faire ? Rentrez ! »

« Non, elle est là-dedans. Elle y est allée exprès, pour voir. On ne peut quand même pas la laisser. Il se passera avec elle la même chose qu'avec moi, ou pire ! »

« Nous l'en tirons, rétorqua Hincz, au mépris de toute évidence. — Non, reprit Walchak d'une voix sourde, car il se venge. C'est par jalousie. Il n'y a qu'un moyen : qu'il m'enferme à sa place. Il a aussi un compte à régler avec moi. Il préférera m'en tenir, moi, plutôt, qu'elle ! »

« Il s'avance. — Monsieur ! répéta-t-il. — Quoi encore ? (Le secrétaire, prudent, ne se montrait pas.) Qui m'appelle ? — Relâchez Mlle Maya et je prendrai sa place. — Comment ? — Donnez-moi votre parole que vous la relâcherez et je resterai chez vous en échange. Je suis curieux, moi aussi,

de savoir ce qui se passe là-dedans. D'accord ? »

Il y eut de nouveau un silence. Walchak n'avait pas tort de supposer que le secrétaire le haïssait encore plus que Maya. Sa proposition était alléchante.

« Non ! déclara enfin Kholawitski. Vous voulez vous introduire au château pour vous fêter sur moi. Je ne vous crois pas. »

« Et si ces messieurs me ligotent ? Vous pouvez contrôler l'opération. Laissez-les me ligoter juste devant la porte, sous vos yeux. Ensuite, ils s'éloigneront. Vous pourrez alors me traîner dans le château et faire de moi ce qu'il vous plaira. »

« Imbécile ! souffla Hincz, l'air irrité, à l'écart. C'est de la folie ! Une fois qu'il le liendra, entre ses mains, il ne la relâchera pas. Tu n'auras pas la force de supporter ce que tu verras. — Je l'aurai, s'obstina-t-il. Si elle l'a, moi aussi je l'aurai ! »

Hincz, Skolinski et Grégoire l'entourèrent. Ils étaient persuadés qu'il avait une nouvelle crise. Mais Walchak était parfaitement lucide en présentant sa proposition.

« Bien sûr qu'il ne la relâchera pas, mais peu importe. S'il m'enferme dans cette pièce, au moins elle ne sera pas seule ! A deux, on se soutient ! Même si je ne peux pas l'aider, elle aura moins peur ! »

Il parlait vite, avec brusquerie, voulant les convaincre au plus vite.

« Eh bien, messieurs, si vous le ligotez solidement ici, devant la porte, sous mes yeux, déclara Kholawitski, et si vous vous éloignez ensuite de deux cents pas... ma foi, je ne m'opposerai pas à ce qu'il vienne voir, s'il est curieux. »

« Ligotez-moi ! s'insupportait Walchak. Ligotez-moi donc ! Je n'ai pas peur ! Si elle a trouvé le courage d'y aller, moi aussi je le trouverai ! Je n'ai peur ni de lui ni des esprits ! Je vous dis que je n'ai pas peur ! Je tiendrai le coup ! Je vous assure que je tiendrai le coup ! Quand bien même ce serait le diable en personne... je n'ai pas peur et il ne me fera rien ! Rien ! »

Hincz se passa la main sur le front. L'idée semblait insensée autant que désespérée. Livrer ce garçon pieds et poings liés à son ennemi acharné ?

Qui sait ce que ferait de lui Kholawitski ?

Et pourtant... Hincz commençait à croire que Walchak pouvait soutenir et sauver Maya.

Il avait changé. Ce n'était plus ce Walchak terrorisé comme un paysan par les esprits et les démons qui attendait avec fatalisme le moment où la folie s'emparerait de lui. D'où venait ce changement ?

Hincz l'enveloppa du regard alors qu'il était étendu à terre dans l'attente d'être ligoté.

Où ! Walchak avait cessé d'avoir peur. Il n'avait pas peur et n'aurait plus peur qu'il arrivât. Il était parvenu à cette limite au-delà de laquelle l'individu est prêt à tout, à n'importe quel risque, et même à supporter ce qui excède ses forces.

« Qu'est-ce qui l'avait ainsi transformé ? »

« Messieurs ! fit Hincz. Prenez des cordes aux chevaux et ligotez-le ! »

Il se mirent au travail. Quand ils se furent éloignés de deux cents pas, la porte s'ouvrit et le secrétaire le traîna à l'intérieur comme une araignée attire une mouche au fond de sa toile.

Le silence se fit. Le professeur regarda sa montre. « Blentôt deux heures », dit-il.

Qu'était-il advenu de Walchak ? Kholawitski l'avait-il enfermé dans la pièce maudite ? Que devenait Maya ? Et le prince ?

Supplée de l'impuissance ! Il ne leur restait qu'à attendre. Les quarts d'heure passaient. Quand donc viendrait l'ast ?

« C'est passé Handrycz ? » demanda soudain le voyant.

Il venait seulement de s'apercevoir que le paysan avait depuis longtemps disparu. Il voulait l'envoyer au village chercher des gens.

Soudain, un cri horrible déchira le silence et les glâca d'effroi. C'était la voix de Maya. De l'endroit où ils se trouvaient, on ne voyait pas la fenêtre de la vieille cuisine que les murs extérieurs du château cachaient. Mais c'était de là que provenait ce cri de terreur. Et le silence qui suivit sembla mortel.

« Cela suffit ! » cria Hincz.

Il se jetèrent sur la porte et se mirent à l'entourer.

Elle céda enfin. Hincz, Grégoire et le professeur firent irruption dans le château.

Il grimperont en toute hâte les escaliers obscurs.

Au premier étage, ils entendirent des coups de revolver. C'était le vieux prince qui tirait en criant : « Je vous interdits ! Je vous interdits ! Dehors ! Ne venez pas nous gêner ! François ! »

Hincz se précipita sur lui et le fit tomber à la renverse.

Il poursuivirent leur course vers la pièce hantée.

Mais la porte conduisant au palier qui séparait la cuisine du reste du château se referma en claquant devant eux. C'était une porte lourde et massive, comme toutes celles du château. Hincz se mit à la frapper à coups de poing.

Il entendirent la voix posée et froide de Kholawitski.

« Tout de suite ! Tout de suite ! Je règle d'abord mes comptes avec eux. Ensuite je suis à vous. Puis ce sera mon tour. Bien. »

Et les pas du secrétaire s'éloignèrent en direction de la vieille cuisine. Il ne se pressait même pas, certain que la porte tiendrait assez longtemps pour qu'il pût s'occuper de Walchak et de Maya.

Hincz déchargea son revolver sur la porte et le professeur son fusil. C'était un acte de désespoir. Les balles du revolver s'encastrèrent dans le bois, sans parler du plomb de chasse du professeur.

Le prince accourut. « Je ne vous permets pas ! François ! François est là ! cria-t-il. François est revenu ! Vous voulez le tuer ! Dehors ! Il va arriver. »

Le professeur et Hincz cessèrent brusquement de tirer. Ils écoutaient. Ils écoutaient, le souffle suspendu. Allaient-ils entendre des coups de revolver de Kholawitski, ou autre chose ? Que se passait-il là-bas ? Le silence se prolongeait indéfiniment.

« Je vous dis que François est venu m'accorder son pardon ! J'ai vu le signe ! » criait le prince.

Soudain on entendit des pas — les pas lents du secrétaire — et la porte s'ouvrit.

Ils se jetèrent sur lui. Mais lui, au lieu de se défendre, dit tout bas, en traînant sur ses pieds : « Allez voir, messieurs, allez voir, allez-y donc. »

Il indiquait la vieille cuisine, incapable d'en dire davantage.

Le son de sa voix était si étrange que tous s'arrêtèrent comme sur un coup.

La porte de la vieille cuisine était entrouverte. Hincz, le professeur, le prince et Grégoire s'en approchèrent, et restèrent pétrifiés.

Maya et Walchak avaient disparu sans laisser de trace.

Au milieu de la pièce se tenait Handrycz, qui promenait un regard vague autour de lui, comme un homme qui s'éveille d'un profond sommeil.

Pas trace de serviette. « Où sont-ils ? cria Hincz. Qu'avez-vous fait d'eux, assassins ? »

Il saisit le secrétaire par les épaules. Mais celui-ci, hagard, les yeux écarquillés, ne cessait d'indiquer Handrycz et soufflait :

« Je n'ai rien fait ! »

Soudain, un corps s'affaissa sur le parquet. C'était le prince qui était tombé à genoux devant Handrycz, bras tendus, le visage baigné de larmes.

« François ! s'exclama-t-il. François ! Vous ! d'où venez-vous ? Est-ce vous ? Est-ce bien vous, Handrycz ? demandait Skolinski, à peine conscient de l'absurdité de ses questions.

Le paysan ne répondait pas, mais se contentait de promener un regard incertain sur les murs et de dire, comme pour lui-même, profondément troublé :

« Je... Je me suis trouvé ici... autrefois... Et il s'évanouit.

Mais avant même que le bruit de sa chute eût cessé, Kholawitski s'était précipité, en hurlant comme un fou, hors de la pièce.

Hincz, le professeur et Grégoire restaient plantés là comme trois points d'interrogation muets.

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.

Le Monde

du tourisme
et des loisirs

VACANCES EN FRANCE

Le Nord avec d'autres yeux

DE L'ART NOUVEAU AUX USINES-CHATEAUX FORTS

La brique dans tous ses états

L'ART peut trouver son plaisir ailleurs que dans les monastères romans, les cathédrales gothiques ou les palais Renaissance. Bien que trop proches de nous et encore taxés de mauvais goût, certains styles exaltés par le dix-neuvième siècle et le début du vingtième siècle ont beaucoup à nous raconter, et il est des régions, comme le Nord, où recèdent des trésors. Sous les cieux bas du pays flamand, un paysage urbain nouveau reste à découvrir.

Pas de pureté romane ici, ni de flamboyance gothique, mais du « néo » en pagaille. Pas de châteaux forts moyenâgeux, mais des usines qui font tout pour leur ressembler. Pas de palais princiers, mais des hôtels de ville et des bourses de commerce qui n'ont rien à leur enverner en magnificence.

En avance sur le goût du temps, les protecteurs du patrimoine architectural commencent à s'inquiéter de ces productions trop récentes pour avoir déjà bénéficié du label monument historique, mais d'autant plus menacées que l'opinion publique, un peu désemparée par l'excès de certains décors, ne prend pas spontanément fait et cause pour eux. Ainsi, le ministère de la culture semble avoir le plus grand mal à convaincre la municipalité de Roubaix de l'intérêt de classer — en tant que monument historique — le bâtiment principal de la filature Motte-Bossut, fabuleux château fort de brique avec cheminée et tour crénelées, véritable monument au cœur de la ville.

D'où l'intérêt d'une démarche lancée en 1975 par la direction de l'architecture pour sensibiliser toute une région, ses élus et ses habitants, à l'originalité de son

patrimoine. Dans un premier temps, un recensement des témoignages de l'architecture de 1850 aux années 30 a été confié à une équipe dirigée par M. Maurice Culot, architecte belge, responsable des Archives de l'architecture moderne, une association qui fait à Bruxelles un remarquable travail. Toujours en état d'alerte, les des guides, les animateurs de l'association, veillent sur les joyaux d'une architecture mal connue et mal aimée dont Bruxelles est (était ?) si riche. Maurice Culot, qui a travaillé pour cette enquête dans le nord de la France avec Lise Grenier et Hans Wiesel-Benedetti, était dans tout désigné pour cette entreprise. Dans un rapport de plus de trois cents pages, accompagné de deux fichiers, un par rues, un par architectes, il nous mène l'eau à la bouche.

Avant de donner à l'art nouveau une place de faveur, la région lilloise exalte au dix-neuvième siècle un style — l'éclectisme — qui satisfait le goût nordique du décor et de la générosité des détails d'ornementation. Mais, pour commencer, le Nord cultive tous les styles « néo », du roman à l'égyptien ou le mauresque. Ainsi, « Lille participe d'ambitions aux conceptions culturelles du romanisme naissant et fait construire en 1826 un des premiers bâtiments publics néo-gothiques, le beffroi de l'hôtel de ville », note Maurice Culot dans son étude. La monumentale faculté catholique de Lille avec ses gargouilles et ses tourelles et l'église Notre-Dame de la Treille, construite en 1851 par un architecte anglais et malheureusement aujourd'hui dépourvue de ses peintures, mais aussi l'hôtel des postes d'Armentières, témoignent de cette tendance. Mais les styles les plus divers inspirent les architectes. Depuis le roman, dans la rigueur et la simplicité semblait faire l'affaire des bâtisseurs d'usines, ces cathédrales du capitalisme, jusqu'aux goûts les plus exotiques comme le style mauresque qui s'épanouissait (il ne reste que deux pavillons de gardien) dans le palais de rajah édifié à Rou-

baix pour l'industriel Vaissier, inventeur du savon du Congo !

Mais le véritable style du siècle, c'est l'Art nouveau, qui « réinterprète tous les styles pour les refondre dans un amalgame, note Maurice Culot. Par son esprit anarchique et anti-classique, il se réfère dans sa période flamboyante au maniérisme de la Renaissance flamande ». Issu d'une philosophie, « méthode de penser composite » qui reprend des éléments d'autres pensées, l'éclectisme, dans sa traduction monumentale, exprime la recherche d'une « architecture vivante » qui sélectionne des éléments de tous styles et les assemble selon les exigences du temps. De nombreux hôtels particuliers « avec plans sur mesure » à la flamande témoignent du « désir de la bourgeoisie de marquer publiquement son rôle social ».

Forêt de beffrois

Les plus notables sont la villa Saint-Georges, avenue de l'Élipodrome, à Lille ou la villa « Les Roses » dans la même rue, dues à l'architecte Lambrecht ; ou les nombreuses maisons, notamment boulevard de la Liberté, construites par Vandenberghe, élève de Labrousse et véritable maître de l'éclectisme lillois. Il recherche « l'originalité dans la simplicité et l'élégance du style dans la clarté » et ne se laisse pas aller aux excentricités. Boulevard de la Liberté, les jeux de colonnettes et de bow-windows (ocials en français) animent des façades assez strictes et « évoquent une lointaine Italie », repensée façon dix-neuvième. Aux pigeons des maisons privées qui affichaient la satisfaction bourgeoise répond une « forêt de beffrois » dont s'ornent les hôtels de ville de Loos, d'Armentières, la chambre de commerce de Tourcoing et la Bourse de Lille.

Vers la fin du siècle, l'Art nouveau prend la relève. Arrivé tardivement à Lille, il y fleurira longtemps. Statuaires et sculpteurs ajoutent à leur panoplie les éléments déjà standardisés qui signent ce style : têtes de femmes aux longs cheveux, décors sinu-

eux ondoyants qui encadrent les fenêtres. La grande bourgeoisie, déjà installée dans ses meubles, ne s'approprie pas ce nouveau style qui séduit au contraire petite et moyenne bourgeoisie, et particulièrement les commerçants.

On peut encore voir quelques jolies boutiques comme celle de ce fleuriste, 35, rue Royale, à Lille ; ou le magasin d'un marchand d'éponges et de peaux de chamois, boulevard de la Liberté. Les maisons des nouveaux faubourgs (188 et 200, rue du Général-de-Gaulle, ou 83, rue Henri-Poissonnier, à Mons-en-Barœul ; 37, rue Saint-Jacques, à Tourcoing ; 29, rue Jean-Barbier, à La Madeleine) sont un véritable cortège de bow-windows, plus géométriques que sinués, de balcons de fer forgé, de briques éclairées de céramiques. Mais aucune n'a la grâce toute végétale de la maison du céramiste Collot (14, rue de Fleurus, à Lille).

Mais les grands monuments du Nord industriel ne sont tout simplement... les usines. Du style chateaux forts (l'exemple le plus remarquable est la filature Motte-Bossut à Roubaix) au néo-gothique à l'anglaise, les usines du Nord traduisent la fierté du capitalisme triomphant. Les détails comptent : des entrées solennelles comme celles d'un palais qui marquent le passage dans le monde du travail ; des cheminées monumentales, symboles s'il en est ; des puits de mine, à la silhouette de dentelle ou encore ce pont-levant sur le canal de Roubaix avec ses fines arcatures de métal. Le patrimoine industriel mérite d'être regardé de près.

Le dernier numéro de la revue *Monuments historiques*, tout entier consacré à l'architecture industrielle, montre que celle-ci est en train d'acquiescer, aux yeux des spécialistes, ses lettres de noblesse. Mais le grand public est encore loin de partager ce goût.

MICHELLE CHAMPENOIS.

BRAY-DUNES LANCE SES CHARS

« NOUS sommes la première station balnéaire de France. Non par son importance, bien sûr, mais par sa situation géographique », ironise M. Gilbert Lobbedey, maire de Bray-Dunes (Nord). Cette commune est, en effet, située à 5 kilomètres de la frontière belge. En été, elle voit croître sa population de cinq mille à vingt mille habitants.

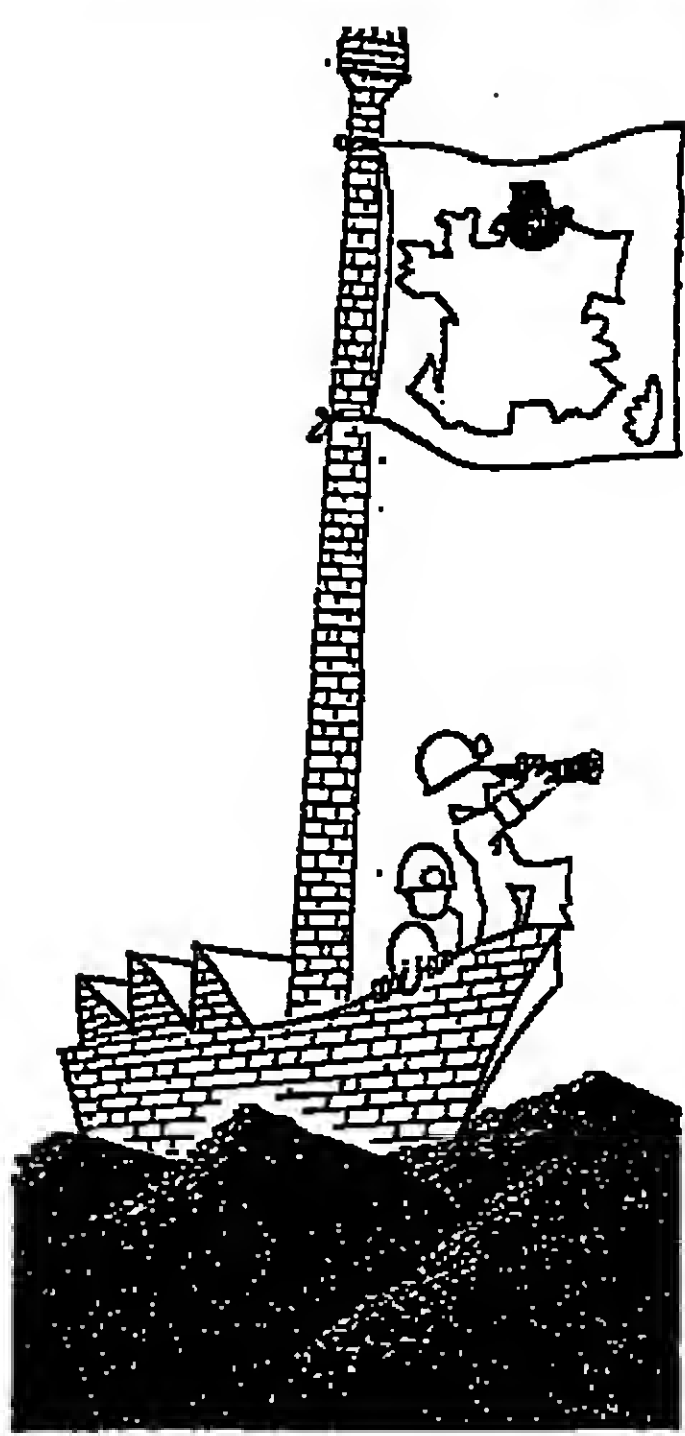
A l'approche de l'été, le village se prépare à l'événement. Recevoir tous ces migrants, venus pour la plupart de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, mais aussi de Hollande, de Belgique et d'Angleterre, n'est pas une mince affaire. Petite commune, Bray-Dunes l'est par sa taille et ses moyens. Le nombre des employés municipaux passe de deux à treize, maître nageur compris.

Dans cette cité située au bord de la mer du Nord, à 10 kilomètres à l'est de Dunkerque, on affiche un solide optimisme. On n'aime pas dramatiser, malgré le mauvais temps qui a sévi durant la période estivale. Ainsi, ce propriétaire d'un hôtel-restaurant situé sur la longue digue : « Je suis satisfait. En juillet, on a affiché complet. Le mois d'août a été moins prospère que celui de l'an dernier, mais on a quand même eu assez de monde ».

Le gérant de la brasserie du Casino témoigne, lui aussi, d'un moral d'acier : « Les week-ends plusieurs ont rebuté beaucoup de gens de l'arrière-pays. Nous avons moins servi de boires que d'habitude, car il n'y a pas fait très chaud. Cependant, la restauration a tourné à plein. Les séjours, c'est-à-dire ceux qui ont séjourné pendant trois ou quatre semaines, ont été plus nombreux. Sur ce plan, nous avons progressé ».

Bien que les comptes de l'été ne soient pas encore achevés, M. le maire pense que Bray-Dunes aura approché le chiffre de vingt-cinq mille estivants. Un tel bilan n'a jamais été établi de mémoire de Bray-Dunois ! Mais les touristes dépensent peu par rapport aux années précédentes. Pourquoi ? « Ce sont surtout les gens des mines qui viennent. En période de crise, l'argent devient rare. Alors ils sont plus nombreux à prendre leurs vacances dans les stations proches. Ils s'épargnent des heures et des heures sur les routes. Cela n'empêche pas que les bourses s'ouvrent avec timidité », affirme un agent immobilier.

A Bray-Dunes, six cents logements sont destinés à la location. Les huit hôtels de la commune ont adopté la formule de la pension. Les clients réservent à la fois une chambre et une table pour les repas. L'atmosphère est franchement familiale. Cela donne une impression de douce tranquillité. Le camping, qui s'étend au pied des dunes, prédispose aux séjours calmes entre amis. Aucune caravane de passage n'y est admise. Et, au fil des jours, ter dix-huit cents campeurs finis-



(Dessin de PLANTU.)

sent par se connaître. La chose est souvent facilitée : « Nos voisins sont de Tourcoing, comme nous », explique une dame.

A l'époque des congés, la station n'est pas agitée par la ferveur de beaucoup de ses concurrents. Les parents en paraissent ravis. Les enfants en sont presque désemparés. L'un d'eux regrette que Bray-Dunes ne soit pas plus vivant. L'animation existe pourtant ; à échelle réduite, il est vrai. Le centre de loisirs des jeunes organise des jeux de plage (châteaux de sable, parties de volley-ball, etc.) et des soirées dansantes dans le local en préfabrique construit avec l'aide de la municipalité. Hugues, un garçon âgé de vingt ans, qui porte une barbe décolorée par la mer, estime que « ce n'est pas suffisant pour ceux qui n'ont pas la possibilité de faire de l'équitation, du bateau de plaisance ou du char à voile ».

Il est possible de se promener à cheval dans les dunes. Mais il vaut mieux galoper ou trotter sur les sentiers qui ont été tracés à cet effet. On évite à l'animal de s'enliser et on n'abîme pas les fragiles collines de sable fin que les ordures ont déjà souillées. Trop d'amateurs de rallyes sauvages à cyclo-moteur les ont endommagées. Pour éviter des ravages, la commune a dû prendre des mesures de protection.

Sur la grande plage, ruban ocre qui borde les dunes sur une largeur de 500 mètres, les chars à voile partent en patrouille. Ils sortent en fin d'après-midi, quand les adeptes du bronzage ont laissé le champ libre. Vent arrière, ils filent à la vitesse de 100 kilomètres à l'heure. Franchement aussi vite qu'un descendant sur les pentes des Alpes ! La comparaison n'est pas gratuite, car ces engins ont des pneus si lisses qu'ils glissent comme des sids. Ils peuvent perdre l'équilibre d'une manière brutale et chavirer, tel un dériveur. Les pilotes exigent des réflexes d'un excellent automobiliste.

Le club nautique, lui, compte une centaine de membres et autant de voiliers. Au début de chaque mois de septembre, se déroule une compétition prise de plaisanciers : les Six Heures de Bray-Dunes. La course est rendue difficile par une mer qui annonce la marée d'équinoxe en déroulant des pentes d'écume. Tenir jusqu'au bout de l'épreuve demande de la persévérance. La terminer, c'est un peu perpétuer ce courage dont les pêcheurs dunkerquois ont fait preuve, au siècle dernier, en traquant la morue dans les eaux islandaises.

ANTOINETTE FOUCHET.

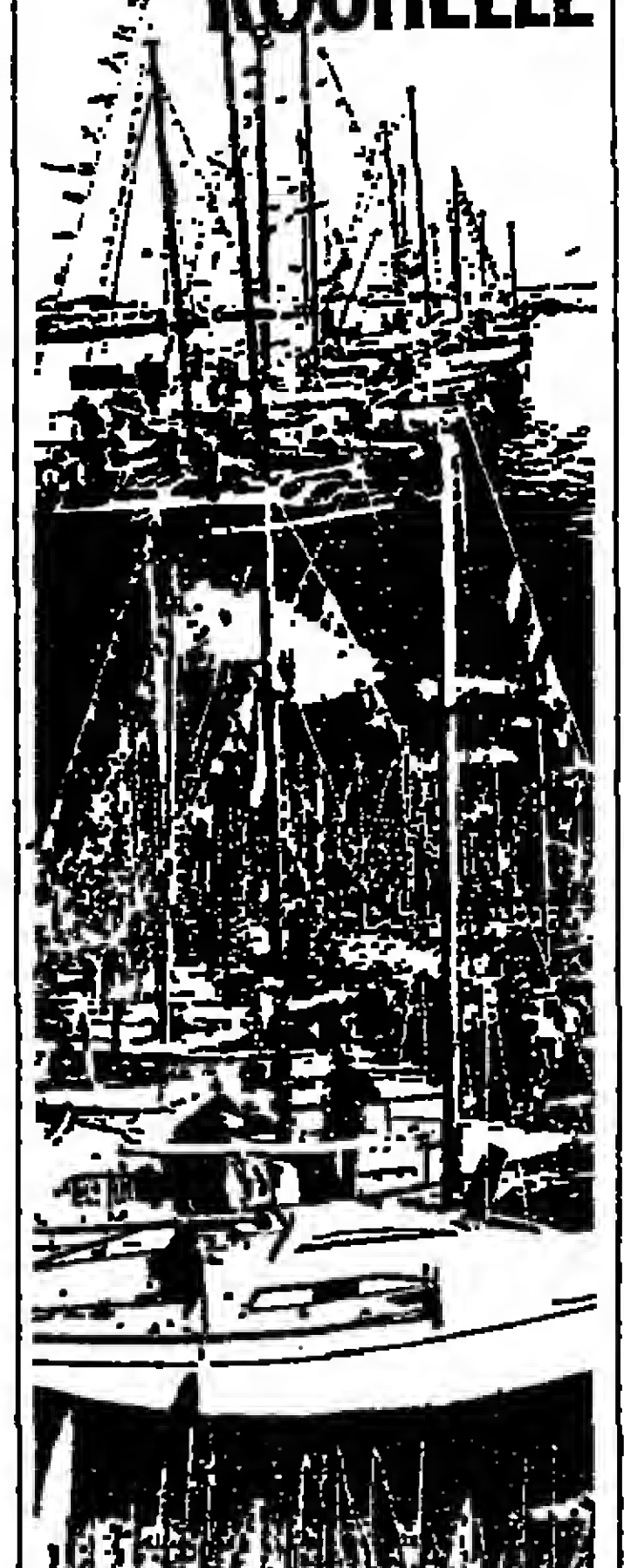
LES ENVOIES

par Wilold Gombrowicz

LES

par Wilold Gombrowicz

GRAND PAVOIS DE LA ROCHELLE



LA FÊTE DE LA VOILE

Salon de voiliers neufs à flot, voiliers à vendre, appâts et services. Un vaste port pour tous les amoureux de voile. Réaménagements, réparations, blanchiments, voiles, etc. Grand Pavois de la Rochelle, Port des Minimes, 17000 La Rochelle. Tél. : 44.66.29

ÉCO-MUSÉE EN BEAUVAISIS

La quête du passé

D'UX villages du pays de Bray-Servigny et Lacha-pelle-aux-Pots, proches de Beauvais (Oise), ont été passés au « peigne fin » pendant le mois de juillet par une équipe de lycéens et d'étudiants encadrés par deux enseignants et un animateur, qui ont vidé greniers et granges et écouté, micro en main, les anciens de ces deux communautés. La somme de documents ainsi recueillis est destinée à constituer les bases d'un « éco-musée de Beauvais » qui veut être dans l'esprit de ses promoteurs le « musée vivant de l'homme et de son environnement ».

Au cours de cette enquête, menée maison par maison, l'accueil des habitants a été cordial et les échanges locaux vifs et ouverts. « Une banque d'objets et de données impressionnantes a été constituée », explique l'un des enseignants. Les gens ont repris possession de ce qu'ils ont dans leur patrimoine au sens large, aussi bien culturel qu'architectural ou artistique. Les résultats de ces recherches ont été présentés aux habitants pendant le mois d'août, au cours d'une exposition à Lacha-pelle-aux-Pots et d'une projection à Savigny.

Dans ces deux villages, qu'une colline appelée « la Montagne » par les gens du pays sépare, mais que rapproche l'art traditionnel de la céramique, l'équipe d'en-

quête, lorsqu'elle est arrivée le 1^{er} juillet au matin, n'était pas tout à fait inconnue.

L'opération avait été précédée de réunions et de contacts avec les élus locaux. La méfiance ou la surprise suscitées au début par ces jeunes curieux qui venaient réveiller un passé endormi se sont rapidement estompées. Les anciens, mémoire vivante de la communauté, ont déroulé leurs souvenirs devant les bandes magnétiques des enquêteurs, se remémorant ainsi les festivités anciennes de la campagne de Bray : cavalcades, fête de la Trinité, fête des potiers, toutes manifestations qui commencent par des masses solennelles, se poursuivent par la bénédiction du pain, le concert de la fanfare et des jeux.

Limites des dégâts

An total, une cinquantaine d'interviews ont été ainsi recueillies. On a également sorti des tiroirs où ils étaient précieusement conservés des photographies de l'époque, des cahiers, des livres, des affiches, véritables pièces d'histoire locale. Ces recherches ont été complétées par les nombreux objets, outils, instruments et vêtements glanés ici ou là : fileux, pelles de boulangier, barattes, tourtes, piéces à loup, chemises, bonnets, etc. Les ateliers fermés depuis des années se

sont ouverts dans l'état où ils avaient été abandonnés.

Si les enquêteurs ont conscience de n'avoir fait là que du travail de défrichage, ils espèrent que les habitants de ces deux villages prendront, désormais, les choses en main et continueront cette œuvre. La confrontation du passé avec le présent devrait, selon eux, limiter les dégâts des transformations ultérieures que connaîtront ces communes.

MAURICE LUDATTI.

IRAQ DECOUVERTE DE LA MESOPOTAMIE

Du 11 novembre au 25 novembre 1977

Avec Madame Claudine LANDIR, Conférencière des Musées Nationaux, Ancienne Elève de l'Ecole du Louvre.

Renseignements et inscriptions :

COUVERTURES DU MONDE
7, rue Anber, 75009 Paris
Tél. 742.83.69

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

SEPTEMBRE, OCTOBRE, sont les meilleurs mois en AFGHANISTAN

— Route du Centre 21 J. 5.990 F. Départ : 4 et 18-9, 2-10
— Carrefour du Monde 17 J. 6.140 F. Départ : 3-10 et 22-10 (SPECIAL BOUZEKACH)
— Du Khyber à l'Indus 21 J. 6.880 F. Départ : 3-9 et 1-10.

4, rue de l'Échelle - 75001 Paris
3 bis, rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 280 74 66 & 44 69 - 025 75 25
ou chez votre agent de voyage

Ville : _____ M 11
désire recevoir gratuitement votre brochure. Lc A 744

Brocante

LES NOUVEAUTÉS DU VIEUX MONDE

L'ORS de la publication de son *Guide Emer* (voir le Monde du 4 juin 1977), chaque année impaire, au printemps, Marc Roy communique aux journalistes une fort intéressante étude sur l'évolution du marché européen. D'une édition à l'autre, en deux ans, ses équipes ont la possibilité de tirer des conclusions instructives sur les mouvements qui modifient l'aspect des professions liées aux antiquités, à la brocante, aux restaurations d'art et, plus précisément, sur les tendances du marché.

A Paris, la diminution du nombre des commerces d'antiquités, amorcée depuis six ans, atteint, en tenant compte des créations, 16 %. L'augmentation des loyers commerciaux (43 % lors de la dernière révision triennale 1976), l'habitude citadine des transhumances du week-end et des vacances, ont poussé bon nombre d'antiquaires à aller s'installer en province. Des départements comme le Nord, l'Aisne, la Moselle, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, les Alpes-Maritimes, le Tarn-et-Garonne, le Gers, la Vendée, l'Indre, le Maine-et-Loire, l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, le Calvados, l'Eure, le Loiret, l'Yonne, la Nièvre, le Cher, la Seine-et-Marne et la Côte-d'Or enregistrent une croissance de 15 à 35 %. Seuls les départements de la Corse, du Rhône, de la Haute-Loire, de la Loire, de l'Ardèche, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne sont en nette régression. Les autres départements augmentent de 5 à 14 % ou se maintiennent au niveau de 1975.

En ce qui concerne les spécialités à la mode, on constate, depuis plusieurs mois déjà, des tendances qui devraient être confirmées avec la reprise des affaires, à la rentrée, et les grandes foires et expositions de la saison 1977-1978.

La carte postale a vu ses prix augmenter considérablement au cours des saisons passées. Le nombre des commerçants spécialisés dans cette branche, dont l'intérêt documentaire et anecdotique n'est plus à démontrer, a quintuplé en deux ans. L'effluve, qui fera sans doute les belles cotes de demain, est en train d'acquiescer ses lettres de noblesse, et les spécialistes essaient de rattraper le marché, à Paris comme en province, afin de se constituer des stocks à bon compte. Le nombre des grands marchands d'armes anciennes diminue tandis que naissent des départements spécialisés, chez beaucoup de commerçants aux activités diverses. L'archéologie se stabilise, tandis que les arts primitifs font de nouveaux adeptes.

Après une courte éclipse, la Haute-Epoque, le Moyen Âge, la Renaissance trouvent un regain d'intérêt, tout comme les époques Directoire, Empire, Charles-X et Restauration, qui furent, voilà trente ans, les vedettes du marché. Si le Napoléon-III remonte à l'est, loin d'avoir retrouvé la vogue des années 50, Quant au dix-huitième siècle, qui fut de tout temps la clef de voûte de la grande antiquité, son commerce est totalement restructuré. La disparition de quelques grands maîtres au profit, notamment dans la capitale, de marchands moins scrupuleux ne facilite guère la tâche de l'amateur. On note un coup de frein très net chez les spécialistes des meubles anglais. La démocratisation des week-ends outre-Manche et les abus et falsifications des dernières années en sont sans doute la cause.

Marché touffu

L'Orient et l'Extrême-Orient, tant en matière d'antiquités que d'artisanat, maintiennent leurs positions tandis que les concurrents tibétains, coréens, birmanes, islamiques et maghrébines augmentent. Mais, là encore, il faut savoir choisir avec circonspection dans un marché touffu, où l'on distingue souvent mal le vrai du faux.

Bijoux anciens (surtout 1900-1930), bronzes (essentiellement fin du dix-neuvième siècle), carrosses de marine, scientifiques, photographiques et cinématographiques continuent leur progression. Les états, comme lesivoires anciens, restent l'apanage des grands spécialistes chevronnés. Joints (modèles réduits d'automobiles, notamment), poupées, automatons, gardent la faveur, mais les spécialistes étant encore à l'achat plutôt qu'à la vente, on peut en conclure que les cotes devraient monter. Numismatique, ferronnerie (surtout les outils anciens), et machines à compter le temps (pendules, montres, horloges, voire sabliers) confortent leurs positions. Après l'engouement des années passées, la minéralogie de collection, qui a toujours figuré à tort dans les foires de brocante, est en nette régression.

L'orfèvrerie et l'argenterie se raréfient de plus en plus. Si le « rustique ancien » abonde, les reconstitutions, arrangements et restaurations dominent, et les belles pièces sont rares.

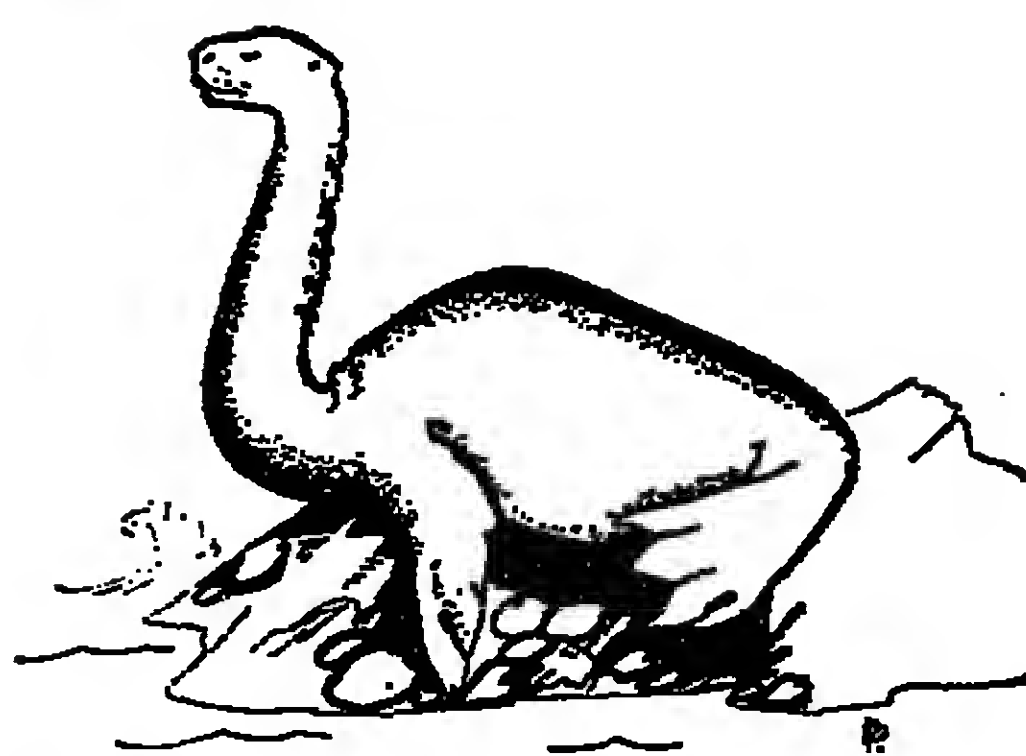
A l'heure où l'on parle beaucoup de chômage, de formation professionnelle et de création d'emplois,

il est intéressant de noter que la rarefaction des artisans spécialisés dans la restauration d'art s'accroît. Ainsi, il y a quatorze ans, le Guide Emer signalait, en France, une trentaine de restaurateurs de céramiques, faïences et porcelaines. L'édition 1977 n'en signale plus que douze.

En conclusion, notons, comme Marc Roy, avec une certaine amertume, que si le marché européen, comme le marché français, continue, malgré les hésitations économiques et le contexte politique général, à se présenter de façon assez encourageante et si la rarefaction de certains marchands est compensée par de nouveaux engouements, l'amour de l'art y perd souvent au bénéfice de la spéculation et de l'intérêt financier.

ELVIRE VALOIS.

L'otarie au long cou



Le 10 avril dernier, le chasseur japonais Zuzy-Maru croise au large de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, lorsque ses filets remontent la dépouille d'un animal extraordinaire.

Il mesure 10 mètres, possède quatre battoirs, un long cou de 1,50 m et une queue de 2 m. La tête atteint 45 centimètres, de chair rouge est recouverte d'une couche de graisse.

Une odeur pestilentielle échappe du cadavre, à tel point que les pêcheurs le rejettent à la mer. Auparavant, l'un d'eux, Michitaka Yano, en a fait un dessin et en a pris plusieurs photos en couleurs.

Quand le chasseur repagne le Japon, en juillet, croquis et photos sont montrés à des zoologistes. C'est fantastique, s'exclament-ils, c'est un plésiosaure.

Animaux

Zoologiste et paléontologiste du monde entier tentent aujourd'hui d'identifier la stupéfiante épave. Pourrait-il s'agir d'une espèce connue déformée par la putréfaction ? On a évoqué l'otarie de Hooker, qui habite les parages de la Nouvelle-Zélande, mais elle est beaucoup trop petite.

L'hypothèse du requin pélerin est plus sérieuse : en effet, lorsque ce squelette géant se décompose, ses branchies se détachent et il semble avoir un long cou mince. De plus, M. Yano a rapporté quarante-deux tendons prélevés aux battoirs du monstre. Or la composition chimique de ces tendons, longs de 25 à 30 cm, est proche de celle des requins. Mais il faut avouer que la silhouette de l'animal, et notamment sa tête et ses battoirs, n'évoquent guère un requin.

Ainsi, s'agit-il vraiment d'une espèce inconnue ? Le croquis du monstre rappelle tout à fait un plésiosaure, reptile marin présumé disparu depuis l'ère secondaire. Toutefois, les études les plus minutieuses sur l'énigme du serpent de mer, et principalement celles de Bernard Heuvelmans (1), montrent que les observations de prétendus plésiosaures se rapportent plutôt à une otarie géante à long cou, toujours inconnue.

Le signalement de celle-ci correspond assez bien à celui du monstre du Zuzy-Maru, mais ce dernier a une longue queue, alors que la mystérieuse otarie ne semble pas en avoir. Ajoutons que des observations de cette espèce hypothétique ont déjà été faites au large de la Nouvelle-Zélande. C'est aussi elle qui habiterait le Loch Ness et d'autres lacs des régions tempérées (2). En tout cas, les zoologistes prennent de plus en plus au sérieux les affaires d'animaux mystérieux. Il faut dire que nous sommes dans une période de découvertes inattendues : un crustacé primitif dans le Pacifique, un pécarari au Paraguay, une otarie en Algérie, un requin de 4,50 mètres aux Hawaï.

Et le cinéma, avec des films comme *Tentacles* ou *Le Dernier Dinosaure*, entretient l'engouement du public pour l'aventure zoologique.

JEAN-JACQUES BARLOY.

(1) Le Grand Serpent de mer (Pion).
(2) Voir Peter Costello : *La recherche des monstres lacustres* (Pion).

Modes du temps

Du style dans le catalogue

FUILLETES, examinés et critiqués dans quelque 85 millions de foyers français, les catalogues de vente par correspondance ressemblent de plus en plus aux revues de mode et donnent toutes sortes de conseils pratiques, tant pour l'achat que pour l'entretien des articles commandés qui représentent un chiffre d'affaires estimé à 11 milliards de francs pour 1977.

Plus que les motivations subjectives, comme le snobisme, le désir d'affirmer sa personnalité, l'impression de recevoir un cadeau ou de participer à un jeu, l'étude comparative des catalogues donne une image complète de la mode de la famille, avec une précision de détails (fibres, mesures et tailles) impossibles à vérifier dans la bousculade des grands magasins et des « grandes surfaces ».

Les couleurs de l'hiver s'annoncent vives et brillantes, le rouge apportant une note chaude aux sélections féminines et aux familles, en unis et en dessins de fils et de tricot. Le jean garde la faveur du public, tant en croisée de coton qu'en velours. Côté ou non, c'est le tissu vedette de la saison, par exemple en costume et en séparables pour hommes. Les tricotés confirment la vogue des jacquards et des shetlands dans les classiques, alors que les encolures « chemisées » rivalisent avec les cols roulés dans les mailles fines ou drapées.

Parmi les nouveautés, les catalogues comprennent des chemises décontractées à pied de col « grand-père », s'accompagnant de petits châles.

A la BLANCHES-PORTES (59201 Tournai), un bon hât arrive à mi-mai et se complète d'un écharpe généralement coupée à 230 mètres (26 F). En mélange synthétique rouge et bleu à fond noir, il existe du 38 au 48 N (108 F).

Gros effort en mode masculine chez COOP, dont le club des consommateurs participe à la conception du catalogue (10 F, dans les deux mille points de vente à travers la France). Ainsi trouve-t-on un grand choix de vestes, de cabans fourrés ou ouatinés et des tenues « ville-sport » en drap marine de laine et polyamide à veste liquette et pantalon à empiècement (du 40 au 48) à 235 F. Les chemises sont

droites et décontractées pour donner de l'aisance au mouvement.

QUELLE (45048 Orléans Cedex) joue le folklore en robes et en deux-pièces, à la fois western et balkanique, à base d'incrustations, de galons et d'imprimés sur fonds sombres. Une charmante tunique de crepon de coton noir ou écru, à manches raglan resserrées du bas (du 36 au 48 N) se vend à 99 F avec une longue jupe imprimée à fleurs (149 F, et avec un foulard à rayures et guirlandes dans le même coton).

LA REDOUTE (59081 Roubaix Cedex 2) amasse les tricotés fantaisie en tons naturels ou très colorés comme cette veste à capuche en cryol et laine vermillon (39 F), à coordonner avec un pull jacquard de Courtelle bleu, ocre et rouge indien à 59 F. Ils se portent avec des jeans de toutes les couleurs, en velours « 500 rales » de coton et polyester, du 34 au 48 N (99 F), coupés de façon à allonger la silhouette, avec les grosses bottes et les tricotés superposés.

Les 3 SUISSSES (59076 Roubaix Cedex 2) sont à la pointe de la mode avec leur « panoplie » signée Sonia Rykiel (le Monde du 15-16 mai 1977). Par ailleurs, ils offrent des tailleurs déssés dans les tons d'automne, du loden et une série d'automatons vêtements matelassés en coton coupe-vent. Pour hommes, les blousons signés Johnny Hallyday paraissent plutôt ternes. Les mamans de garçons « brise-fer » apprécieront les culottes courtes de flanelle anglaise grise (du 86 au 108), à partir de 50 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Tirrenia car ferries
pour découvrir avec votre voiture
la beauté de la Sicile, la Sardaigne,
la Tunisie, Malte.

Des prix exceptionnels toute l'année même en été

Que l'on soit voyageur ou voyageuse, vous serez avec le confort de ses cabines, piscine, duty shop, son parking, la formule la plus pratique pour passer quelques jours de vacances au soleil.

Si vous comptez vous déplacer en famille ou entre amis, embarquez-vous avec votre voiture. Vous réduirez d'autant les frais (coupons d'essence à prix réduit, autoroute moins chère en Italie, tout en vous offrant plus de plaisir, 50 % de remise pour les enfants de moins de 12 ans).

Départ de Gênes, ce qui représente un avantage de en prenant l'autoroute directe.

Pour ceux qui partent dans les périodes de pointe, soyez prudent, réservez dès à présent vos places auprès de votre agence de voyages et pensez aussi à régler vos problèmes d'hôtellerie.

Pour ceux qui ont hâte de partir dès à présent et qui préfèrent ainsi éviter les grands exodes, la formule TIRRENIARAMA les séduira. Inspirée de la carte orange, elle vous permet pour un prix forfaitaire de bénéficier en toute liberté d'un choix de trajet exceptionnel.

Formule n°1 : voiture (prix forfaitaire) FF 270
Formule n°2 : voiture (prix forfaitaire) FF 631
Formule n°3 : SARDAGNE, TUNISIE, SICILE FF 852
Sicile (prix forfaitaire) FF 1348

Prix aller et retour avec cabines :
Valables toute l'année sauf juillet-août.

De part et d'autre de Gênes, Châlevecchio, Naples, et Calabre pour les ports de la Sicile, Sardaigne, Tunisie, Malte, vous offrez un cadre idéal.

Renseignements auprès de votre agence de voyages

Pour tout savoir écrivez à S.N.C.M. Service Tirrenia, 12 rue Godot-de-Maurey, 75009 Paris, tél. : 266.60.13, 13.71.64.

Tirrenia

Nom : _____
Adresse : _____

PUPITRES

POUR travailler, ou dessiner, à la maison, l'enfant a besoin d'un bureau à sa taille. De 100 à 700 F, le choix est assez large pour trouver celui qui convient le mieux.

Le pupitre d'écolier est à la mode. Pour un jeune enfant, sur une armature en hêtre verni (comportant un mini-banc) est posée une planche inclinée laquée bleu marine (99 F, catalogue de La Redoute). Un plateau en tube laqué supporte un coffre avec planche abattante, doublée d'une « ardoisine » verte. Ce pupitre est en stratifié, imitation bois ou blanc à bordure orange ou bleue (143 F, au B.H.V.). Il s'accompagne d'une chaise pliante assortie : teinte bois, 75 F, blanc et couleur, 85 F. Un autre pupitre, presque carré, est en sapin naturel, à vernir ou à peindre : son casier de grand volume est fermé par un abattant assez incliné : 350 F avec le tabouret (catalogue général des Trois Suisses). D'anciens pupitres d'écoliers, en chêne, avec leurs bancs, remis en état par un ébéniste, existent en diverses tailles, à partir de 650 F, à La



(Croquis de MARCO.)

maison de la petite gaminière, 22, rue du Four, 75006 Paris. Un bureau droit, à tiroirs, trouve facilement sa place dans une chambre d'enfant : il servira jusqu'à l'adolescence. Pour les plus jeunes, un bureau mesurant 86x63 centimètres est en stratifié blanc, avec tablette sous le plateau et deux tiroirs, bleu vil ou orange, sur le côté (227 F, au B.H.V., chaise pliante assortie, 88 F). Sur un plateau en métal noir est posé un plateau de travail de 1 m x 0,50 m, en placage de chêne ou d'acajou, supportant deux tiroirs à droite (1395 F, aux Galeries Lafayette), chaise pliante 65 F). Dans ce grand magasin, pour un lycéen, un bureau mesurant 1,20 m x 0,60 m est en placage de pin très clair : à droite sont superposés deux tiroirs et un élément avec porte et étagères, 550 F, la chaise fixe assortie, 390 F. En pin également, une table-bureau de 1,20 m x 0,60 m comporte deux grands tiroirs placés côte à côte sous le plan de travail (690 F, Léviatan, 83, boulevard Magenta, 75010 Paris, qui peut indiquer ses points de vente en province).

J. A.

Philatélie

N° 1500

FRANCE : La « Cigale rouge ». Pour représenter la « nature » d'un insecte proposé par le Museum national d'histoire naturelle, la « Cigale rouge », qui figurera sur le timbre qui sera mis en vente générale le 10 septembre.



0,30 F, orange, jaune, noir et bleu. Tirage : dix millions d'exemplaires. Maquette de Mme Schach-Duc. Impression en héliogravure dans les Ateliers du Timbre de France.

La mise en vente anticipée :
A PARIS :
— Les 10 et 11 septembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Museum national d'histoire naturelle, Grande St. Salle des conférences, 45, rue de Buffon, 75005 Paris. — Obligation « premier jour ».
— Le 10 septembre, de 8 h. à 12 h., à la R.P. 52, rue du Louvre, Paris (1^{er}), et au bureau de poste de Paris 4^e, 5, avenue de Saxe, Paris (7^e), de 10 h. à 17 h., au Musée postal, 34, bd de Vaugirard, Paris (15^e). — Boîtes aux lettres spéciales pour l'obliteration « premier jour ».

A SERIGNAN DU COMTAT :
— Les 10 et 11 septembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire installé dans la salle des fêtes municipales, sous le patronage de Cécile, à Serignan-du-Comtat. Obliteration « premier jour » identique à celle de Paris.
— Le 10 septembre, de 9 h. à 12 h., au bureau de poste de Serignan-du-Comtat. — Boîtes aux lettres spéciales pour l'obliteration « premier jour ».

FRANCE : Une œuvre de Trémois.

Dans la série « Création philatélique » le second timbre — après Vassary — sera consacré à une œuvre originale de Pierre-Yves Trémois. Vente générale le 10 septembre.



3 F, rouge et noir. Tirage : 5 millions d'exemplaires. Impression en héliogravure. Atelier du Timbre de France.

La mise en vente anticipée :
— Les 10 et 11 septembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Museum national d'histoire naturelle, Grande St. Salle des conférences, 45, rue de Buffon, 75005 Paris. — Obligation « premier jour » non illustrée.
— Le 10 septembre, de 8 h. à 12 h., à la R.P. 52, rue du Louvre, Paris (1^{er}), et au bureau de poste de Paris 4^e, 5, avenue de Saxe, Paris (7^e). — Boîtes aux lettres spéciales pour l'obliteration « premier jour ».

Les deux auteurs de timbres — M. Schach-Duc et M. Pierre-Yves Trémois — ont été présentés dans le Monde des Philatélistes, dans son numéro juillet-août, envoi contre 5 F et timbres-poste.

A ARGELES-SUR-MER, au complexe sportif, se tiendront les 3 et 4 septembre la troisième exposition des « Journées philatéliques ».
A OUBREVOIE, du 22 au 24 septembre, exposition au C.E.S. Alfred-De-Vigny.

ADALBERT VITALYOS.

UN STATUT POUR LES GUIDES ROUSSELT

SAFARI

L'otarie au long cou



M. d'Ornano : la notion d'ouvertures différenciées selon les espèces est la formule de l'avenir

PLUES diluviennes, grêle, températures anormalement basses et conséquences qui en découlent d'abord pour l'homme avec des moissons contrariées, pour le gibier ensuite avec un monde animal sauvage perturbé : la

chasse en France sera, cette saison, pauvre. Aussi M. Michel d'Ornano, en tant que ministre de l'environnement, et le directeur de la protection de la nature, M. Jean Servat, ont pris la décision de

retarder cette année les ouvertures. Cela a été l'occasion aussi, sur la lancée, d'étendre au lièvre dans les départements de la moitié nord de la France une mesure prise déjà depuis des années pour le fai-

san : un décalage de l'ouverture pour cette espèce. Ainsi met-on l'accent sur une formule rationnelle et éprouvée : le prélèvement sur les espèces suivant leur cycle biologique, comme le paysan le fait pour ses cultures.

Chasse

« Il ne viendrait à l'idée d'un agriculteur de faucher à la fois son blé, son avoine et son maïs. Il y a des périodes de maturité pour chaque espèce. C'est la loi du règne animal », dit Michel d'Ornano. Simple bon sens d'ailleurs, mais qui n'est pas toujours compris par les chasseurs. Ainsi pour le lièvre, la meilleure période de chasse, à tous égards, est octobre-novembre. Chacun sait qu'il peut encore y avoir en septembre des lièvres qui allaient et des petits que l'on risque de tuer en tuant le mâle. Au mois de décembre, les accouplements se font déjà. Donc il faut chasser le lièvre uniquement en octobre-novembre. Pour le perdreau, on peut envisager de le chasser plus tôt, à condition que les circonstances climatiques lui soient favorables. Cette année, les perdreaux seront début septembre encore relativement petits, donc il vaut mieux retarder l'ouverture générale pour cette raison. La notion d'ouvertures différenciées par espèces est la formule idéale de l'avenir et on ne doit chasser qu'à la période où ni la reproduction ni l'avenir d'une espèce animale ne sont compromis.

Cela peut-il entraîner dans l'avenir un recul des dates de fermeture générale de la chasse ? — Je n'y suis pas opposé, et il vaudrait mieux effectivement ouvrir la chasse plus tard et la fermer également plus tard. En janvier, rien ne s'oppose à ce que l'on tire certaines espèces. Mais il faut bien savoir que la fermeture générale est une fiction. La clôture générale, telle qu'on l'entend, ne concerne que le petit gibier sédentaire (le grand gibier de forêt à une organisation de chasse qui se trouve basée sur le nombre de bêtes à tuer, peu importe la période, à l'extrême). Nous voudrions en fait avoir une période de chasse légèrement translatée par rapport à celle que nous connaissons depuis toujours : ouvrir la chasse plus tard, nous voudrions aussi faire comprendre au chasseur que les espèces doivent être chassées à des périodes différentes les unes des autres. Le gibier de montagne doit être chassé beaucoup plus tard que le gibier de plaine parce qu'il arrive à maturité plus tard : le tir du faisan et du lièvre doit être décalé par rapport au tir du perdreau. Il reste tout un travail d'éducation et d'information qui doit passer au niveau des chasseurs et qui est déjà entrepris par les fédérations.

Pour le gibier d'eau et les migrateurs, nous pensons ramener progressivement la fermeture générale à la fin février. Nous ferons disparaître la chasse de printemps si les dénombrements d'oiseaux migrateurs font apparaître une diminution des espèces concernées. Au printemps, on tire sur des oiseaux qui remontent pour nidifier, ainsi compromettant l'avenir d'une espèce. Si nous constatons que les populations sont en déclin, nous serons conduits à ramener le 12 mars au 28 février la date de fermeture pour ces oiseaux dans les deux ou quatre ans à venir.

Grands gibiers de forêt et de montagne

Dans le document actuellement distribué en même temps qu'est déposé le permis, il est indiqué que l'on a fait un recensement des grands gibiers en France. On dit notamment ceci : « Effectif national des grands animaux : » cerfs, 31 000 (stabilité) ; » chevreuils, 225 000 (en forte expansion) ; » moutons, 4 500 (stabilité) ; » chamois et isards, 30 000 (en forte expansion). On ne donne pas les chiffres de départ, autrement dit combien de temps il a fallu pour arriver à ces chiffres. Quelle leçon tirez-vous de la stabilité ou de la forte expansion ? — Le problème est différent selon les espèces. Pour les grands animaux de forêt et les cervidés, il est exact que c'est l'application du plan de chasse qui est arrivée à stabiliser les populations à un niveau qui correspond à

l'équilibre entre les ressources en nourriture des grands massifs et l'importance des populations. Il est assez difficile de dire à partir de quel niveau nous sommes partis, mais les chiffres étaient faibles. La densité de grands animaux dans les massifs correspond aux possibilités de nourriture du milieu. On peut dire actuellement que dans certains massifs il y a trop d'animaux.

Par rapport à l'étranger, qui a, lui, appliqué bien avant nous le plan de chasse, peut-on dire que la France a un cheptel honorable ? — Je suis persuadé que nous avons un cheptel au moins égal aux autres pays européens en ce qui concerne les grands animaux. Notre biotope étant plus riche, dans certains massifs nous avons une densité d'animaux supérieure à celle de certaines forêts de pays étrangers de dimensions comparables.

Deux expériences

Cette mesure concerne relativement peu de chasseurs ? — Plus de chasseurs que l'on ne croit, parce que cela concerne une grande partie des chasseurs de tous les départements alpins et pyrénéens. A ce propos, nous sommes en train de faire deux expériences : une dans les Hautes-Pyrénées, en différenciant les zones de plaine des zones de montagne, ce qui fait apparaître que le gibier de plaine peut être chassé beaucoup plus tôt que le gibier de montagne, qu'il s'agisse d'espèces de mammifères ou d'espèces d'oiseaux. Il y a un deuxième intérêt : dans la zone de montagne, on ne chasse les grands animaux que sur autorisation particulière qui donne à chacun le droit de tirer deux grands animaux, deux isards uniquement (progrès considérable : des chasseurs faisaient en effet des tableaux de quinze à vingt animaux). Le deuxième pas sera le plan de chasse, qui nous donnera le nombre d'animaux susceptibles d'être tués et, à partir de là, il sera possible de répartir les animaux par chasseur.

Une seconde expérience est en cours : un plan de chasse va être institué dans un certain nombre de communes du parc national des Ecrins. Avec les chasseurs locaux, nous avons mis au point un système de gestion de tous les animaux qui existent. Les communes se trouvant en partie dans le parc et en partie hors parc, l'administration doit procéder à des tirs de sélection dans le parc. Nous réservons ces tirs aux chasseurs de la commune. En contrepartie, ces chasseurs acceptent de s'imposer un plan de chasse. Cela nous permet d'avoir une gestion de l'ensemble de la population animale sur une commune, ce qui correspond à une unité géographique. Si ces deux expériences réussissent, nous instaurerons un plan de chasse sur l'en-

semble des départements alpins et pyrénéens pour les grands animaux, c'est-à-dire les chamois dans les Alpes et les isards dans les Pyrénées.

Difficile pour le gibier de mettre dans des massifs dépeuplés plutôt que de faire des tirs de sélection. Quel est votre avis ? — Je suis tout à fait favorable à cette idée. Quand on peut capturer pour transplanter dans d'autres massifs, bien sûr, il faut utiliser en priorité cette possibilité. Malheureusement, on doit aussi éliminer des animaux malades ou malformés. Ce que faisait autrefois le prédateur était non seulement d'éliminer un certain nombre d'animaux, mais aussi de faire une sélection qualitative. Pour l'instant, les plans de chasse ne concernent que les cervidés et le chevreuil. Il faudrait étendre ces plans également au gibier de montagne, que l'on protège aujourd'hui uniquement par des périodes de restrictions de tir.

Le communiqué du ministère de l'environnement

Le ministère de la culture et de l'environnement a fait diffuser le communiqué suivant : Par suite de conditions météorologiques particulièrement défavorables et dans le but de protéger le gibier, les dates d'ouverture de la chasse ont été modifiées dans un certain nombre de départements du Nord de la France, notamment en région parisienne où elle est reportée du 11 au 18 septembre (1). De plus, ces mesures de retard sont souvent accompagnées de restrictions de chasse certains jours de la semaine. Les chasseurs sont donc invités à contrôler les dates, jours et heures de chasse dans leurs manuels.

Les dates par département

4 SEPTEMBRE : Ardèche, Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Haute-Corse, Côte-d'Or, Haute-Garonne, Gers, Girond, Hérault, Landes, Lot-et-Garonne, Lozère, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

11 SEPTEMBRE : Ain, Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardennes, Aube, Aveyron, Cantal, Charente, Charente-Maritime, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Isère, Jura, Loire, Lot-et-Garonne, Lot, Maine-et-Loire, Mayenne, Moselle, Meuse, Puy-de-Dôme, Haute-Saône, Savoie, Haute-Savoie, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges, Territoire de Belfort.

18 SEPTEMBRE : Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Haute-Saône, Haute-Vienne, Seine-et-Marne, Yvelines, Somme, Yonne, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Haute-Loire.

25 SEPTEMBRE : Aisne, Allier, Calvados, Cher, Côtes-du-Nord, Eure, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre, Loir-et-Cher, Loire-Atlantique, Manche, Mayenne, Morbihan, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais.

montagne : cette chasse se pratique par l'ensemble des chasseurs d'une société, il n'y a pas d'attribution de droit de chasse, de droit de propriété, les terrains de montagne sont collectifs ; donc il n'y a pas de responsabilité propre d'un propriétaire sur une population animale comme en matière

L'exemple des départements de l'Est

N'impose-t-on pas un certain type d'armes pour cette chasse ? — Le problème est lié à l'organisation de la chasse. Pour l'instant, nous sommes dans un système d'organisation assez primaire. En effet, on autorise la chasse à un laps de temps très court, pour éviter une destruction trop importante. Par exemple : pour les grands animaux de montagne, on autorise le tir trois jours par semaine pendant trois semaines, ce qui fait au total neuf jours de chasse. Si on adoptait un autre système qui consisterait à limiter le nombre d'animaux à tuer, il n'y aurait pas de limitation dans le temps ni de restriction sur les armes à utiliser. Actuellement, en montagne, dans les départements où l'on limite les jours de chasse, on limite aussi l'utilisation des armes rayées : on autorise le fusil lisse ou l'arme sans lunette de façon que le chasseur ne puisse pas tirer trop d'animaux. Dès que l'on fixera au chasseur une limitation dans le nombre d'animaux à tuer, il faudra lui donner la possibilité d'utiliser la meilleure arme pour le tir et il pourra l'utiliser à la période la plus favorable pour l'équilibre de l'espèce.

C'est ce qui se fait déjà dans certains départements ? — C'est ce qui se fait dans les départements de l'Est. Il a été instauré l'an dernier, dans les trois départements, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, un plan de chasse qui fixe le nombre d'animaux à tuer par classe d'âge : c'est un plan de chasse qualitatif très perfectionné, parce que nous faisons une sélection par âge. Nous constatons une évolution progressive : le plan de chasse est instauré dans les quatre cinquièmes des départements français et le plan de chasse qualitatif va être appliqué, à mon avis, dans d'autres départements, alors

UN SONDAGE SOFRES

Cinquante-sept pour cent des Français souhaitent, selon un sondage SOFRES publié par le Pétrolier du 4 septembre, une limitation plus stricte des dates d'ouverture de la chasse. La même étude fait apparaître que 20 % de nos concitoyens estiment que la situation actuelle leur paraît « tout à fait satisfaisante », tandis que 15 % souhaitent que la chasse soit purement et simplement interdite.

Ce désir de voir la chasse interdite ou aménagée de manière plus restrictive est inversement proportionnel à l'âge des personnes interrogées. Ces deux propositions recueillent, en effet, 80 % des réponses des jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, contre seulement 57 %, chez les plus de soixante-quatre ans.

A l'inverse, ce désir est inversement proportionnel à l'importance des cités qu'habitent les personnes interrogées. De 81 % à Paris, le pourcentage des partisans d'une interdiction pure et simple tombe, en effet, à 63 % en milieu rural, où l'on compte 26 % de satisfaits. C'est également dans l'agglomération parisienne que les partisans d'une interdiction pure et simple sont, avec 26 %, les plus nombreux.

Les agriculteurs et salariés agricoles sont les plus nombreux à se déclarer satisfaits (41 %). 51 % d'entre eux sont cependant favorables à des restrictions et 4 % à une interdiction totale.

UN STATUT POUR LES GARDES

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, vient de donner, par décret du 2 août 1977, un statut national aux gardes-chasse de l'Office national de la chasse. Les mille cinq cent trente-deux gardes-chasse forment maintenant un corps unique, relevant de l'Office national de la chasse, établissement public à caractère administratif. Ils sont rémunérés sur les fonds des redevances cynégétiques. Ils sont affectés surtout dans les fédérations départementales des chasseurs, et suivent les besoins à la surveillance des réserves nationales et d'intérêt

national contre le braconnage de la culture et de l'environnement, vient de donner, par décret du 2 août 1977, un statut national aux gardes-chasse de l'Office national de la chasse. Les mille cinq cent trente-deux gardes-chasse forment maintenant un corps unique, relevant de l'Office national de la chasse, établissement public à caractère administratif. Ils sont rémunérés sur les fonds des redevances cynégétiques. Ils sont affectés surtout dans les fédérations départementales des chasseurs, et suivent les besoins à la surveillance des réserves nationales et d'intérêt

l'activité normale de l'Office national de la chasse et des fédérations départementales des chasseurs, auprès desquelles les gardes sont affectés. Pour faire face à ces nouvelles attributions, la formation technique et les connaissances professionnelles des gardes seront donc élargies, et des cycles de perfectionnement sont prévus à cet effet. L'Ecole nationale professionnelle et technique de la chasse. Les gardes-chasse bénéficient maintenant d'un statut qui constitue un moyen supplémentaire d'ouvrir dans l'intérêt de la chasse et de la gestion de la faune sauvage.

GUIDES ROUSSELET-BLANC

Pour aimer les animaux, il faut les connaître. Le docteur Rousselet-Blanc les connaît et les aime mieux que quiconque : il les soigne. Ses guides essentiellement « pratiques » contribuent à rendre heureux les animaux... et leurs maîtres.

LE GUIDE DU CHIEN DE CHASSE
Choisir « son » chien de chasse. Identifier les races, connaître leurs spécificités, les soins propres à chacune. Tout savoir sur la chasse et le dressage.
Un volume, format 12 x 21, couverture souple peinte... 32,00

FERNAND NATHAN



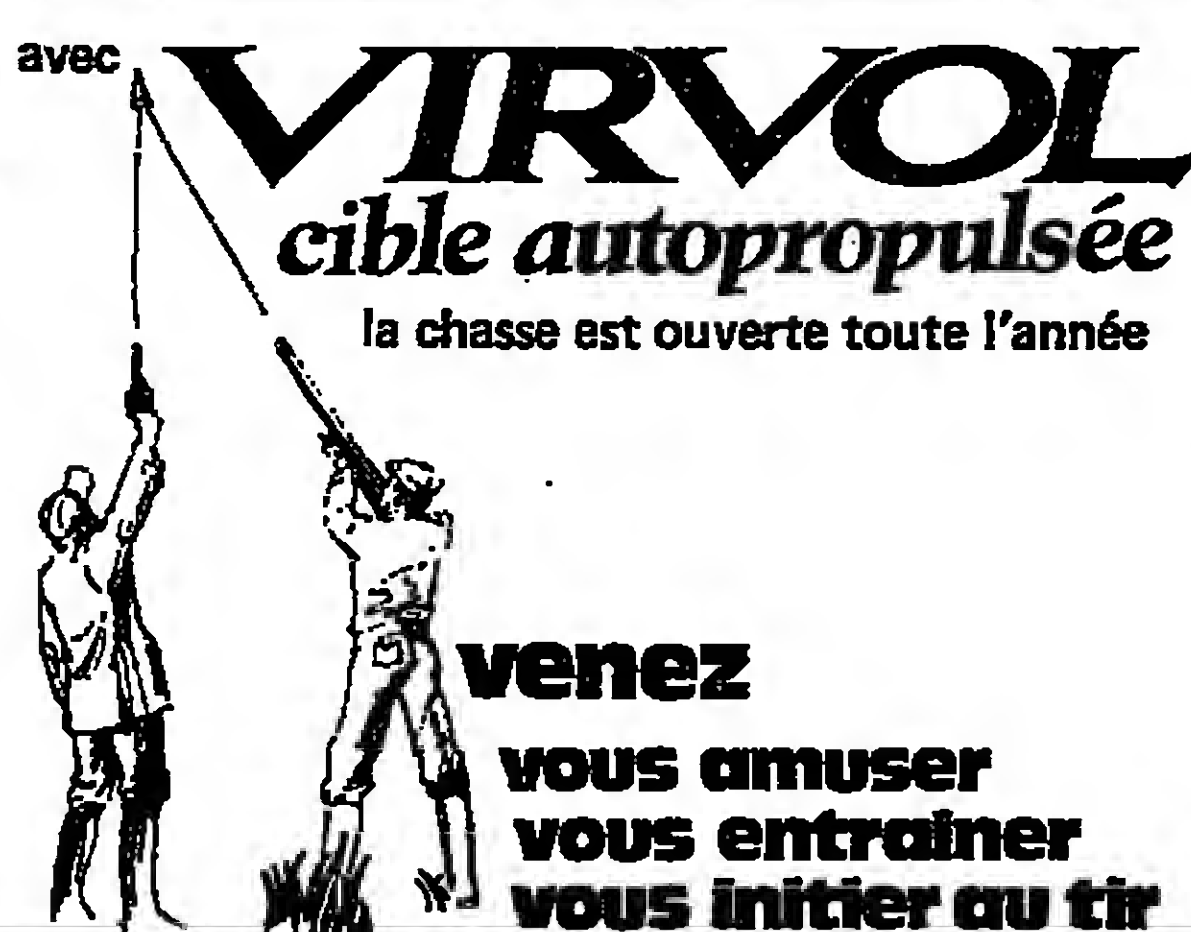
TRANSAFARI
HAUTE-VOLTA - BÉNIN-DAHOMÉY -
ÉLÉPHANTS - BUFFLES - LIONS - ANTILOPES
PERDREAUX - CAILLES - CANARDS - LIÈVRES

SAFARI de 9 jours = 7.500 F

Voyages aériens, hébergement inclus

Renseignements - Documentations :

Au Guide de Chasse Organisateur - J.-J.-R. VILLAIN,
9, allée Jules-Vallès - 93320 PAVILLONS-SOUS-BOIS.
Tél. : 15 (95) 62-72-42 ou 848-55-01.



VIRVOL qui se « chasse » toute l'année est une nouvelle cible autopropulsée mise au point par la Société Nationale des Poudres et Explosifs.

Il n'est nul besoin d'installation de lancement et son utilisation extrêmement simple ne nécessite aucun effort particulier : il suffit de placer une cartouche à blanc dans le lanceur manuel, d'enfoncer dans son canon un propulseur et de placer la cible à son extrémité ; VIRVOL est prêt.

La puissance du propulseur et le profil étudié de la cible confèrent à VIRVOL une vitesse et une trajectoire idéalement adaptées au tir de chasse : on peut comparer le vol du VIRVOL à celui de certains oiseaux tels que la bécasse, la tourterelle ou la bécassine. Tirez donc en famille ou entre amis sur VIRVOL, sans faire couler une goutte de sang.

VIRVOL permet une très grande variété de configurations de tir : tir rasant, à la verticale, par le travers.

Mais surtout, VIRVOL est si léger et si peu encombrant qu'on peut l'emporter partout. Idéal pour animer une fin de partie de chasse ou une kermesse, VIRVOL, c'est la liberté de s'entraîner dans la nature, quand on veut, avec qui l'on veut.

VIRVOL, c'est une possibilité réellement pratique de « chasser » toute l'année.

S.N.P.E. — 12, quai Henri-IV. — 75004 PARIS. — Tél. : 277-15-76.

1. **NOTE:** The following information is for the use of the Bureau only. It is not to be distributed to the field.

2. **RE:** [Illegible]

3. **DATE:** [Illegible]

4. **TIME:** [Illegible]

5. **FROM:** [Illegible]

6. **TO:** [Illegible]

7. **SUBJECT:** [Illegible]

8. **REFERENCE:** [Illegible]

9. **COMMENTS:** [Illegible]

10. **APPROVED:** [Illegible]

11. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

12. **DATE:** [Illegible]

13. **TIME:** [Illegible]

14. **FROM:** [Illegible]

15. **TO:** [Illegible]

16. **SUBJECT:** [Illegible]

17. **REFERENCE:** [Illegible]

18. **COMMENTS:** [Illegible]

19. **APPROVED:** [Illegible]

20. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

21. **DATE:** [Illegible]

22. **TIME:** [Illegible]

23. **FROM:** [Illegible]

24. **TO:** [Illegible]

25. **SUBJECT:** [Illegible]

26. **REFERENCE:** [Illegible]

27. **COMMENTS:** [Illegible]

28. **APPROVED:** [Illegible]

29. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

30. **DATE:** [Illegible]

31. **TIME:** [Illegible]

32. **FROM:** [Illegible]

33. **TO:** [Illegible]

34. **SUBJECT:** [Illegible]

35. **REFERENCE:** [Illegible]

36. **COMMENTS:** [Illegible]

37. **APPROVED:** [Illegible]

38. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

39. **DATE:** [Illegible]

40. **TIME:** [Illegible]

41. **FROM:** [Illegible]

42. **TO:** [Illegible]

43. **SUBJECT:** [Illegible]

44. **REFERENCE:** [Illegible]

45. **COMMENTS:** [Illegible]

46. **APPROVED:** [Illegible]

47. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

48. **DATE:** [Illegible]

49. **TIME:** [Illegible]

50. **FROM:** [Illegible]

51. **TO:** [Illegible]

52. **SUBJECT:** [Illegible]

53. **REFERENCE:** [Illegible]

54. **COMMENTS:** [Illegible]

55. **APPROVED:** [Illegible]

56. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

57. **DATE:** [Illegible]

58. **TIME:** [Illegible]

59. **FROM:** [Illegible]

60. **TO:** [Illegible]

61. **SUBJECT:** [Illegible]

62. **REFERENCE:** [Illegible]

63. **COMMENTS:** [Illegible]

64. **APPROVED:** [Illegible]

65. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

66. **DATE:** [Illegible]

67. **TIME:** [Illegible]

68. **FROM:** [Illegible]

69. **TO:** [Illegible]

70. **SUBJECT:** [Illegible]

71. **REFERENCE:** [Illegible]

72. **COMMENTS:** [Illegible]

73. **APPROVED:** [Illegible]

74. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

75. **DATE:** [Illegible]

76. **TIME:** [Illegible]

77. **FROM:** [Illegible]

78. **TO:** [Illegible]

79. **SUBJECT:** [Illegible]

80. **REFERENCE:** [Illegible]

81. **COMMENTS:** [Illegible]

82. **APPROVED:** [Illegible]

83. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

84. **DATE:** [Illegible]

85. **TIME:** [Illegible]

86. **FROM:** [Illegible]

87. **TO:** [Illegible]

88. **SUBJECT:** [Illegible]

89. **REFERENCE:** [Illegible]

90. **COMMENTS:** [Illegible]

91. **APPROVED:** [Illegible]

92. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

93. **DATE:** [Illegible]

94. **TIME:** [Illegible]

95. **FROM:** [Illegible]

96. **TO:** [Illegible]

97. **SUBJECT:** [Illegible]

98. **REFERENCE:** [Illegible]

99. **COMMENTS:** [Illegible]

100. **APPROVED:** [Illegible]

101. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

102. **DATE:** [Illegible]

103. **TIME:** [Illegible]

104. **FROM:** [Illegible]

105. **TO:** [Illegible]

106. **SUBJECT:** [Illegible]

107. **REFERENCE:** [Illegible]

108. **COMMENTS:** [Illegible]

109. **APPROVED:** [Illegible]

110. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

111. **DATE:** [Illegible]

112. **TIME:** [Illegible]

113. **FROM:** [Illegible]

114. **TO:** [Illegible]

115. **SUBJECT:** [Illegible]

116. **REFERENCE:** [Illegible]

117. **COMMENTS:** [Illegible]

118. **APPROVED:** [Illegible]

119. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

120. **DATE:** [Illegible]

121. **TIME:** [Illegible]

122. **FROM:** [Illegible]

123. **TO:** [Illegible]

124. **SUBJECT:** [Illegible]

125. **REFERENCE:** [Illegible]

126. **COMMENTS:** [Illegible]

127. **APPROVED:** [Illegible]

128. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

129. **DATE:** [Illegible]

130. **TIME:** [Illegible]

131. **FROM:** [Illegible]

132. **TO:** [Illegible]

133. **SUBJECT:** [Illegible]

134. **REFERENCE:** [Illegible]

135. **COMMENTS:** [Illegible]

136. **APPROVED:** [Illegible]

137. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

138. **DATE:** [Illegible]

139. **TIME:** [Illegible]

140. **FROM:** [Illegible]

141. **TO:** [Illegible]

142. **SUBJECT:** [Illegible]

143. **REFERENCE:** [Illegible]

144. **COMMENTS:** [Illegible]

145. **APPROVED:** [Illegible]

146. **SPECIAL AGENT IN CHARGE:** [Illegible]

147. **DATE:** [Illegible]

148. **TIME:** [Illegible]

149. **FROM:** [Illegible]

150. **TO:** [Illegible

LE MONDE DU TOURNÉ
IN, LE GRAND CIRQUE

échecs

N° 722

(Festival de Deich, en Tchecoslovaquie, août 1976)
Blancs : V. HOBT (Tchecoslovaquie)
Noirs : L. ALBERT (U.R.S.S.)
Gambit - Benko

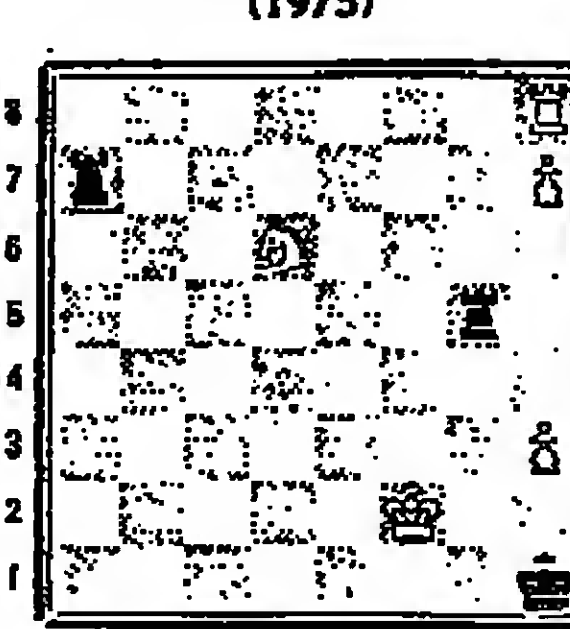
1. d4 Cc6
2. c4 d5
3. d5 d4
4. cxd5 Cc6
5. c3 Cc6
6. f3 Cc6
7. Cc3 Cc6
8. f3 Cc6
9. f3 Cc6
10. f3 Cc6
11. f3 Cc6
12. f3 Cc6
13. f3 Cc6
14. f3 Cc6
15. f3 Cc6
16. f3 Cc6
17. f3 Cc6

UN GRAND MAÎTRE MYSTIFIÉ

averture dont ils ont examiné minutieusement les complications.
1) 15. Cc4 menaçant 17. Cx3 et 17. Cx4, suivi de 18. Fx5 aurait posé aux Noirs un réel problème. Il est vrai que le coup des Blancs n'est pas sans risque, mais à cause de 17. Cc4, Cx3; 18. Fx5, d5; 19. Fx5 et les Noirs perdent un pion avec une position défavorable.
2) Le grand maître tchèque pour- suit tranquillement son plan, estimant que son adversaire ne peut se risquer au gain du pion d5 sans dom- mager. Le dévoué 14. d4 présente l'inconvénient d'affaiblir gravement les cases blanches (notamment d3), mais donne néanmoins aux Blancs quelques perspectives d'attaque au centre.
3) Avec beaucoup d'audace, les Noirs se lancent dans une grande

En accord avec la Fédération internationale d'échecs (FIDE), l'Argentine a accepté officiellement de recevoir les XXXII Olympiades mondiales. Elles pourraient avoir lieu vers mai ou juin 1978, à Buenos-Aires, à an- noncer M. Caspar Soria, président de la Fédération argentine d'échecs. — (A.F.P.)

ÉTUDE
D. Gurguenidze (1975)



BLANCS (5) : R2, Th8, Cd8, Ph7 et h3.
NOIRS (3) : Rh1, Ta7 et g5.
Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 721
Y. BASLOV, Roumanie, 1974.
Dernière prise.
(Blancs : R2, Tc7, Fd1 et g1. Noirs : Rh7, Th1, Fd1, Ph7.)
1. Tc6+ Rh7; 2. Fd1, Fd1 (et non 2. Fx3 à cause de 2. Rh7).
Tc6; 3. Tc6 mat; 3. Fd1, Th1; 4. Fx3 (sans grève 4. Tc6; 5. Fd1 + suivi du mat); 5. Rh7 (et 5. Tc6, pat); 6. Rh7 gagnant la T sur toutes les cases; 7. Fd1, Rg7; 8. Rg7 et les Blancs gagnent.

Jeux

scrabble

GARÇON, DEUX AYS, S'IL VOUS PLAÎT !

Pluriels (suite). — Ayant passé en revue les mots qui ne se mettent pas au pluriel, nous concluons qu'un scrabble tout ce qui n'est pas interdit est autorisé, même si on en arrive à des pluriels aussi peu glorieux que ays, egos, yods ou nifes. Page 696, le PLI consacra un beau tableau au pluriel des noms (les adjectifs, traités en parents pauvres, n'ont droit à rien). En fait, cette page, outre qu'elle contredit certaines entrées (mazimum, sarrau), se contente de reprendre les listes de pluriels que nous avons palmodiés comme des litanies dans notre enfance (bijou, caillou, etc.). Or listes et entrées comportent d'importantes lacunes, parfois justifiées dans la mesure où certains mots ne peuvent prétendre au pluriel que par un laxisme propre aux scrabbleurs (sial, jouai). Dans d'autres cas, le silence du PLI est moins excusable (gemmad, tribal).

Partie jouée au club Nice-Côte d'Azur
hôtel Acapulco le 21 mai 1977

Le dictionnaire de référence est le PLI (Petit Larousse Illustré). Les cases horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15; les cases verticales par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

TIRAGE	SOLUTION	REP.	PTS
1. YORTTLZ	ZLOTY	H 8	68
2. TR+IEASU	YANKEE	12 H	48
3. DVIANUL	SATURIZ	8 A	104
4. BNLEOU	MAKI	C 10	28
5. N+SAIECP	BOULENT (a)	C 2	20
6. HADENAI	GANSIE (2) (b)	N 9	92
7. KORDVNI	DAPENIE (c)	A 1	104
8. N+CTIWL	MORVEUX	E 8	40
9. LLLSE	TEX (d)	12 C	24
10. EILL+FCU	FSI	13 G	36
11. CU+QESAO	FILLE (e)	F 2	23
12. BVITER	COSIQUE (f)	L 4	101
13. B+ETOMES	VETTER (g)	15 D	20
14. ERCEBAO	F (i) EROMES	2 P	65
15. DWNFTT	ECHOIRA	J 4	78
16. ARDJERL	FUT	13 B	18
17. LER+AGSU	JADE	1 L	17
18. Fin de la partie	ABUS	H 1	21
19. faute de voyelles			
TOTAL			978

RESULTATS

1. Mme Charbonnier 833 (85,17 %); 2. Mme Sire 832 (85,07 %); 3. Mme Alaria 827 (84,56 %); 4. sur 18 : Mme Dran 780 (79,75 %).

NOTES

(a) ou BOLEE en M9; (b) ou (L)EASING. En faisant ABOU- LENT, on plafonne à 87 avec (PIAGINES); (c) puce d'eau; (d) unité de mesure pour les fils textiles; (e) coup amélorable; (f) 10 points; (g) 10 points; LOQUACE (4 F) d'un point et CLOAQUE (4 E) de 17.

Les Championnats de France de scrabble auront lieu le 10 sep- tembre et le 11 septembre, avec tournoi séparé. Dotation en semaines de séjour à Djerba et à Vitell, Ren- seignements 266-92-01, poste 576.

Le Club Méditerranée orga- nise un festival de Scrabble à Vitell, du 25 septembre au 2 octo- bre 1977. Possibilité de week-end les 1^{er} et 2 octobre, avec tournoi séparé. Dotation en semaines de séjour à Djerba et à Vitell, Ren- seignements 266-92-01, poste 576.

Prérez d'adresser toute correspon- dance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, F.F.Sc., 8, rue Maurice-Delafosse, 92100 Boulogne.

bridge

N° 722

Dans cette donne d'un cham- pionnat de France, ce chelem, qui semblait infaisable, pouvait être réussi grâce à une technique parfaite.

Cachez les mains adverses pour mieux comprendre comment il faut raisonner à la table.

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ovest Nord Est
Vial Sussel Leenhart Reipl.
1SA passe 2 3 4 5 6
2 3 4 5 6
3 4 5 6
4 5 6
5 6
6

MERVELLES DE LA TECHNIQUE

CHÉLÈME A PIQUE contre toute défense ?

Réponse :
Il y a onze levées en coupant deux trèfles avec la main longue à l'estout (mort inversé), et la douzième levée peut provenir de l'effranchissement du quatrième carreau ou du valet de cœur. Tou- tefois, il faudra essayer de ga- guer, même si les atouts sont 4-0.

Le déclarant prend l'entame avec les de trèfle et, profitant de ce qu'il est dans sa main, il coupe un trèfle, puis il tire la dame de pique.

1^{er} cas. — Les deux adversaires fournissent : le déclarant joue le roi de pique et l'as de pique, puis il coupe le troisième trèfle et donne un coup à blanc à car-reau. Il prend ensuite la main avec le roi de cœur (ou le roi de carreau), réalise son quatrième et dernier atout, joue carreau et fait le reste de la partie sans partage ou si l'impasse à cœur réussit ou s'il y a un squeeze.

2^e cas. — Est ne fournit pas à pique (V 9 8 7 en ouest) : le déclarant coupe une seconde fois trèfle, reprend la main avec le roi de cœur, fait l'impasse au valet de pique, tire le roi de pique, donne un coup à blanc à carreau et gagne le chelem si les carreaux (avec l'impasse) lui y a un squeeze à cœur et à carreau.

3^e cas. — Ouest ne fournit pas à pique (V 9 8 7 en ouest) : Est commet dans la donne) : Sud peut gagner grâce à un jeu d'élimination : après deux coupes à trèfle, A R de carreau, trois levées à cœur (avec l'impasse), il fait un place- ment de main à carreau sur Est qui doit jouer pique :

Défense en deux temps

Le jeu de flanc exige une bonne reconstitution des mains adver- ses, mais aussi de l'imagination et de la persévérance.

La donne suivante en est une remarquable illustration. Cachez les mains d'Est et de Sud et mettez-vous en Ouest.

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ovest Nord Est
1 2 3 4 5 6
2 3 4 5 6
3 4 5 6
4 5 6
5 6
6

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Paris

HOTEL DE LONDRES - N.N. 1, rue Angoulême (Champs-Élysées, près Tuileries). Invalide, Compl. réfect. seul. Toutes ch. av. bains en douche et w.-c., calme et tranquille. 705-35-40.

MONTFARNASSE

HOTEL LITRE - N.N. 1, Littré, 124-38-39 - 741es 370-571 Boulva. 120 chambres - Garage - Séminaires.

Même administration :
HOTEL VICTORIA PALACE - Paris (9^e), 4, rue Elzévir-Desgoffe. Tél. : 944-38-16 - Tél. 270-571 Boulva. 120 chambres - Restaurant - Garage.

Mer

COTE D'AZUR

06230 Villefranche-sur-Mer
HOTEL WELCOM -
Belle chambre libre.
Demi-pension : 220 francs
Tél. : (92) 30-88-91.

Angleterre

KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du Micro Screen Kensington. P 70 break- fast, taxi inclua. CROMWELL HOTEL Cromwell Place, London, SW7 2LA. Dir. E. Thom - 01-585-8288.

Suisse

AROSA (GRISONS)

HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de tennis de 430 F.S. Placette couverte. Tél. 74232.

Imprimé par la "Société du Monde, Gémato : Jacques Favet, directeur, Jacques Savary.

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-IV.

Reproduction interdite de tous arti- cles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 9767.

En fait, dans la donne réelle, les piques et les carreaux étaient partagés et il n'y a pas eu de problème pour gagner !

COURRIER DES LECTEURS

DOUBLE COUP DE VIERNS (n° 714)

De nombreux lecteurs ont signalé que la squeeze pouvait pas fonctionner puisque Sud était parti à pique grâce au valet. Cette remarque est exacte, mais on avait omis de préciser que l'impasse à cœur avait, cette fois-là, été faite avant le coup à pique, et qu'est-à-dire qu'il y avait permis à l'impasse de réussir ce chelem à Sans Atout.

Le Club Méditerranée orga- nise un festival de Scrabble à Vitell, du 25 septembre au 2 octo- bre 1977. Possibilité de week-end les 1^{er} et 2 octobre, avec tournoi séparé. Dotation en semaines de séjour à Djerba et à Vitell, Ren- seignements 266-92-01, poste 576.

PANORAMA IMMOBILIER

COTE D'AZUR VAR
HYERES-LES-PALMIERS
Au cœur de la ville, face aux jardins du casino Municipal, petit immeuble résidentiel de 22 logements + loge- ment de gardien, inscription très récente 1971 à 14 (au 1^{er} étage) : appartement en duplex de 105 m² + terrasse de 72 m². Vue exceptionnelle. Prix fermes et définitifs. Prix moyen 5000 F le m². Livraison 60/70.

2, rue Pierre-Desroches 83400 HYERES, Tél. (04) 53-14-16

COTE D'AZUR
GRASSE - 11 km de la mer - secteur idéal calme et résidentiel vue panoramique - belle propriété agrémentée 12000 m² - fruitiers - orangers - vieux mas authentique restauré - living - cuisine avec cave, vep - 5 chambres suite de bains - dépendances - grande terrasse - PRIX 250 000 F

Agence COURMAY, 23, rue de Ballon, 06150 GRASSE (04) 56-24-37

CANNES - MOUGINS
Un choix de villas Des spécialistes à votre disposition
HELLAND IMMOBILIER - Place du Vieux-Village 06250 Mougins - Tél. (03) 90-14-25

MARINE DE CIAPILLI
Pour les amateurs de sites privilégiés désirant se joindre à la copropriété cosmopolite déjà séduite par ce luxueux lotissement boisé situé en bord de mer face à la Sardaigne et l'archipel des Bouches de Bonifacio, à 6 km de Bonifacio et du port de plaisance à 25 km du nouvel aéroport de Figari.

QUELQUES LOTS DE 2000 A 4000 M2 ENCORE DISPONIBLES
S'adresser à : SCI CIAPILLI - 155, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. 622-47-93
ou sur place : CIAPILLI - Centre Nautique de Bonifacio 20169 BONIFACIO - Tél. (0595-75-91-11) III

St-Cergue (VD) - PRÈS Genève
Station suisse été-hiver au cœur du Jura à 35 minutes de l'aéroport Intercontinental de Genève (altitude 1150 m-1680 m)

APPARTEMENTS
de 1 à 5 chambres
plus cuisine équipée, grande terrasse et parking compris de Fr. s. 80.000.- à Fr. s. 280.000.- environ

Visitez nos 3 appartements témoins de qualité suisse traditionnelle

Autorisation d'achat possible pour tout étranger résident ou non en Suisse

Mobilier - Tapis Rideaux
AMEUBLEMENTS PFISTER S.A. GENEVE
le plus grand choix d'Europe

Cadre exceptionnel de calme, d'ensoleillement et de verdure
LIVRAISON : dès ÉTÉ 1977
Hypothèque premier rang : 60% par le Crédit Foncier ou la Banque Cantonale Vaudoise
Intérêts : 5 1/4% - Amortissements : 2% l'an

Renseignements et vente : Etude du notaire A.L. Bärliet
Rue César-Coulis 2, CH-1250 Yverdon, tél. (022) 81 14 51

PROPRIETE DE CARACTERE A 10 KM DE PARIS
Maison de maître de 11 pièces avec superbe réception. Maison d'intimité, garage, nombreuses dépendances. Petit parc avec bassin au bord d'un ruisseau. Les deux 2 appartements tout confort. Beau pays plat, 6 heures de Paris.

11, rue des Palmiers 92150 NISLE - Tél. (01) 97-51-11 - le 129 à Nisle
Vendues par propriétaire

Documentation précieuse d'immobilier selon la tradition au sein de "secteur sauvegardé" d' HONFLEUR
Appartements du studio au triplex - Investissement de tout 1^{er} ordre
Documentation à : SCI- LA RENOVATION DU VIEIL HONFLEUR, GREENLAY S.A. 24, place Hamelin, 14600 HONFLEUR Tél. : (03) 99-07-37

VENDS très urgent CAUSE DEPART
Libre de suite, état exceptionnel, propriété limite Landes - Pays Basque, proche Honfleur. Villa tout confort, piscine, terrasse, vue unique Pyrénées et Malesherbes. 2 appartements tout confort. Beau pays plat, 6 heures de Paris.

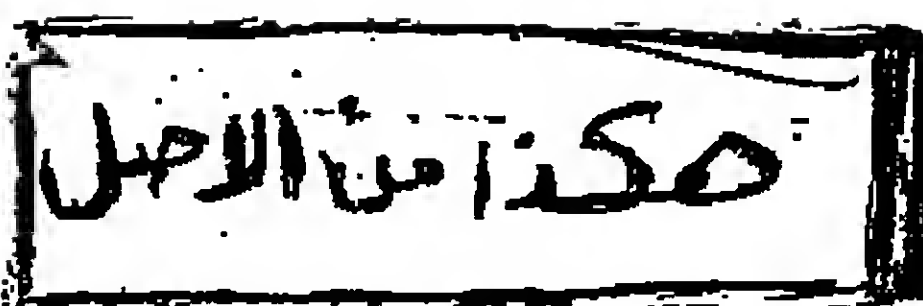
DELAOUR, 70, boulevard Breda, 75016 Paris
Tél. 651-00-45 (à partir du 8-9-77)

PERIGORD - LOT - GERS
Choix de maisons anciennes de caractère, propriétés...
Documentation et photos couleur sur demande
PROPIETAIRES S.A. Maisons du Périgord, R.P. 33, 24103 BERGERAC
Tél. (03) 57-23-75

DEVENEZ INVESTISSEUR
depuis 30 000 F comptant (PEL POSSIBLE)
SOYEZ RASSURE TOUS RISQUES
Placez votre argent en un seul effort
Sélection de Programmes d'investissement
- Haute Rentabilité Immédiate
- Accroissement rapide du capital
- Fiscalité avantageuse
- Location et Gestion assurées

Pour une Etude personnalisée
GROUPE VIMAUD - 251.52.25 + 15, rue de la Paix - PARIS
Ouvert tous les jours sur RV.

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA- 271 32 55



RELIGION

MÉDECINE

ÉDUCATION

L'ABBÉ DUCAUD-BOURGET AU PANTHÉON ?

L'abbé François Ducaud-Bourget, animateur des occupants traditionnels de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, infatigable maître des quatre-vingt-deux ans, réagit-il de rentrer au Panthéon ? Sinon comme poète, après sa mort, du moins comme curé, de son vivant ? Nous le lui avons demandé :

« J'ai proposé il y a quelques temps qu'on nous donne le Panthéon, car c'est la seule église disponible au cœur de Paris et qui nous conviendrait parfaitement. »

— Avez-vous demandé aux autorités civiles, au maire de Paris par exemple, de vous donner une église ?

— Je ne m'en suis pas occupé personnellement, mais il y a eu des pourparlers. C'est très simple : nous sommes catholiques et Français — comme nous sommes le chanter ! — et nous payons des impôts. Nous avons donc droit à une église.

— Après l'échec du 31 août et votre refus de quitter Saint-Nicolas, qu'attendez-vous maintenant ?

— J'attends tout d'abord que le monde se montre plus agréable à mon égard et plus respectueux de la vérité.

— Quelle est votre vérité ?

— Ma vérité, c'est la vérité. Nous sommes catholiques, un point c'est tout, et nous continuons à donner aux catholiques la vraie messe et les vrais sacrements.

— Mais la justice vous a sommés de quitter Saint-Nicolas. Qu'en faites-vous ?

— La justice est peut-être légale, mais elle n'est pas morale. Nous demandons seulement qu'on respecte nos droits. En fin de compte, et les choses étant ce qu'elles sont, comme disait quel- qu'un, — je réclame rien de personne et tout de Dieu ! »

A. W.

■ M. Libouban, juge d'instruction à Paris, a décidé de laisser sans suite les plaintes déposées au mois de juin par plusieurs victimes d'un commando d'intégristes, à la mutualité à Paris. Une trentaine de jeunes gens armés de gourdins et de barres de fer, dont certains ont été formellement reconnus comme faisant partie du service d'ordre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, avaient, le 14 juin dernier, perturbé une réunion de chrétiens « conciliaires » en brandissant des vitres, lançant des bombes fumigènes, blessant des personnes (le Monde du 16 juin). La police municipale ayant purement et simplement dispersé... les victimes, plainte avait été portée accompagnée de nombreuses dépositions. M. Libouban estimait que, ne disposant que de l'aveu d'un mineur qui aurait « donné un coup de poing », il ne pouvait engager de poursuites.

PRESSE

L'affaire du « Parisien libéré »

Mlle AMAURY N'OBTIENT PAS L'EXPERTISE QU'ELLE SOLICITAIT

M. Jean Cesselin, président du tribunal de commerce de Paris, a rendu le 1^{er} septembre une ordonnance de référé déboutant Mlle Amaury de sa demande de sanction tendant à obtenir la désignation d'un expert afin d'être informée sur les décisions envisagées par l'actuelle direction du Parisien libéré, spécialement par M. Claude Bellanger, président du conseil d'administration. Ce dernier dément formellement à ce propos les informations circulant au sujet de la vente de l'équipe, d'un emprunt hypothécaire de 25 millions de francs et d'une menace de dépôt de bilan.

Si Mlle Amaury semble pouvoir justifier de la propriété de plus du dixième du capital social, le président du tribunal, s'appuyant sur l'argumentation développée en défense à la fois par M. Bellanger et par M. Philippe Amaury, frère de la requérante, constate : que M. Bellanger a été investi de ses pouvoirs à la demande de Mlle Amaury et de son frère ainsi qu'en atteste une lettre du 11 janvier dernier... que l'expertise sollicitée mise à la disposition des actionnaires minoritaires par la loi du 31 juillet 1966 [...] est un recours exceptionnel et ultime qui ne se justifie que pour protéger les actionnaires mis à l'écart de la gestion et qui ont épuisé tous leurs droits d'intervention aux assemblées et tous leurs droits de poser des questions aux organes sociaux, voire même aux commissaires aux comptes.

MALGRÉ LEUR CONDAMNATION AU CONGRÈS DE HONOLULU

Les psychiatres soviétiques, sur la défensive estiment avoir remporté une « victoire morale »

Honolulu (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Le sixième congrès de l'Association mondiale de psychiatrie, réuni en séance plénière, a approuvé, mercredi 31 août (jeudi 1^{er} septembre à 15 heures, heure française), deux motions condamnant les abus de la psychiatrie à des fins politiques (nos dernières éditions). La première, présentée par la délégation britannique, adoptée par 90 voix contre 88, « condamne les abus systématiques de la psychiatrie à des fins politiques en Union soviétique ». La deuxième, adoptée par 121 voix contre 60, présentée par la délégation américaine, s'élève « contre le mauvais usage, où qu'il se produise, des talents, des connaissances et des équipements psychiatriques pour éliminer la dissidence ». Il demande aussi la création d'une commission d'enquête sur les abus de la psychiatrie. Nous publions à part ces deux textes.

En revanche, la séance plénière a rejeté les demandes répétées de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

visant à l'expulsion de l'Association mondiale de la psychiatrie de la délégation soviétique pour permettre à celle de Pékin d'y siéger. La séance plénière a clos ses débats, mais le congrès poursuivra des discussions jusqu'à samedi.

L'adoption des résolutions britannique et américaine a suscité l'indignation du délégué soviétique, le docteur Edouard Babayan qui a qualifié les accusations concernant l'U.R.S.S. de « calomnies » et demandé aux deux délégations de lui fournir des preuves de leurs accusations.

Le docteur Jack Weinberg, président de l'Association américaine de psychiatrie, a rétorqué que les Soviétiques rendaient impossibles les examens de dissidents politiques présumés avoir été internés dans des établissements psychiatriques soviétiques.

La délégation soviétique n'a pas annoncé, contrairement à ce qu'elle avait menacé de faire auparavant, qu'elle quitterait l'Association mondiale de psychiatrie. M. Babayan s'est borné à

Dans la journée de mercredi, pressé de questions par les journalistes, le docteur Georges Morozov avait fini par admettre que certaines personnes internées dans des hôpitaux psychiatriques soviétiques avaient « d'abord été jugées pour des activités anticonstitutionnelles ». Mais c'est la seule fois où un membre de la délégation soviétique a admis une pareille chose. Dans tous les autres cas, les délégués ont toujours catégoriquement démenti que des internements soient faits pour des raisons politiques. « Il n'y a pas un seul cas, dans l'histoire de l'U.R.S.S., où une personne saine ait été internée dans un hôpital psychiatrique », a dit notamment M. Babayan.

Quant à l'internement du mathématicien Léonid Filochitch, présent à Honolulu, la délégation soviétique a dit qu'il avait été placé dans un établissement psychiatrique après avoir été traduit en justice pour des actes criminels contre l'Etat, « pour des raisons humanitaires », car il avait été considéré comme souffrant et irresponsable de ses actes.

A Moscou, l'agence de presse officielle Tass s'est élevée contre cette « nouvelle campagne de diffamation contre l'U.R.S.S. », qui, comme les autres, « n'est étayée par aucun témoignage concret ». Mais elle se garde bien d'évoquer la condamnation de l'U.R.S.S. à Honolulu, se bornant à évoquer « les calomnies » affirmant que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est « utilisent la psychiatrie pour persécuter les contestataires ».

Les motions adoptées

La résolution britannique, adoptée par 90 voix contre 88 par la séance plénière du VII^e congrès de l'Association mondiale de psychiatrie, jeudi 1^{er} septembre, est la suivante :

« L'Association mondiale de psychiatrie prend note des abus de la psychiatrie à des fins politiques et condamne de telles pratiques dans tous les pays où elles se produisent ; elle demande à toutes les organisations professionnelles de psychiatrie de ces pays de renoncer et de supprimer de telles pratiques dans ces pays ; sur ce point, l'Association mondiale de psychiatrie applique cette résolution en prenant acte de la preuve, abondamment fournie, de l'abus systématique de la psychiatrie à des fins politiques en Union soviétique. »

La résolution américaine, adoptée par 121 voix contre 60, a le texte suivant :

« L'Association mondiale de psychiatrie s'élève contre le mauvais usage, où qu'il se produise, des talents, des connaissances et des équipements psychiatriques pour éliminer la dissidence, et crée une commission d'enquête sur les abus de la psychiatrie pour examiner toutes les informations ou plaintes qui sont adressées au président de l'Association mondiale de psychiatrie concernant les abus de la psychiatrie à des fins politiques ; si une preuve suffisante le justifie, la commission pourra :

1) Enquêter sur les allégations concernant la violation de la politique de l'Association mondiale de psychiatrie en matière d'abus de la psychiatrie, en recherchant une information écrite complète, mentale et (ou) le témoignage personnel de toutes sources qui lui sembleraient nécessaires, et (ou) faire des visites sur les lieux ; 2) Recommander toute action corrective qui serait jugée appropriée par le comité exécutif de l'Association mondiale de psychiatrie.

« Les membres de la commission devront être nommés par le président et approuvés par le comité exécutif. De plus, le comité d'enquête sur les abus de la psychiatrie est chargé de faire en sorte que toutes ses délibérations soient menées d'une manière qui assurerait une juste et équitable représentation de toutes les parties membres de l'Association mondiale de psychiatrie dans le pays desquelles (ou les) prétendue violation aurait eu lieu.

« L'Association mondiale de psychiatrie établira un fonds spécial qui recueillera les donations d'individus ou d'organisations, aux seules fins de financer les activités de la commission d'enquête sur les abus de la psychiatrie. Toutes les dépenses engagées sur ce fond devront être approuvées à l'avance par le comité exécutif de l'Association mondiale de psychiatrie, et cela, selon les procédures habituelles de l'Association en ce qui concerne les dépenses. »

dire dans les coulisses qu'il consulterait l'Association soviétique à ce sujet. En attendant, tous les délégués soviétiques ont multiplié leurs déclarations. Ainsi, au cours d'une conférence de presse, il a été dit que la motion condamnatoire adoptée par l'U.R.S.S. ne constituait pas une défaite pour ce pays, mais une « victoire morale ». Ce vote, couronné par 90 voix contre 88, n'a pu l'être de l'avis de la délégation soviétique, qu'en raison du système de décompte des voix en vigueur au congrès, qui attribue à chaque délégation un nombre de voix proportionnel au montant des cotisations versées à l'Association. Son avis ventilé par pays, le texte n'a été appuyé que par dix-neuf délégations contre trente-trois.

M. Dimitri Venediktov, ministre adjoint de la santé d'U.R.S.S., a déclaré : « Je ne vois aucune raison ni aucune possibilité de quitter cette organisation. Mon sentiment est que, si nous la quittons, nous donnerions l'impression que nous avons peur ou que nous nous sentons coupables. Nous ne sommes dans aucune de ces deux situations. »

LA RÉFORME DES « RYTHMES SCOLAIRES »

Les dix dernières minutes

Le ministre de l'éducation est soucieux de la qualité de la vie des collégiens. Il vient de le redire dans une circulaire consacrée aux « rythmes scolaires » et publiée au Bulletin officiel de l'éducation du 1^{er} septembre. La qualité de la vie, nul ne l'ignore, repose sur un équilibre harmonieux de périodes d'activité intense et de périodes de détente, de temps forts et de temps morts. Les adultes le revendiquent dans leur vie professionnelle, il est donc légitime qu'on n'interdise pas aux enfants de participer à ce mouvement général pour une vie meilleure.

La petite réforme dite des « rythmes scolaires », qui entre en application le 15 septembre, a été conçue dans ce but. C'est un petit pas, mais dans la bonne direction.

Traditionnellement l'entrée en sixième est le moment où les enfants s'entendent seriner que « cela commence à devenir sérieux », sous-entendu : fini de rire, on est sur terre pour travailler. Sans dire aux enfants qu'ils pourront faire ce qu'ils voudront de leur temps, le ministre a pris quelques mesures qui vont dans le sens d'un moindre dramatisation de ce passage de l'école élémentaire au collège.

Trente-six heures

L'organisation de la semaine scolaire — libération du mercredi — ne sera plus décidée au niveau national. Ce sont les établissements qui choisiront l'une ou l'autre formule. Simplement le ministre, qui ne confond pas l'autonomie et l'anarchie, impose quelques limites : cinq semaines de classe minimum, deux après-midi minimum et quatre maximum (mercredi et samedi exclus), « consultation » obligatoire, sous le contrôle de l'inspecteur d'académie, des maîtres et « tous contacts utiles notamment avec l'office municipal des sports et les responsables compétents dans les domaines religieux, médicaux, culturels ». La consultation aussi des autres chefs d'établissement de la localité. Les principaux de collège ne décideront pas seuls du type de « semaine » qu'ils proposeront à leurs élèves : il leur faudra le faire en accord avec le conseil d'établissement, lors du second trimestre. Pour l'année scolaire suivante, à titre transitoire, les devront réunir le conseil d'administration de l'année précédente. On voit mal, toutefois, ce que pourront dire les « administrateurs » qui seront mis devant le fait accompli : la composition

des emplois du temps est faite bien avant la rentrée.

Une autre innovation, qui n'intéressera cette année que les classes de sixième, consiste à ramener de cinquante-cinq minutes à cinquante la durée des « séquences ». Seules les séances d'éducation physique, manuelle, technique et artistique dureront encore cinquante-cinq minutes.

Pour le reste, les élèves disposeront de « pauses » de dix minutes. Mais il ne faudra pas les prendre pour des mini-récréations. Le ministre conseille aux enseignants de « mettre à profit la détente terminale pour parler, sur d'autres plans que l'enseignement proprement dit, leur action éducative ». Et de citer l'organisation de jeux, la « surveillance d'activités spontanées de détente physique », « un cours de récréation ou sur terrain sportif voisin », mais aussi : audition de disques, « jeux scéniques », recommandations sur les méthodes de travail, observations sur la tenue du cahier de textes, incitations à la fréquentation de la bibliothèque.

« La professeur, précise encore le ministre, utilisera cette période pour parfaire sa connaissance des élèves, soit à l'occasion d'entretiens soit par l'observation de leur comportement individuel et social. Il s'agit, sans doute, de faciliter la correction des dossiers scolaires et contestés, dont on sait qu'ils accablent une grande place à l'évaluation « des qualités et du comportement » des jeunes. Ces dix dernières minutes, décidément, en vaudront soixante, et il est probable que dans bien des cas elles « débordront » sur l'heure suivante.

Dernier élément de la qualité de vie d'un collégien : le travail personnel. Beaucoup de professeurs — et de parents — sont trop exigeants. Le ministre pose quelques règles-tout : le travail personnel — et hebdomadaire des élèves (à la maison ou en permanence) ne devra pas excéder une dizaine d'heures pour les matières principales (français, mathématiques) et deux heures pour l'histoire, la géographie et les sciences expérimentales. Cette douzaine d'heures vengera s'ajouter aux vingt-quatre heures passées en classe, la semaine des collégiens pourra atteindre trente-six heures. A onze ou douze ans cela paraît suffisant pour une vie de qualité.

BRUNO FRAPPAT.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME DES TECHNICIENS DE L'ENTREPRISE ET DE SECRETARIAT MODERNE

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVE

Place Saint-Germain des Prés (44, rue de Rennes - 75006 PARIS)
Tél. : 548-42-31 / 222-86-29

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT BACCALAURÉAT DE TECHNICIEN

• Secrétariat médical : BAC F8
• Secrétariat commercial : BAC G1
• Gestion et techniques commerciales : BAC G2

BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR
• BTS Secrétariat de direction et trilingue
• BTS Distribution et Gestion
• BTS Tourisme

CERTIFICAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE
préparation accélérée en une année

• Secrétariat de direction
• Secrétariat touristique
• Secrétariat médical

bon à découper et à retourner

EST / ESM
44, rue de Rennes - 75006 PARIS
Tél. : 548-42-31 / 222-86-29 / 548-21-05

demande de documentation sans engagement

NOM
Adresse

Signature

HAMMOND ORGAN
GAFFAREL MUSIQUE

18, RUE DE BRUXELLES - 75006 PARIS - TEL. 874.51.07

UN PLUS GRAND NOMBRE DE CANDIDATS SERONT ADMIS AU BACCALAURÉAT SANS ORAL

Un décret et un arrêté paru au Journal officiel du 1^{er} septembre apportent quelques modifications au baccalauréat du second degré. Les nouvelles dispositions entrèrent en vigueur à la session de juin 1978. Désormais les candidats ayant obtenu une note moyenne, égale ou supérieure à 10 (au lieu de 12) à l'issue des épreuves écrites du premier groupe seront définitivement admis. Ceux qui auront obtenu une note moyenne au moins égale à 8 subiront les épreuves orales du second groupe. Ils feront connaître, sur le vu des notes obtenues aux épreuves du premier groupe, les deux disciplines sur lesquelles ils désirent faire porter leurs épreuves de contrôle. (Auparavant, les épreuves orales comprenaient également des disciplines qui n'avaient pas été subies à l'écrit.) Une épreuve d'histoire et de géographie est ajoutée à l'épreuve pour toutes les séries A, B, C, D et D.

Ces modifications font suite aux mesures prévues au conseil des ministres du 3 mars pour mieux équilibrer les trois trimestres de l'année scolaire. Un petit pas avait été franchi cette année en juin par le report d'une semaine des épreuves écrites à l'exception de celles de philosophie, mais l'effet en avait été peu sensible. En supprimant l'oral pour les candidats ayant obtenu de 10 à 12 au premier groupe d'épreuves, le ministère espère alléger l'organisation de l'examen, resserrer le calendrier des épreuves et allonger ainsi le troisième trimestre. Dans la même perspective, un arrêté paru le 13 août (le Monde du 14-15 août) avait supprimé les épreuves du B.E.C. pour les élèves de troisième ayant fait l'objet, au vu de leurs résultats scolaires, d'une décision d'orientation vers la classe de seconde d'un lycée.

MOTS CROISÉS

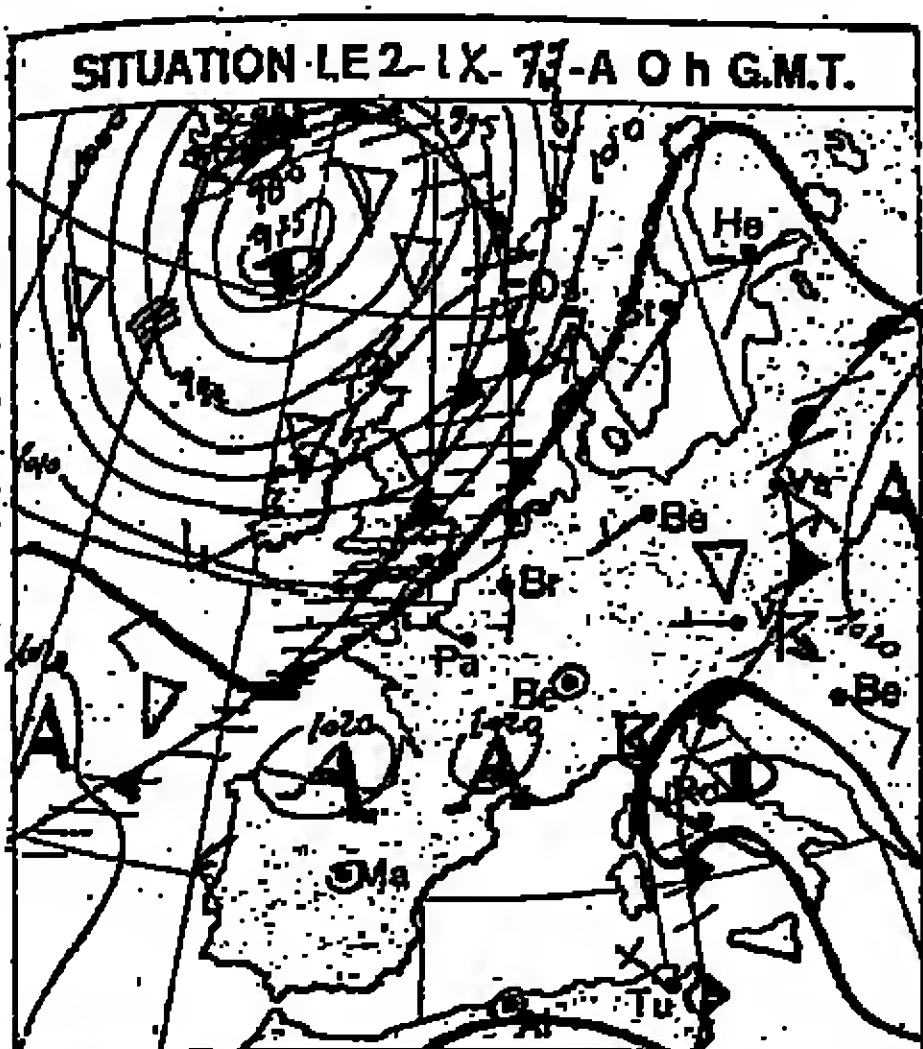


EDUCATION

sensitive
 morale

LA RÉFORME DES ÉGLISES DÉCLARÉE

Les dix dernières minutes



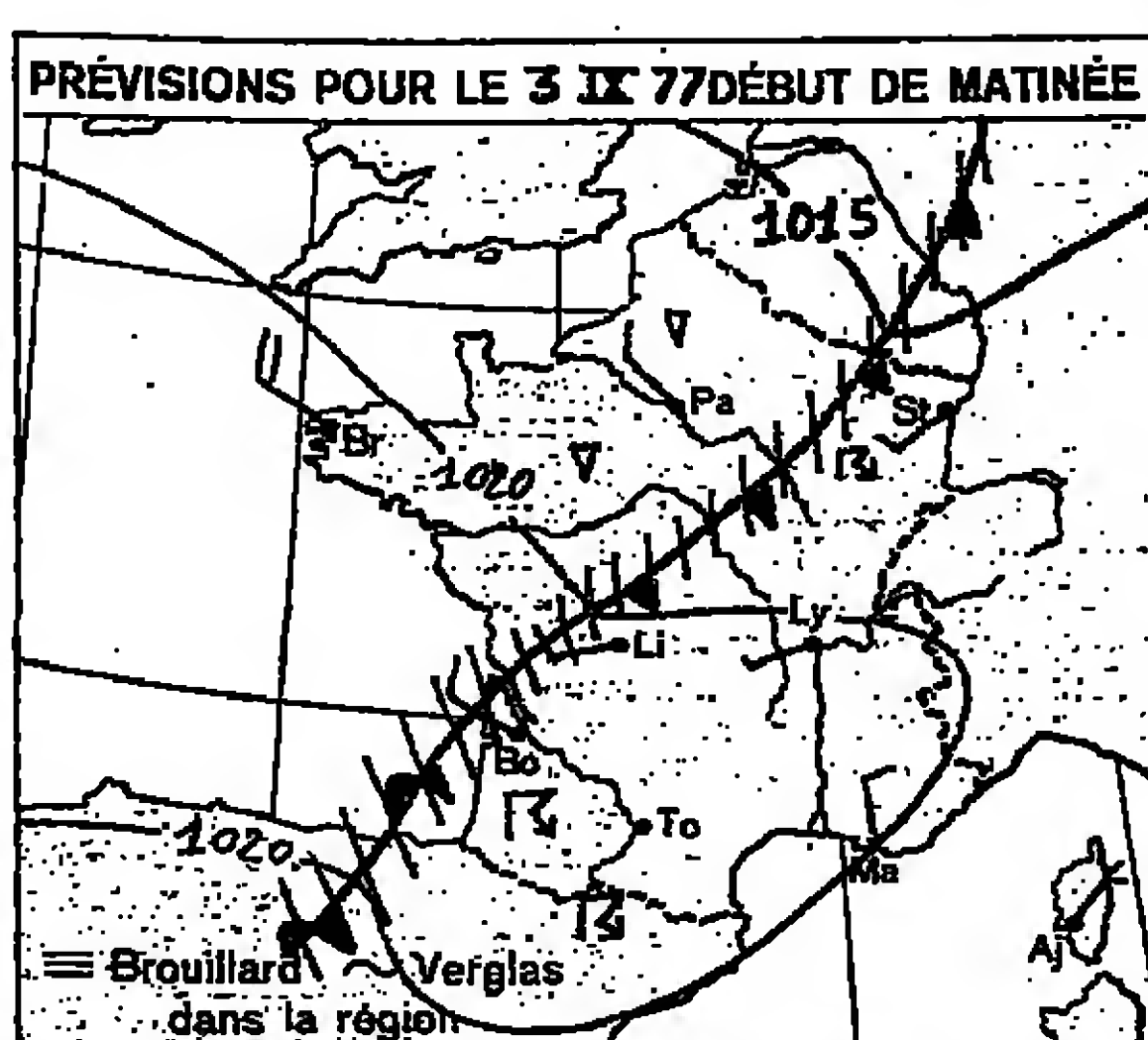
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 2 septembre à 0 heure et le samedi 3 septembre à 24 heures :

La perturbation faiblement pluvieuse qui abordait le Ministère vendredi matin traversera une grande partie du pays en prenant un caractère parfois orageux, surtout dans nos régions du Sud-Ouest, mais s'effaiera encore samedi à Sud-Est.

Samdi matin, une bande faible

ment pluvieuse s'étendant de la Vendée aux Ardennes, se décalant vers le nord-est, où elle sera accompagnée d'orages locaux. Ce passage pluvieux sera suivi d'un temps nettement plus frais, avec des averse plus nombreuses sur la Normandie, le Nord, la région parisienne, les vents s'orientant au nord-ouest et passagèrement au nord. Des éclaircies assez belles se développeront dans l'après-midi sur la Bretagne, la Normandie, les régions du

MÉTÉOROLOGIE



Dans le Sud-Ouest, le ciel restera sans nuages et des orages parfois violents éclateront principalement au voisinage des Pyrénées et du Massif Central. Le quart sud-est bénéficiera en revanche d'un temps encore chaud et ensoleillé. D'une façon générale, les températures seront en baisse sensible sur la moitié nord et dans le Sud-Ouest les vents resteront généralement modérés de secteur nord-ouest nord derrière la perturbation.

LOTO

TIRAGE N° 35
DU 31 AOUT 1977

7	8	32	34	43	49
---	---	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE

41

RAPPORT PAR GRILLE
GAGNANTE (POUR !)

6 BONS NUMEROS	1 589 155,20 F
5 BONS NUMEROS + numero complementaire	227 022,10 F
5 BONS NUMEROS	14 231,20 F
4 BONS NUMEROS	194,20 F
3 BONS NUMEROS	12,40 F

PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1977

VALIDATION JUSQU'AU 6 SEPTEMBRE 1977 APRES-MIDI

DIRECTION GENERALE DES LOTERIES NATIONALES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 857[illegible]

Solution du problème n° 1856

Horizontalement

I. Publicité. — II. Avoir. Ras.
— III. Testament. — IV. Se.
V. Eternelle. — VI. Ni. Jo. —
VII. Casernes ? — VIII. Ere :
Na !. — IX. Encasse. — X. Te :
Su. — XI. Prétendes.

Verticalement

1. Patience. RP. — 2. Uve ;
Tiare. — 3. Bosse. — 4. Sentir.
Litrerie ; Ceu. — 5. Ire ; Noria.
6. Mie ; In. — 7. Ire ; Lions.
8. Tan ; Nasse. — 9. Estrées ;
Eus.

GUY BROUTY.

Festivités

● **Un ensemble de festivités**
aura lieu du 3 au 11 septembre
à Chantilly, près de Paris.

- La Nuit de la chasse, qui
aura lieu sous un chapiteau dressé
sur la pelouse, sera le samedi
3 septembre de 21 h. 30 à l'aube.
- Un ensemble de démonstra-
tions sportives, le dimanche 4 sep-
tembre, où la moto et la bicyclette
seront les protagonistes.
- Une soirée « rock », le ven-
dredi 9 septembre à 21 heures.
- Une fête de nuit, donnée
dans le parc du château de Chantilly
le soir, le samedi 10 septembre
à 20 heures, dans laquelle, en plus
de la musique, danser « au
feu d'artifice ».
- Le dimanche 11 septembre
en début d'après-midi, une grande
cavalcade folklorique à travers la
vallée de la Seine fleurie, dans les
trampes de chasse, meute, major
rites. (Renseignements

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 49123

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
--------	--------	--------	---------

FRANCE - D.O.N. - T.O.M.
108 F 105 F 223 F 370 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
198 F 235 F 355 F 720 F

ÉTRANGER
(par messageries)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
132 F 250 F 365 F 690 F

II. - TUNISIE
173 F 250 F 370 F 680 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Changements d'adresse
d'urgence (pour les 10 premiers jours de
séminaires ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande de transfert au moins
avant leur départ.

Joindre le dernier bande
d'adresse pour l'abonnement.

Veuillez avoir l'obligeance de
répondre tous les noms propres en

Noises

Naissances

— M. Robert Vittoria et Mme, née Evelyn Kurfisch, sont heureux d'annoncer la naissance, le 19 août 1977, de leur fils

Antoine

24, rue de Thébar. 75008 Paris.

— André Ulmann et Agnès, née Rôzan, sont heureux de faire part de la naissance de

Cécile,

le 19 août 1977.

7, rue Vézale. 75005 Paris.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

Mlle Marie-Hélène Boncz

M. Gilles Talot.

La cérémonie nuptiale aura lieu le 3 septembre 1977 en l'église de Bouqueval (Bouche-du-Rhône).

— M. et Mme Maxime Malinski, M. et Mme Jacques Gorkovskiy, sont heureux de faire part de la naissance de leurs enfants,

Martine et Yvar,

qui a eu lieu le 12 août dans l'intimité.

102, avenue du Roule,
92000 Neuilly-sur-Seine.
La Bourdonnaye.

Maringuet

— On nous prie d'annoncer le mariage de
Mlle Marie-Hélène Ronzez
avec
M. Gilles Talot.
La cérémonie nuptiale aura lieu le
2 septembre 1977 en l'église de
Roquevaire (Bourges-la-Réunion)

— M. et Mme Maxime Nalinski,
M. et Mme Jacques Gotskowsky,
sont heureux de faire part du mariage
de leurs enfants
Martine et Yvar,
qui a eu lieu le 12 août dans
l'intimité.
102, avenue du Boule,
92300 Neuilly-sur-Seine.
La Bourdonnerie.

Décès

— Nous apprenons la décès de
M. William BEVAND,
ancien adjoint
de Jacques Chevalier,
maire d'Alger.
ancien vice-président de la caisse
de Crédit municipal
et de la caisse des écoles
de la ville d'Alger,
survenu le 30 août 1977, à l'âge de
soixante-dix-sept ans.

— Marie et Michel Hurlig,
Jean-Pierre et Hélène Bonnauf,
Françoise et Edmi Dubois,
mes enfants,
Aïsha, Catherine, Marie - Hélène
Hurlig,
Aïmine, Charlotte Bonnauf,
Valérie, Perrine Dubois,
ses petits-enfants,
sa famille,
ont part du décès de
M. Marcelle BONNAUF.
Et les enfants ont bien voulu l'inhumer,
le jeudi 1^{er} septembre 1977,
à Bordeaux.

des 103-

stitutions juives de France (ICRF) :
 151 bis, rue Saint-Jacques, 75006 Paris.
 Le dimanche 10 septembre, à 14 heures, aura lieu la cérémonie de la commémoration du 50^{ème} anniversaire de la destruction du Grand Synagogue de Varsovie.
 La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 5 septembre, à 14 heures, au Grand Synagogue de Varsovie, 151 bis, rue Saint-Jacques, 75006 Paris.

зодсер 10

survenu le 23 août 1977.

Mlle Marguerite GUERIN-ROLL, les orphelins qu'il leur dans la plus grande confiance.

De la part de

M. et Mme H. Desormeurs,
M. et Mme F. Herold,
M. et Mme L. Carpentier,
M. et Mme J. Mathier.

— Les membres du conseil d'administration de l'Association Marguerite-F Herold pour la protection de l'enfance inadaptée ont le regret de vous faire part du décès de

Mlle Marguerite GUERIN-ROLL, administrateur de l'Association.

— Mme Antoine Henry,
M. et Mme Charles Herold,
M. et Mme Jacques Rolland et leurs enfants,
M. Pierre Breton,
Les familles Henry, Rolland, Breton

part du

survenu le 31 août, dans sa soixante-neuvième année.

Le défunt, religieux, sera célébré le lundi 5 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 80, avenue du Roule, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

La famille rappelle à votre souvenir le défunt de

M. Camille HENRY,
décédé accidentellement le 28 novembre 1927.

16, rue Pierre-Charest,
92200 Neuilly-sur-Seine
19, rue de Charitra,
92290 Neuilly-sur-Seine.

de faire

part du décès de
M. Jacques JOULIAN.
Le Pressoir,
91620 Boutigny-sur-Essonne.

— On nous prie d'annoncer le
décès de
Mme Elie KRYVIAN,
née Anna Dichter.
De la part de :
Mme Jacob Kaplan et du grand
rabbin de France, Jacob Kaplan, sa
sœur et son beau-frère,
Ses neveux et nièces,
Et de toute sa famille.
Les obsèques ont eu lieu dans

LISEZ
« le Monde des philatélistes »
En vente dans les kiosques

— Mme Jean Vonder-Elst-Bequert,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du
décès de
M. Jean VANDER-ELST,
survenu le 31 août 1977.
Les obsèques auront lieu le 5 sep-
tembre 1977, à 15 heures, en l'église
de Camphin-en-Pevele (Nord).

— M. Emile ZERAH,
M. Armand Zerah et son fils Gilles.
Le docteur et Mme Henri Zerah
et leurs enfants.
Mme et M. Albert Natat et leurs
enfants.
M. et Mme René Chiche et leurs
enfants.
M. et Mme Edmond Chiche et
leurs enfants.
M. et Mme André Chiche et leurs
enfants.
les familles, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Emile ZERAH
avocat honoraire à la cour d'appel
de Tunis
survenu à son domicile le 11 août
1977.

5, rue Champplain, Tunis.
25, rue Descartes, 75005 Paris.

Remerciements

— Mme Jackie BODEUZE, très touchée par les nombreux témoignages de sympathie reçus à l'occasion du décès de son mari.

M. Jackie BODEUZE, père, remercie les personnes qui lui ont fait connaître et trouver les soins prodigués.

— Mme Louis Chapeau, née Dordonnaud.

M. Claude Chapeau.

Mme Claude Chapeau, née Aslund.

M. et Mme Dordonnaud.

M. M. Mrs Goffinet.

Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux personnes qui leur ont exprimé leur sympathie à l'occasion du décès, le 7 août 1977, de

St. Louis CHAPEAU,

les prient d'accepter l'expression de leurs sincères remerciements.

— Mme Jeanne Pellerin, née Michel Pellerin, et la famille, dans l'impossibilité d'avoir pu prévenir toutes les personnes qui leur ont adressé des lettres de condoléances.

Françoise PELLERIN,
professeur d'anglais

Les prient de bien vouloir les excuser et remercier vivement toutes les personnes qui se sont intéressées à elle.

Visites et conférences

SAMEDI 3 SEPTEMBRE

VISITES OUIDDES ET PROMENADES — 13 h., 11, quai Couron, M. Ruot : « Pèlerinage & Watteau ».

13 h., 30, place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme Vermeersch : « Les Tuileries ».

15 h., 82, rue Saint-Antoine, M. Maquet des Châus : « Hôtel de Sully ».

15 h., 2, rue Louis-Bouilly, Mme Legrand : « Hôtel Maillotin ».

15 h., 23, quai de la Seine, M. Magnan : « L'Institut de France ».

15 h., rue Saint-Denis, Mme Zujovsk : « Hôtel de Clugny et son quartier ».

15 h., métro Fort-Royal, M. Payen-Aubert : « Montparnasse (Consommance de Paris) ».

15 h., 5, rue Michel-Ange : « Le village d'Auteuil » (entrée libre, 50 h.).

15 h., 15, angle rue de Vaugrand et de Courcelles, M. de la Palude du Luxembourg : « Villages de Paris ».

15 h., 15, 174, rue Saint-Jacques et M. de la Palude du Luxembourg : « M. de la Palude (Mme Barbier) ».

15 h., 30, hall gauche, côté parvis de la Courcelles, M. de la Palude du Luxembourg : « (Caisse nationale des monuments historiques) ».

CONFERENCES — 13 h., 13, rue Étienne-Marcel : « Méditation transcendante : l'expérience de la conscience pure » (entrée libre).

Le comble de la tentation :
votr la pulpe de citron descendre
dans une bouteille
SWANNEPS Bitter Lemon.

SCIENCES

Le CNES crée un groupe d'étude des phénomènes aérospatiaux non identifiés

Le Centre national d'études des phénomènes C.N.E.P., à Paris, est une unité d'études des phénomènes atmosphériques non identifiés (GEPANI), pour étudier scientifiquement certains phénomènes météorologiques qui ont fait l'objet de nombreux observateurs apportant le témoignage.

Le GEPANI permettra au CNES d'être en contact avec les moyens les plus modernes des témoins géométriques d'observation de phénomènes de la proche banlieue terrestre qui peuvent présenter un intérêt pour les ballons gonflés, ni à des lancements de satellites, ni à des évolutions, ni à des détonations, ni à des phénomènes, ni à des manifestations (nuages) ou électriques, qui prennent naissance dans la haute atmosphère.

Bien souvent, en effet, des témoins oculaires de bonne foi, et sans aucun motif «monétaire» — ont associé à tort certains de ces phénomènes naturels à des manifestations d'O.V.N.I. (objets volants non identifiés).

C'est pourquoi, le Dr. J. A. Condon, chargé dès 1968 par l'U.S.A.F. Air Force de rédiger un rapport exhaustif sur le phéno-

mène des O.V.N.I., «dans 90 % des cas, il n'a pas pu faire de conclusions connues, mais aucune explication rationnelle ne peut être donnée pour les 10 % restants».

Deux ans de travail et un demi-million de dollars furent nécessaires pour tirer de telles conclusions.

En décembre 1969, le Pentagone décidait de liquider son groupe de recherches sur ce thème, et de lui attribuer le blason dans lequel il expliquait qu'*'aucun de ces phénomènes ne s'était jamais révéler être une menace pour la sécurité des Etats-Unis'*.

En France, le chef de la division «études» du centre spatial de Toulouse, M. Claude Fohrer, étudie depuis plusieurs années ces témoins (le *Monde* a daté 27-28 janvier 1974) : par des méthodes nouvelles, il va pouvoir faire apparaître des corrélations entre les divers témoignages. La création du GEPANI lui donne une caution officielle.

Le CNES va aussi constituer un petit groupe de spécialistes dans les domaines de la physique et des psychologues, dont il prendra l'avis pour orienter les études du GEPANI.

صكنا من الاول

RADIO-TÉLÉVISION

La nouvelle grille d'Europe 1

Tout n'est pas décidé encore, mais presque, à Europe 1. Comme chaque année, la grille des programmes « change » à la rentrée, mais cette fois-ci avec un peu d'avance. Car si les auditeurs ont un peu moins nombreux pendant la période des vacances (environ 15 % de parts pour Europe 1), ils écoutent mieux, fait remarquer Pierre Bellemare, président-directeur général adjoint d'Europe 1. « Ils sont plus disponibles aux expériences ». De nouvelles formules ont donc été essayées dès le mois d'août.

Pierre Bellemare ne veut pas révéler ce que seront les prochains week-ends. Une émission comique le samedi matin ? Peut-être, ce n'est pas sûr, rien de plus hasardeux de plus difficile que de faire rire. Mais il y aura une « médication », une fois par semaine, avec Igor Barrière, Etienne Lalou et Pierre Desgranges (à partir du 5 septembre).

En ce qui concerne le quotidien, du lundi au vendredi, les innovations ont lieu surtout l'après-midi. A 13 h. 30, Pierre Bellemare lui-même fait le récit d'une vie, ce sont *Les aventuriers*. *Étoiles d'un jour*, l'émission hebdomadaire de Philippe Alfonsi, est devenue quotidienne. « Cette émission, que nous avons commencée en janvier 1976, a suscité un phénomène d'adhésion », explique Pierre Bellemare. Désormais, chaque jour, de 14 heures à 15 heures, *Étoiles d'un jour* retransmet les grands événements politiques de notre histoire (un thème par semaine) grâce à des documents sonores appartenant

à la maison (« Nous avons beaucoup de reportages de 1955 à nos jours »), à l'Institut national de l'audio-visuel, et en faisant appel aux collections privées. Ensuite, à 15 heures — « ce que j'appelle, dit Pierre Bellemare, l'heure de plus grande solitude » — une *Jeune, un homme*, l'émission de Pierre Dumayet, du docteur Malignant et du docteur Hélène Bernard, interrogea chacun des membres du couple séparément et non plus ensemble. A 15 h. 30, troisième changement : « *Viviane partira tous les jours à la découverte d'une petite ou moyenne entreprise* », dit Pierre Bellemare. Il ne s'agit pas d'une enquête sociale, mais plutôt d'un portrait de « ce qui fait la France ». Cette émission, qui n'a pas encore de titre, commence le 5 septembre. Enfin, petite innovation celle-ci, le jeu « 20 millions cash » (11 h. 30) propose de jouer non plus 2 millions mais 20 millions.

Tout devrait être en place le 17 septembre. — C. H.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 2 SEPTEMBRE

— MM. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste et Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, débattent du salaire des cadres, sur Europe 1, de 19 h. à 20 heures.

VENDREDI 2 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « La Manière forte », de J. Deval, mise en scène P. Mondy, avec A. Pralon, R. Landreys, Sanderson, J. Babin.

Un jeune homme pauvre, André, ayant contracté une dette de jeu envers Simon, est amené à lui servir de secrétaire... 22 h. 30, Allons au cinéma. 23 h. 5, Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Feuilletton : La chasse aux hommes, de L. J. Iglésis, d'après l'œuvre de Paul Vialar. 21 h. 35, Littéraire : Ah ! vous écrivez ? de B. Pivot.

Avec MM. G. Condamine (le Sureau), A. Astruc (le Serpent jaune), D. Rosta (Dulle Griet). 22 h. 45, Sports : Super stars. 23 h. 35, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Magazine vendredi : De quoi avons-nous peur ? Les coups. Enquête et réalisation : R. Rein.

SAMEDI 3 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, Caméra au poing : 12 h. 45, Jeunes pratiques : 13 h. 30, Journal : 13 h. 35, Le monde de l'accordéon : 13 h. 50, La France défigurée : 14 h. 5, Rester donc avec nous : 18 h. 40, Magazine auto-moto : 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre : La rentrée scolaire : 19 h. 40, Feuilletton : Adieu mes quinze ans : 20 h. 30, 20 h. 30, Numéro 30 : Soirée Desmarais : 21 h. 30, Soirée : Sergent Anderson (Fausse monnaie) : 22 h. 25, Sports : Athlétisme (Coupe du monde), tennis (tournoi de Forest-Hill). 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE II : A 2

14 h. 45, Journal des sourds et des malentendants : 15 h. 5, Série : L'aube de l'histoire (Le drame d'Aleis) : 15 h. 55, Athlétisme : Coupe du monde : 17 h. 10, Des animaux et des hommes : 18 h. 5, La télévision des télespectateurs en super-8 : 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 40, Souvenirs : La joie de vivre : 20 h. 30, Journal.

20 h. 30, Dramatique : Les enquêtes du commissaire Maigret (L'Amie de Mme Maigret) : 22 h. 5, Questions sans visage : 23 h. 5, Juke box. 23 h. 35, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Les aventures de Tintin et Les aventures de Bolek et Lolek.

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques : 12 h. 15, La séquence du spectateur : 12 h. 30, Jeu : La bonne conduite : 13 h. 30, Journal : 13 h. 35, L'homme qui n'en savait rien : 14 h. 5, Série : « Guerre et Paix », d'après Tolstoï (neuvième épisode : Le chemin de la sagesse) : 15 h. 35, Sports : Direct à la une : 17 h. 25, Téléfilm : Le trésor de madame du Sud : 18 h. 55, Feuilletton : Adieu mes quinze ans : 19 h. 15, Les animaux du monde : 19 h. 45, Journal.

20 h. 30, FILM : LE DRAPEAU NOIR FLOTTE SUR LA MARMIÈRE, de M. Audard (1971), avec J. Gabin, C. Leclerc, E. Dama, J. Maria, M. Luccioni (rediffusion). Un cheminot de Villeneuve-Saint-Georges a décidé de construire un voilier dans le jardin de son pavillon. Une comédie poétique qui tranche sur l'inspiration habituelle de Michel Audard. Et Gabin dans un rôle qui lui convient très bien.

21 h. 50, Sports : Championnat du monde de cyclisme au Venezuela. 23 h. 20, Journal.

CHAÎNE II : A 2

15 h. 15, Le cirque du monde : Le cirque knie : 15 h. 55, Téléfilm : Nitro : 17 h. 25, Aventures : Derniers survivants du lac Titicaca : 17 h. 45, Magazine de la magie : Abracadabra, avec Majak : 18 h. 35, Série : Shazzan : 19 h. 10, Stade 2 : 20 h. 30, Journal.

20 h. 30, Jeux sans frontières : 21 h. 55, Feuilletton : Bonquet de roses, d'après A. Newman, avec D. Grant, M. Finlay, W. Wax : 22 h. 50, Sports : Championnat du monde cycliste sur piste. 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

16 h. 55, Documentaire : Planètes indigènes, planète Baruya (reprise de l'émission du 2 septembre) : 17 h. 50, Espace musical, de J.-M. Damian : Récital de madrigaux de Monteverdi (par l'Ensemble instrumental

19 h. 40, Samedi entre nous : 20 h. 15, Les animaux chez eux. 20 h. 30, Retransmission lyrique : Les Noces de F. Poulenc, opéra bouffe de Mozart, d'après l'œuvre de Jean-François Coates, mise en scène de D. Poulenc, C. Sorci, A.-M. Grain, l'orchestre et les chœurs de l'Opéra de Lyon dirigés par Th. Guschlbauer. 23 h. 15, Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5, Hommage au réalisateur Yves Darrat : « Le soldat Drouot » : 14 h. 5, Paris au fil de l'eau : 16 h. 20, Le livre d'or : Pirelli : 17 h. 30, Radio-Canada présente : On en sent les littératures nationales : 18 h. 20, Drame : Drame : 19 h. 25, Lettres du Québec : 20 h. 15, La Dame au petit chien, d'après Tchekhov. Adapt. L. Kolysski. Avec C. Lévesque, M. C. Achard, R. J. Pivin (rediffusion) : 21 h. 55, Ad lib : 22 h. 5, La fugue du samedi, ou mi-fugue musicale : 23 h. 30, Journal.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 30, Chasseurs de son stéréo : de 14 h. à 20 h. Les Astronomes. 14 h. 10, Discothèque 77 : 15 h. 15, En direct du studio 118 : Concerto pour piano et orchestre (Vivaldi), extraits des « Indes galantes » (Rameau), par J.-C. Malgouyres : 16 h. 45, La route des jongleurs : 18 h. 25, Notes/secondes : 17 h. 35, Direction de la musique en France : 17 h. 40, l'ipigisme-BP-Géné : 19 h. 15, Sélection concert : 19 h. 10, Non écrites : 20 h. 30, Festival de la musique : 21 h. 55, Les instruments (Berlioz), par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de Radio-Corona, dir. L. Berlioz : 22 h. 5, Berlioz et la voix : 23 h. 10, Vieilles chies : 23 h. 10, 0 h. 5, Les fouteurs de paroles : 0 h. 10, Polyphonie occidentale du douzième au seizième siècle.

FRANCE-CULTURE

Consensus Muscus de Vienne) : 18 h. 45, Spécial DOM-TOM : 19 h. 15, Magazine hexagonal 20 h. 15, Pour les jeunes : Lassie. 20 h. 30, L'homme en question : M. Jean-Louis Servat, Schreiber : 21 h. 30, L'INA présente : CINE-COURT. 22 h. 20, Journal. 22 h. 30, FILM (cinéma de minuit) cycle Joseph L. Mankiewicz : L'AVENTURE DE M. MUIR, de J. L. Mankiewicz (1947), avec C. Brown, N. Wood (r.o. sous-titrée, n. redif. fusion). Au début du siècle, une femme veuve, retirée dans une maison de Cornouailles, écrivait une touchante lettre avec le ton d'un marin qui hante les lieux. Une très belle et très romantique histoire d'amour.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Robert Duncan (et à 14 h.) : 7 h. 7, La fenêtre ouverte : 7 h. 15, Horizon : 7 h. 40, Chasseurs de son : de 8 h. à 11 h. Émissions philosophiques et religieuses : 11 h. 15, Regards sur la musique : 12 h. 5, Allégo : 12 h. 45, Musique de chambre (Ravel, Jolivet). 14 h. 5, La Comédie-Française présente trois pièces de Molière : « Un caprice », avec C. Giraud, M. Béhar ; « Dupont et Durand », avec F. Buisson, F. Stébe ; « L'âne et le balais », avec B. Didié, M. Buisson. 16 h. 5, Jeunes Interprètes au Festival : œuvres de Saint-Georges, Gluck, Haydn : 17 h. 30, Écoles de l'après : 18 h. 20, Ma non troppo : 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes : 20 h. 30, Poésie ininterrompue : Robert Duncan et Serge Fauchereau : 20 h. 40, Les opéras français : 1. La Grande Duchesse de Gérolstein (Offenbach), avec B. Crespin, M. Mesprie, A. Vanzo, « Faust » (Gounod), avec M. Cahalle, G. Arrabal : 23 h. 15, Black and blue : 23 h. 50, Poésie : Paul-Louis Rossi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Concert promenade : 8 h. 15, Cantate : 9 h. 2, Musical graffiti : 11 h. 15, Harmonia sacra : 12 h. 5, Sortilèges du flamenco : 12 h. 35, Opéra-bouffon : 13 h. 45, Premier jour de la musique : 14 h. 15, La tribune des critiques de disques : 17 h. 15, Le concert épique, de Noël Leo : 19 h. 10, 35, Jazz vivant : 20 h. 30, « Trois Airs de cour français », œuvres de Bach, Purcell, Humper, Campra, par M. Van Edmond et W. Christie : 22 h. 30, Musique de chambre (Schumann) : 0 h. 5, Les fouteurs de paroles : 0 h. 10, Dernière image.

CULTURE

Une histoire comparée de l'Europe

(Suite de la première page.)

A côté de tels compliments, la double France fait-elle pâle figure ? Disons qu'elle « démarre » avec un handicap épouvantable, par la faute des guerres louis-quatorziennes.

Après 1715, voici qu'intervient le puissant décalage, en France. Saluons au passage le régent Philippe d'Orléans, qui, tout fornicateur qu'il était, fut l'un de nos meilleurs « rois »... sans avoir jamais porté le couronne ! Il a su impulser, en s'aidant d'une conjoncture économique favorable, la convalescence du pays. Il a désamorcé l'agriculture et l'industrie, grâce à la judicieuse inflation (liquidation des dettes) que proposait le système de Law. Et puis la Régence est aussi le temps d'un heureux déchaînement des carreaux, des mœurs, des politiciens. Il y a dans cette courte période tous les aspects d'un « dégel », on n'ose pas dire d'une « destalinisation », après les rigueurs glaciaires du soi-disant roi « soleil ». Le Philippe d'Orléans de Mandrou est bien une sorte de Kroukrou (1) français, heureusement libéral (et pourtant autoritaire en ses profondeurs), il est le responsable fécond d'une explosion libératrice, à la fois morale, sociale, financière et politique, entre 1715 et 1723.

Inséré, à l'origine, dans une série commandée par un éditeur allemand pour une histoire globale de l'Europe en plusieurs tomes, le volume de Mandrou souffre nécessairement (et l'auteur n'y est pour rien) d'être aussi un « manuel », un résumé d'histoire européenne, à l'usage du grand public.

Plus sérieux serait, par-delà certains « à-peu-près » statistiques, le reproche de « réductionnisme » : la haute culture française des années 1660 est trop strictement ramenée par notre auteur aux besoins d'une littérature de cour, laudatrice des pompes royales. De même Bach, Haendel et la civilisation baroque du « miracle allemand » de jadis sont autre chose à mon sens qu'une simple défense et illustration des traditions catholiques « ancestrales », conçues par Mandrou sous les auspices d'un pur conservatisme. L'ouvrage souffre aussi d'une conception trop restrictive des lumières : elle exclut, par exemple, du foyer de celles-ci l'œuvre pourtant prodigieuse des jésuites, bêtes noires du jansénisme-Mandrou, mais pères quand même de notre enseignement secondaire. Pierre Chaurou lui (« L'Europe des lumières » [2]), avait inclus la sensibilité baroque, catholique, jésuitique, dans sa conception globale, écumenique et généreuse du XVIII^e siècle. Et

(1) J'emprunte cette expression au beau livre de Zaslavsky, Les Hauteurs béantes, qui qualifie ainsi Nikita Khrushchev, l'homme du dégel. Edit. l'Age d'homme, Lausanne.

(2) Arthaud, éditeur.

Pour toute l'Europe située à l'est du Rhin, jusqu'à l'Oural, l'histoire

comparée que propose Mandrou offre des aspects plus amers, plus bilieux. Frédéric II de Prusse, selon notre auteur, est un habile dresseur de soldats disciplinés ; sur le plan économique, ce roi du Nord se révèle comme un Colbert qui réussit à l'inverse de son modèle français qui fut souvent grand... dans l'échec. Réussite mercantiliste : elle s'explique, là encore, par une conjoncture économique favorable. Quant aux amitiés philosophiques de Frédéric II (Voltaire, etc.), d'après Mandrou, ce n'est qu'une façade. C'est du vent. Une telle appréciation a portée fort générale : le despotisme « éclairé » du XVIII^e siècle, celui du roi prussien, mais aussi celui de Marie-Thérèse et Joseph II en Autriche, de Catherine II en Russie, c'est trop souvent, si l'on en croit l'historien de Mandrou, un despotisme tout court, voire, dans le cas de l'impératrice russe (a fortiori) chez les Turcs, un « despotisme oriental ». Et barbare.

Inséré, à l'origine, dans une série commandée par un éditeur allemand pour une histoire globale de l'Europe en plusieurs tomes, le volume de Mandrou souffre nécessairement (et l'auteur n'y est pour rien) d'être aussi un « manuel », un résumé d'histoire européenne, à l'usage du grand public.

Plus sérieux serait, par-delà certains « à-peu-près » statistiques, le reproche de « réductionnisme » : la haute culture française des années 1660 est trop strictement ramenée par notre auteur aux besoins d'une littérature de cour, laudatrice des pompes royales. De même Bach, Haendel et la civilisation baroque du « miracle allemand » de jadis sont autre chose à mon sens qu'une simple défense et illustration des traditions catholiques « ancestrales », conçues par Mandrou sous les auspices d'un pur conservatisme. L'ouvrage souffre aussi d'une conception trop restrictive des lumières : elle exclut, par exemple, du foyer de celles-ci l'œuvre pourtant prodigieuse des jésuites, bêtes noires du jansénisme-Mandrou, mais pères quand même de notre enseignement secondaire. Pierre Chaurou lui (« L'Europe des lumières » [2]), avait inclus la sensibilité baroque, catholique, jésuitique, dans sa conception globale, écumenique et généreuse du XVIII^e siècle. Et

(1) J'emprunte cette expression au beau livre de Zaslavsky, Les Hauteurs béantes, qui qualifie ainsi Nikita Khrushchev, l'homme du dégel. Edit. l'Age d'homme, Lausanne.

(2) Arthaud, éditeur.

Pour toute l'Europe située à l'est du Rhin, jusqu'à l'Oural, l'histoire

j'avoue que sur ce point je me sens plus proche de Chaurou que de Mandrou.

Le livre se caractérise par des conceptions bien spécifiques quant à la raison classique : notre auteur la distingue fortement de la raison d'Etat et de l'absolutisme. Peut-on nier pourtant qu'au XVIII^e siècle comme au XX^e (en notre planète qui, aujourd'hui encore, vit majoritairement dans des régimes absolutistes) le pouvoir absolu et la raison d'Etat forment une part essentielle de la modernité et de la « rationalité » contemporaine ? C'est absolument déplorable ; mais qu'y faire ?

L'essentiel demeure, à l'usage des lecteurs français après ceux d'outre-Rhin, l'existence même de cet ouvrage ; il est porteur d'une histoire riche et complexe parce que résolument comparée ; sa densité brève a quelque chose de janséniste, donc de séduisant ; et cela dans le texte, dans la cartographie : moins heureuse... Ils ne sont pas si nombreux, les historiens français qui savent, à la Braudel, regarder au-delà de nos frontières, et se débarrasser d'un provincialisme hexagonal. Mandrou, incontestablement, est l'un d'eux. Et non des moindres. Ce n'est, avant toutes choses, de synthèse.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

* L'Europe absolutiste : raison et raisons d'Etat (1648-1775), par Robert Mandrou. Payot, 400 pages, 45 F.

LETTRES

UN NOUVEL AGE POUR LA N.R.F.

Plusieurs erreurs typographiques se sont glissées dans l'édition de Georges Lambrichs avec Jacqueline Fiatier sur la N.R.F. (le Monde des livres du 28 juillet). Certaines parties du texte ont été rendues incompréhensibles. Il fallait lire : « un point de vue qui est d'aujourd'hui. Et qui n'est pas celui de Jacques Rivière ou de Paulhan, déjà très différents l'un de l'autre ». En plus loin : « Les exclusives sont à prononcer non sur les hommes, non sur les idées, mais sur la qualité des textes. Ce qui ne rend pas le choix plus aisé. »

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

“un chef-d'œuvre d'intelligence et de sensibilité”

FRANÇOIS CHALAIS EUROPE 1

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO / IMPÉRIAL PATHÉ VF
GAUMONT RIVE GAUCHÉ VO / HAUTEFEUILLE VO

PRIX DU JURY CANNES 77

"SPLENDIDES" DUELLISTES

La surprise de ce 30^e festival

P. THEVENON - L'EXPRESS

PARAMOUNT PRESENTS
KEITH CARRADINE
HARVEY KEITEL
DUELLISTES
Avec ALBERT FINNEY
EDWARD FOX
CRISTINA RAINES
ROBERT STEPHENS
TONY COTY
GERALD VAUGHAN-HUGHES
DAVID PUTTMAN
RIDLEY SCOTT

UN FILM DE RIDLEY SCOTT
DANS LE RÔLE PRINCIPAL DE KEITH CARRADINE
Avec HARVEY KEITEL, ALBERT FINNEY, EDWARD FOX, CRISTINA RAINES, ROBERT STEPHENS, TONY COTY, GERALD VAUGHAN-HUGHES, DAVID PUTTMAN, RIDLEY SCOTT

DERNIERE SORTIE AVANT BOB

LE MONDE DES LIVRES

AVIS PRESLEY

ARTS ET SPECTACLES

Formes

Les vases communicants

Nous voici, un court instant, au creux de la vague, dans cette faille, cette vraie suture entre une saison fléchissante, assez riche encore pour accueillir les retardataires, et un automne qui s'annonce surchargé. L'un après l'autre, les galeries et autres lieux où se déroulent des expositions d'art valent à leur tour pour leur rôle, certains de la saison prochaine. D'autres (les dehors des musées, naturellement) assurent une continuité et combinent l'intervalle, telle la librairie Oblivion (1), qui fait mieux que conserver les vestiges de l'été.

Ainsi ne resterait-il rien (pour le public) des « personnalités » des débiles mentaux, et plus particulièrement des mongoliens, dont l'exposition, à la Défense, vient de prendre fin sans qu'on lui ait prêtée grande attention, comme si elle s'était ingéniérée à passer inaperçue, sans le numéro spécial d'Oblivion : un livre très important de Jean Revol, complété de belles reproductions en couleurs. Parce que, dans ces cas, la couleur est indispensable, c'est par la couleur que les débiles peuvent sortir de leur nuit. André Malraux l'avait noté dans *L'Inde d'aujourd'hui* : « La peinture des débiles mentaux révèle souvent un art spécifiquement chromatique. » Les œuvres publiées par l'Intempestif proviennent d'ailleurs de centres animés par Jean Revol, tout comme celles dont il est question aujourd'hui, et dont la réunion représente « le bilan d'une année de travail en CAT » (Centres d'aide pour le travail).

L'éditeur a raison d'ailleurs d'insister sur les différences fondamentales qui existent entre l'expression plastique des enfants, des nuls, des fous, des handicapés mentaux. On n'y trouve « que des analogies purement formelles ».

Il s'agit d'êtres en lisière, carrefour et véhicule « de cette mémoire héréditaire en quel tourne selon pré-existe et qui, jamais éteinte, continue à veiller dans ses limites et à émettre message sur message ».

Faire remonter ces images à la surface, rétablir le contact, tel est le travail patient auquel est appelé, par un travail aussi patient de l'éveil, le débile, dont la richesse intérieure n'est pas moindre que celle de l'homme dit normal. Elle est autre. On simplifie à l'extrême : ce qui nous séduit, nous ne sommes pas spécialistes et ne cherchons pas à pénétrer dans un domaine où nous avons tout à apprendre, c'est le résultat. Non pas sur le

plan esthétique. Nous n'en sommes plus là. La culture n'est pas un massif de connaissances livresques et de petites sensations plus ou moins hétéroclites. Encore que les somptueux assemblages de couleurs toujours significatives communiquent au spectateur la joie ressentie par l'émancipé à sortir de la prison. Avec des trouvailles dans l'emploi de la palette (couleurs, crues, pastels gras, gouache, huile) qui ne sont redécouvertes à aucune autre forme de l'art brut.

Communiquer au spectateur... Voilà la clé peut-être d'une telle démarche qui aboutit à établir un dialogue entre les handicapés et leur entourage. Et puis, comme le dit Jean Revol, « l'art n'est-il pas le plus haut destin du langage ? »

Oblivion, qui est une revue et une librairie-galerie, conserve, comme on l'a dit tout à l'heure, les vestiges de l'été. Pendant la préparation de l'exposition consacrée à Antoine Arnaud, qui promet d'être sensationnelle, on peut toujours voir sur ses murs cent vingt-cinq photos tournant autour du même objet, d'Henri Matisse, dont trente-deux étaient reproduites en marge du monumental numéro consacré à Sade.

Puisque nous sommes dans les revues, restons-y. On serait incroquant de laisser dans l'ombre Solair (2). Son numéro 17 rend non seulement hommage à Gustave Roux, mort l'an dernier, mais lui associe Gérard de Palézieux et révèle (à beaucoup) ce peintre d'un génie et d'un pouvoir d'expression. Certes Palézieux fut l'ami et le disciple de Matisse : on influence, hautement avoué, se sent dans les manières et les paysages dont les lavas tirés en effet gardent leur mystère. Palézieux aussi pu choisir plus mal ses modèles (l'autre pôle, il y a Braque), et ne pas s'ouvrir à ces valeurs inventées par Philippe Jacotte : densité, intensité, silence. Valeurs qui définissent tout aussi bien Gustave Roux, écrivain, critique, poète vaudou, qui eût été surpris et ravi d'être reconnu par une revue française, et proposé à de jeunes lecteurs qui ignorent jusqu'à son nom. Il est vrai qu'il a peu produit, ou qu'il s'est peu produit. Et qu'il a merveilleusement traduit les poètes allemands.

Il est bon qu'on sache aussi que Roux fut en quelque sorte l'assistant de d'Albert Béguin lorsque ce dernier préparait sa thèse sur le romanisme allemand (*L'Amour romantique et le Récit*) ainsi que le volumineux *Cahier de Sade* traitant du même sujet, comme en fait foi la correspondance échangée par les deux amis et publiée à Lausanne en 1974 par le Centre de recherches sur les lettres romanes.

Somme-nous si loin de la peinture ? Poète de la transparence, de l'inquiète sincérité, Roux, passionné d'art plastique comme de musique, est aussi un vétéran qui peint avec des mots. Et à sa manière précise et subtile, ce qui n'est pas un mince mérite pour un voisin et un ami de Ramuz, qui, évoquant le même pays, en a tiré tout autre chose. Chez lui, René Daillé a noté la « liaison entre le lieu et la parole ». Un lien toujours présent, une parole toujours imprégnée d'émotion.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 58, rue de l'Hôtel-de-Ville.
(2) Solair, Issind, 30130 Pont-Saint-Espirit.

Théâtre

« Les deux gentilshommes de Vérone »

The two gentlemen of Verona est une comédie romanesque, un peu « roman de la Table ronde », que Shakespeare a écrite jeune (les spécialistes anglais disent entre vingt-cinq et trente ans).

Pièce désinvolte d'apparence. Clowns, calembours et stupides, absurdités énormes. L'action est en Italie, et il faut prendre le bateau, voyager par mer, pour aller de Milan à Vérone. Sur cette mer, autour de Padoue, des lions africains se promènent. Tout à l'aventure.

Le même « non-sens » affecte les personnages. Ils sont si nombreux, contradictoires, que le fil de l'intrigue se casse. Que les caractères s'atomisent. Le seul point fixe de la pièce est un chien léopard, nommé, appelé « Corral ». Un « scénariste torpide », comme disent les psychiatres russes. Un champion.

Comédie vraiment curieuse, qui mériterait d'être sondée par un Chéreau, un Mesguich, lesquels prendraient de front les « impossibilités » du texte, leur chercheraient des rudiments, des projets.

L'adaptation que propose aujourd'hui Mario Franceschi au théâtre du Lucernaire est, au contraire, une œuvre difficile et riche. Mario Franceschi retient un canevas simple, prétexte à plaisanteries.

La mise en scène est extérieure. Le mouvement, machinal. La dic-

Cinéma

« LES NAUFRAGÉS DU 747 »

de Jerry Jameson

Une de plus ! La catastrophe, cette fois, est aérienne et aquatique. Après avoir neutralisé le commandant de bord et les passagers, des gangsters prennent possession d'un 747, dont ils veulent dérober la précieuse cargaison. Cela se passe au-dessus du triangle des Bermudes, lieu maléfique par excellence. Le copilote, qui est complice des gangsters, comment une fausse manœuvre et l'appareil s'engloutit dans les flots. La Navy est mise en état d'alerte. Arrivera-t-elle à temps pour sauver d'une mort atroce les naufragés du Jumbo ?

À ce suspense, la mise en scène de Jerry Jameson n'ajoute pas grand-chose. Nous avons droit aux ingrédients « psychologiques » habituels. Un ménage se disloque, un couple se reforme, des tourterelles roucouillent, le commandant de bord est très épris de l'hôtesse. On s'intéresse aux évolutions des plongeurs quand ils s'affairent autour de l'épave pour accrocher les poches d'air qui permettront de la renflouer. On sursaute lorsque des trombes d'eau envahissent la scène. On admire la technique et l'efficacité des marins américains. Mais nous sommes loin de retrouver l'excitation ou l'angoisse que provoquent les *Dents de la mer*, la *Tour infernale*, ou, dans un genre plus comparable, *Airport*.

Les interprètes sont, pour la plupart, de vieilles connaissances : Jack Lemmon, capitaine courageux assez instable ; Joseph Cotten et Olivia de Havilland, promis à des amours automnales ; Christopher Lee, pour une fois très sympathique ; James Stewart, toujours séduisant malgré son visage empâté et ses cheveux blancs, d'autres encore... Ils sont là, parce que la production avait besoin de V.I.P. Mais ils n'ont rien à faire, la seule vedette du film étant le grand oiseau de métal dont ils sont prisonniers.

JEAN DE BARONCELLI.

* Émission, Cluny-Ecoles (v.o.), Rex, Rotonda, Napoléon, Métrol, Convention, Saint-Charles, U.G.C., Gobelins (v.f.).

Festivals

Gustav Leonhardt, qui fut Bach en personne

Une nouvelle fois, le Festival estival fait grésiller, brasser, papiller et farfouiller les clavecins dans les églises de Paris pendant trois semaines, qui s'achèveront par le troisième concours international de clavecin, jugé par la plupart des solistes qu'on aura entendus d'ici là.

On avait dû fermer les portes pour le concert inaugural donné jeudi soir au temple des Billettes, même comme un petit théâtre classique avec ses larges loges superposées, par Gustav Leonhardt : aucune rareté il est vrai, car le maître hollandais ne se produisait en France. Mais il est bien connu par ses enregistrements et par une légende qui lui a valu d'être classé, avec Nikolaus Harnoncourt, à la tête des « nouveaux philosophes » de la musique ancienne, et même sans le vouloir à de vigoureuses querelles (1).

Celui qui fut, dans le film de Jean-Marie Straub, Jean-Sébastien Bach en personne, a gardé cet air austère, retiré du monde : visage de professeur, encore juvénile (il n'a que quarante-neuf ans), allongé et fin sous des cheveux un peu grisonnants. Il gagne sa place, les yeux absents des auditeurs qui l'émourent et dialoguent avec sa partition, son maître, sur ce clavecin tout neuf (un beau William Dowd 1777). La tête dodeline, prise au jeu, au rythme musical : les jambes croisées, le talon qui parfois enfonce une note sur le pédalier.

Imaginez, rappelle l'organiste : le corps semble ployer sous le poids des richesses et des déplorations, se libère tout à coup en traits fulgurants ou tressaillants.

S'il fut un temps où ses interprétations de Bach paraissaient d'une sévérité excessive avoisinant l'ennui, ce temps est bien passé. Non qu'il ait choisi de séduire avec ce programme de suites et de préludes et fugues. Mais la discipline rigoureuse du jeu s'est exhaussée d'une parfaite liberté d'expression. Ainsi, de la Fugue en la mineur (deuxième livre du Clavier bien tempéré) qui s'égare avec une totale lisibilité polyphonique, mais où chacune de ces notes à la fois joue son rôle « fonctionnel » et médite : l'ornie saut tout d'un coup, comme l'œil, d'un haut panorama, la composition du paysage et sa douceur, sa lumière et son sens.

Dans le prélude de la Suite

anglaise en mi mineur, Leonhardt déploie la plus grande étoile sous-jacente à cette écriture qui coule, vibre, s'échappe secrètement, avec une sorte d'élégance conquérante qui grave les motifs, déchaine des acclamations frémisantes sur cette basse opiniâtre. Dans la courante au contraire, il pique de jolis mordants comme des fleurs sur la robe d'une danseuse classique, et le *Passepied* de très légers rubans multicolores comme des jeunes filles moqueuses, avant que l'intensité des notes argentine d'un carillon d'amour.

Jaloux des grandes œuvres, Leonhardt n'a pas craint de s'approprier, en une *Partita* en sol mineur transcrite par lui, celle que Bach écrivit de très mineur pour le violon. La tonalité n'est pas moins grandiose et dramatique, et le clavecin rivalise aisément avec les quatre cordes, dont il n'est pas question pour autant de triompher à la façon de Busoni. Mais qui voudrait se priver de la royale *Chaconne* de Leonhardt, interprétation poignante jusqu'à ces conclusions en rébelles. Romantique, Gustav Leonhardt ?

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Ainsi a-t-il servi de tête de turc symbolique à un sexologue réputé, Gérard Zwanke, qui a écrit sa *rançon* contre les nouvelles modes et les vieux instruments dans un article de *Pariscope* intitulé délicatement « Leonhardt, y en a-t-il un ? » et a récidivé dans un livre *Le clavecin et le violon* à contre-bruit (qui est aussi un anti-Attali), amusant, injuste et irritant, mais qui l'on gâtera avec certaines remarques salutaires (Ed. Jean-Claude Lattès).

MORT DE LA CHANTEUSE ETHEL WATERS

La chanteuse noire américaine Ethel Waters est morte jeudi 1^{er} septembre à son domicile de Los Angeles. Elle était âgée de quatre-vingt ans.

(Christine de Saint Louis Blues et de Stormy Weather, la chanteuse Ethel Waters, originaire de Philadelphie, devait faire ses débuts à Broadway en 1924 avant de tourner au cinéma en 1929 dans une série de films : *New York Night*, *The Cotton Club*, *Pinky*).

Depuis 1957, Ethel Waters collaborait avec l'humoriste américain Billy Graham et chantait des gospel aux « spectacles »-prêches « de celui-ci ».

STUDIO CUJAS

à 14 h - 16 h 25 - 18 h 50
21 h 25

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES

de François Truffaut

20, RUE CUJAS 5^e - 033-89-22

SEUL A PARIS

LA CHINOISE

de JEAN-LUC GODARD

14 JUILLET / BASTILLE

QUINTETTE - 14-JUILLET BASTILLE
OLYMPIC ENTREPOT

PIERRE MONDY

DERNIÈRE SORTIE
AVANT ROISSY

un film de BERNARD PAUL

SEUL A PARIS
LE HOLLYWOOD BOULEVARD
et RENÉ CHATEAU

EN HOMMAGE AU « KING »

FESTIVAL
ELVIS PRESLEY

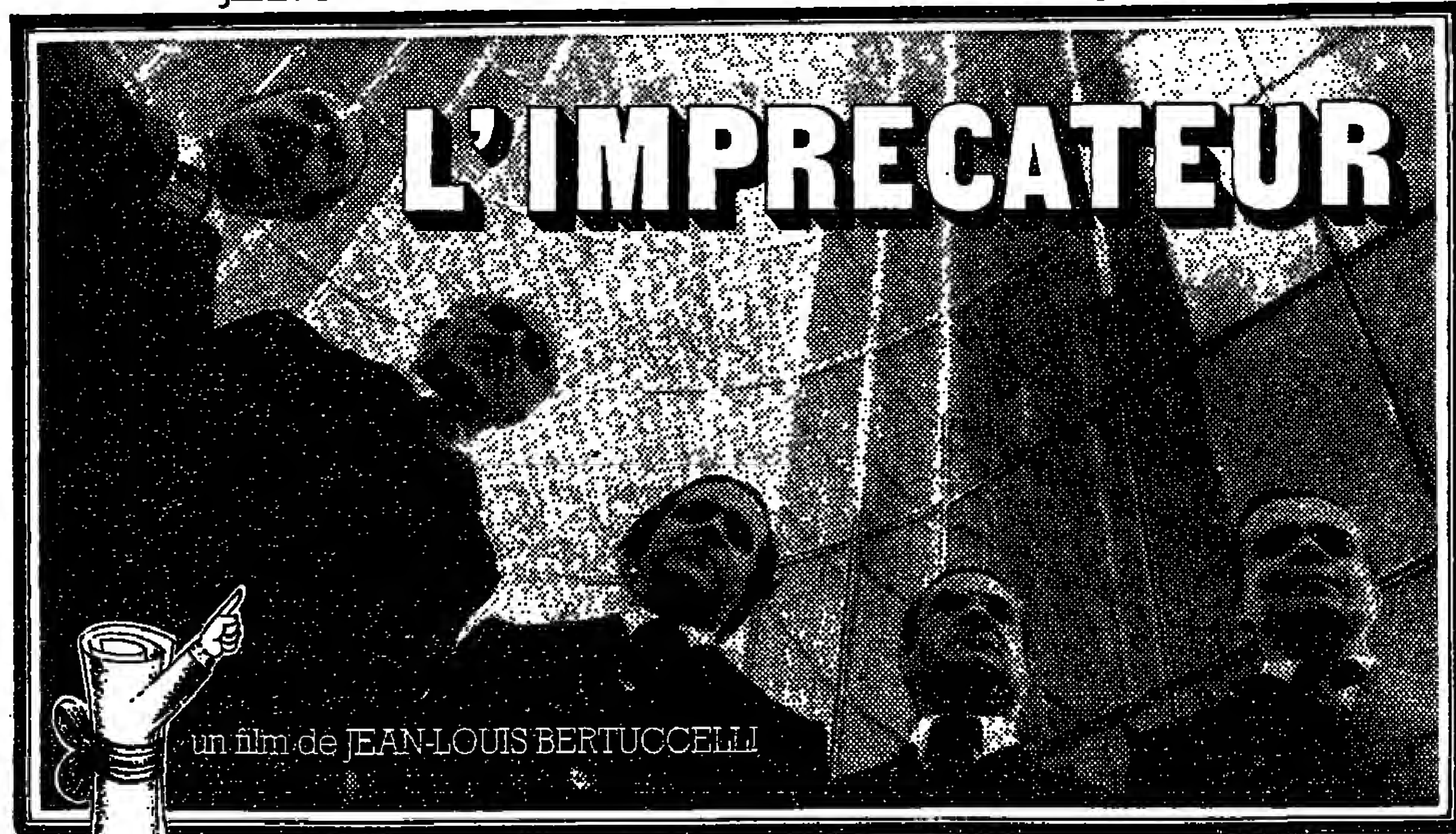


SALLE 1 « ELVIS SHOW »
SALLE 2 « APLEIN TUBE »
SALLE 3 « ELVIS ON TOUR »

MERCREDI 7 SEPTEMBRE, DANS 28 SALLES PARISIENNES

YVES GASSER et YVES PEYROT en association avec ARNON MILCHAN présentent

JEAN YANNE · MICHEL PICCOLI · JEAN-PIERRE MARIELLE
JEAN-CLAUDE BRIALY · MICHEL LONSDALE · MARLENE JOBERT



un film de JEAN-LOUIS BERTUCCELLI

avec ROBERT WEBBER · CHARLES CIOFFI · NOËLLE ADAM · ANTON DIERFFING · CHRISTINE PASCAL
Adaptation et scénario : RENÉ-VICTOR PILHES · Scénario : RENÉ-VICTOR PILHES · Musique : JEAN-LOUIS BERTUCCELLI
Dialogues : RENÉ-VICTOR PILHES · Montage : ANDRÉAS WINDING · Montage : RICHARD RODNEY BENNETT · Édition : GEORGES BACH · PEMA MUSIC
Une production : ACTION FILMS S.A. (Paris) · CYTEL FILMS S.A. (Genève) · Distribution : PARAFRANCE

هكذا في الاجل

MARIGNAN PATHE • GAUMONT RICHELIEU • MONTMARNASSE PATHE
CINCY PATHE • GAUMONT SUD • CAMBRONNE PATHE
GAUMONT GAMBETTA • LA ROYALE

EVERY Gaumont • CHAMPIGNY Multiciné • ULIS 2 Orsay
PARLY 2 • SARCELLES Les Filiales • ENGHEN Le François
ASNIERES Tricycle • BELLE EPINE Pathe

WALT DISNEY
PRODUCTIONS
DONALD DINGO
AU
FAR WEST
TECHNICOLOR

GAUMONT COLISÉE - A.B.C. - OLYMPIC ENTREPO
HAUTEFEUILLE - ATHENA - STUDIO RASPAIL
PARIS-NORD Aulnay-sous-Bois

Ce film est d'une authenticité absolue!
(ANDRÉ CASTELLOTT)

SWASTIKA
LA CROIX GAMMEE
ADOLF HITLER EVA BRAUN

HERMANN GÖRING • JOSEF GOEBBELS • HEINRICH HIMMLER
RUDOLF HESS • MARTIN BORMANN • ALBERT SPEER • JOACHIM VON RIBBENTROP

Des aspects inattendus sur la carrière de Hitler

PUBLICIS MATIGNON vo - DANTON vo - GEORGE V - PARAMOUNT OPÉRA - OMNIA - PARAMOUNT MONTMARNASSE
PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - CONVENTION SAINT-CHARLES - U.G.C. GARE DE LYON - 3 SECRÉTAIN
LES IMAGES - PARAMOUNT GALAXIE - CYRANO Versailles - ARGENTEUIL - MONTREUIL - ROSNY - CARREFOUR Panfil
ORLY - NOGENT - ORSAY - SARCELLES - VILLENEUVE-ST-GEORGES - VILLAGE Neuilly - POISSY - LA VARENNE - BUXY Boussy-St-Antoine

CHARLES BRONSON
LE BISON BLANC
"est un des
grands western"

ERIC LE GUERRE - LE PARISIEN LIBÉRÉ

CHARLES BRONSON • LE BISON BLANC • JACK WARDEN
WILL SAMSON • ANNE • JACQUES • JACQUES • JACQUES

**Anne, l'héroïne
du nouveau film de Bertrand Tavernier
"Des enfants gâtés"**

Anne commence tout juste à user de ses privilèges
d'adulte. Elle sort de l'adolescence... Elle en a gardé
le goût de l'absolu et le refus de composer.
Si elle est exemplaire, c'est dans sa tentative de ne pas
capituler trop vite...
Elle veut décider librement de ses actes, de ses opinions,
faire l'amour avec qui elle veut.
Mais elle découvre que cette liberté, cette indépendance
après laquelle courent tous les adolescents, n'est
pas si douce à vivre chaque jour.

vue par Christine Pascal

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales
Châtelet, 20 h. 30 : Voie.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Les Parents
variables.
Athalie, 21 h. : Le Faiseur.
Athénée, 21 h. : Squa.
Clotilde des Billettes, 21 h. 45 : le
Maître de Sédugo.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Papele.
Fontaine, 21 h. : Irma la douce.
Ghettos, 20 h. 45 : la Cantatrice
chaue; la Lagon.

THÉÂTRE OBLIQUE

76, Rue de la Roquette (11^e)
métro Bastille et Voltaire 355.02.94

Jusqu'au 24 septembre

PETITE SALLE 18 h 30

relâche dimanche

LES GROS CHIENS de CHAVAL

par le THEATRE HYPOCRITE
de BRUXELLES

Tous les soirs à 18 h. 30.
Relâche dimanche.
Places : 40 F. Etudiants et moins
de 25 ans : 20. Collectif : 15 F.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 2 septembre

Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge,
20 h. 30 : Les Deux Gentilshommes
de Vérone; 22 h. : la Mousquetaire.
Théâtre noir, 20 h. 30 : Molly
Bloom; 22 h. 30 : C'est pas de
l'amour, c'est de l'orag.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Montparnasse, 21 h. : Même heure,
l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 45 : Erotisme.
Neuveville, 20 h. 45 : Divorce à la
française.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : Les Gros
chiens.
Théâtre Présent, 20 h. 45 : La Ser-
pente; la Volx.

Festival estival

Eglise Saint-Germain-des-Près,
20 h. 30 : A. Hureau, orgue (Franck,
Dupré, Messiaen).

Les cafés-théâtres

Au Bec Fin, 20 h. 45 : Chris et
Laure; 22 h. : On a le visage de
ses aïeux; 23 h. : C'est pas tou-
jours facile.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : la Déma-
nquée; 21 h. 45 : Au niveau du
chien.
Café d'Edgar, 1. 20 h. 15 : Tango;
21 h. 45 : Popsick; 22 h. : J.M.
Tribault; 23 h. 45 : la My-
rière de la petite marche; 23 h. 30 :
Deux Suisses au-dessus de tout
soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Amalgam;
23 h. : Tendresse.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'im-
promptu du Palais-Royal; 23 h. :
les Frères ennemis.
Cours des Miracles, 20 h. 30 :
Marianne Serpent; 21 h. 45 :
Arnaque 77; 23 h. : Vive la
culture.
Le Faur, 18 h. 30 : Béatrice Arnaq;
20 h. 45 : le Président.

La Mama du Marais, 20 h. 30 : Que
n'est-ce que l'eau; 21 h. 30 : Les 3...;
22 h. 30 : la Poudre maudite.
Le Petit Casio, 21 h. 15 : Cami;
22 h. 30 : J.-C. Montella.
Le Théâtre, 20 h. 30 : Un ouvrage de
dames; 22 h. : la Nuit de noces
de Cendrillon.
Quatre Cent Coups, 22 h. 30 :
l'Amour en visite.

cinémas

(*) Films interdits aux moins de
trois ans.
(**) Films interdits aux moins de
dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT, 15 h. : la Mère de
V. Poudovkine; l'Assommoir, d'A. Dov-
jenko; 18 h. 30 : le Vent de V.
Siodmak; 20 h. 30 : Vire au vie, de
J.-L. Godard; 22 h. 30 : Mouchette,
de R. Bresson.

Centre Georges-Pompidou

15 h. en liaison avec l'exposition
Cine Oubain; Birth of the
Flag; The Great Ice-Cream Bob-
bery; Jajun, Dallas 1962; 18 h. :
Cassidy; de R. Baille; Antici-
pation of the Night, de S. Brakhage;
Knockout, de G. Kuchar; Early
Abstractism, de E. Smith.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pegase, 7^e (705-
12-15).
ALICE DANS LES VILLES (ALL).
v.f. : La Marais, 14^e (770-
47-85), 14-Juillet-Paradise, 6^e (228-
88-00).
ASTÉRIX ET CÉLOPATRE (Fr.) :
Maxville, 9^e (770-72-88), Calypso
17^e (764-10-80).
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Le
Paris, 8^e (260-63-98); v.f. : U.G.C.
Opéra, 8^e (261-50-32), Bienville-
Montparnasse, 14^e (244-56-02).
LE BISON BLANC (A. v.o.) : U.G.C.
Danton, 6^e (228-42-82), Publicis-
Matignon, 8^e (233-51-07); v.f. :
Omnia, 8^e (223-59-30), George V, 8^e
(223-41-48), Paramount-Opéra, 8^e
(070-57-97), U.G.C.-Gare de Lyon,
12^e (243-01-80), Paramount-Galaxie,
13^e (580-18-03), Paramount-Mont-
parnasse, 14^e (228-22-17), Para-
mount-Orléans, 14^e (240-43-21),
Convention-Saint-Charles, 15^e (272-
33-00), Paramount-Maillo, 17^e
(728-24-24), Les Images, 18^e (222-
47-04), Secrétan, 19^e (208-71-33).
BLACK SUNDAY (A. v.o.) (*) :
Clichy-Patbé, 18^e (222-07-70), Ma-
gnan, 8^e (235-92-83); v.f. : Richelieu,
8^e (233-54-70), Montparnasse-
14^e (244-14-27), Bièvre, 12^e (243-
07-48), Gaumont-Sud, 14^e (231-
31-18), Clichy-Patbé, 18^e (222-
07-41).
CAR WASH (A. v.o.) : Luxembourg,
8^e (233-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8^e
(223-47-10).
CASANOVA DE FELLINI (It. v.o.)
(*) : Studio de la Harpe, 5^e (033-
14-80).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR
(Fr.) : U.G.C.-Odéon, 8^e (235-
71-09), Normandie, 8^e (358-54-01),
Carné, 8^e (770-20-89), Miramar, 14^e
(228-41-02), Mistral, 14^e (238-52-43),
Midi-Capucine, 14^e (238-50-44).
LA COMMUNION SOLENNELLE
(Fr.) : U.G.C.-Odéon, 8^e (232-
71-09).
LE CONTINENT OUBLIÉ (A. v.o.) :
Ermitage, 8^e (235-12-71); v.f. :
Ermitage, 8^e (235-12-71), Bréville,
8^e (222-57-07), U.G.C.-Gare de Lyon,
12^e (243-01-80), U.G.C.-Globe, 13^e
(231-36-19), Mar, 14^e (238-50-43),
Muret, 18^e (228-90-75), Secrétan, 19^e
(208-71-33).
LA DENTILLIERE (Fr.) : Studio de
la Contrebas, 8^e (223-12-71),
14-Juillet-Paradise, 6^e (228-88-00),
Normandie, 8^e (358-54-01), Gau-
mont-Madeleine, 8^e (070-57-97).
LE DERNIER DES GRANTS (A.
v.o.) : Gaumont-Sud, 14^e (233-51-07),
Faubourg, 8^e (232-12-04); v.f. :
Impérial, 8^e (742-12-32), Jean-Re-
nou, 8^e (232-12-32).
LE DERNIER NARAB (A. v.o.) :
U.G.C.-Marbeuf, 8^e (223-47-10).
DERNIERS SOIRES AVANT D'ESTER
(Fr.) : Quinette, 8^e (232-52-40),
14-Juillet-Paradise, 6^e (228-88-00),
Olympie-Entrée, 14^e (238-50-43),
DESSOU OUZALA (Sov.) : Arlequin,
8^e (248-22-22).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) :
Bastille, 8^e (233-20-28), Colisée,
8^e (232-20-28).
DONA VLO ET SES DEUX MARIS
(Sv. v.o.) (**): Saint-Germain-
l'Hôtel, 8^e (233-57-39), Montpar-
nasse-Patbé, 14^e (244-14-27), Ely-
sée-Lincoln, 8^e (233-56-14), Olym-
pie-Entrée, 14^e (238-50-43); v.f. :
François, 8^e (770-20-89).
DONALD ET DINGO AU FAR-WEST
(A. v.f.) : Richelieu, 8^e (233-54-70),
14-Juillet-Paradise, 6^e (228-88-00), Ma-
gnan, 8^e (235-92-83), Montpar-
nasse-Patbé, 14^e (244-14-27), Cam-
bronne, 19^e (724-45-30), Clichy-
Patbé, 18^e (222-07-41), Gaumont-
Elisa, 14^e (244-14-27).
ELISA VIDA MIA (Esp. v.o.) : Hau-
tefeuille, 8^e (233-70-38), Elysée-
Lincoln, 8^e (233-56-14).
EN ROUTE POUR LA CLOIRE (A.
v.o.) : Studio Alpha, 5^e (033-14-80).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp. v.o.) :
Le Marais, 14^e (770-47-85).
L'HOMME PRESSE (Fr.) : Quinette,
8^e (232-52-40), Colisée, 8^e (232-
20-28), France, 8^e (232-20-28), Na-
tions, 17^e (243-04-70), Pantheon, 13^e
(231-36-88), Montparnasse-Patbé,
14^e (228-63-12), Gaumont-Convén-
tion, 15^e (228-42-82), Wepler, 19^e
(237-50-70).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEM-
MES (Fr.) : Studio Cujas, 5^e (033-
14-80); U.G.C.-Marbeuf, 8^e (223-
47-10); Daumesnil, 13^e (242-52-77);
Bienville-Montparnasse, 15^e (244-
56-02).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS
(A. v.o.) : Lucernaire, 8^e (244-
56-02); U.G.C.-Marbeuf, 8^e (223-
47-10).
L'ILE DU DOCTEUR MORREAU (A.
v.f.) (*) : Grand Pavois, 15^e (531-
1-38).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHIE (Ca-
lada) : U.G.C.-Opéra, 8^e (231-
50-32); La Cier, 8^e (237-90-00);
Bonaparte, 8^e (228-12-12); Lucer-
naire, 8^e (244-56-02); Biarritz, 8^e
(228-42-82).

Tout-à-la-fois, 20 h. 15 : La muse
guelle; 21 h. 15 : N'oubliez pas que
tu m'aimes; 22 h. 15 : Je vote pour
moi.
La Vieille Grille, 1. 20 h. 30 : Roche-
man Chaud; 22 h. : De l'autre côté
de la vie; 23 h. : les Amus-
Gueules; 24 h. : M. Baumont
et A. Giroux.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : H.
Cor. Fille à ses (Fauré, Britten,
Ibert, Roussel, Bourdin).
Cloître des Billettes, 20 h. : sonates
et cantates de La Barre, Carlsdini,
Schütz, Vivaldi, Frescobaldi.

Jazz, pop et rock

Théâtre Mouffetard, 22 h. 45 : Com-
pagnie Bernard Lubat.

Les chansonniers

Careau de la République, 21 h. :
Plan, raté plan... et re plan plan.
Deux-ans, 21 h. : Marianna de
vois-tu rien venir ?

JAMBON D'ARDEENNE (Fr.) : Gau-
mont-Opéra, 8^e (070-55-48).
MADAME CLAUDE (Fr.) (*) : Mari-
gnan, 8^e (250-92-82); Massville,
9^e (770-72-88).
LE MAESTRO (Fr.) : Paris, 8^e (232-
53-92); Gaumont-Madeleine, 8^e
(070-55-48); Gaumont-Sud, 14^e
(231-51-16).
LE MESSENGER (A. version arabe) :
Clichy-Patbé, 18^e (222-07-41).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Saint-
Germain-Studio, 8^e (033-14-80);
Montparnasse-14^e (244-14-27);
Concorde, 8^e (238-92-84); Lumière,
9^e (770-84-64); Nations, 13^e (243-
04-67); Faubourg, 15^e (231-56-80);
Gaumont-Convention, 15^e (228-
42-21); Mayfair, 16^e (225-27-06);
Clichy-Patbé, 18^e (222-07-41).

CALYPSO VO - GIT LE CŒUR VO
CAMBRONNEVO - ENTREPOVO

"... Une totale
réussite, un film
admirable..."
J. BORY
(Le Nouvel Observateur)
1969

"... Une quête
tragique du
bonheur... pas près
de vieillir..."
M. GRISOLIA
(Le Nouvel Observateur)
1977

MORE est un
poème... un hymne
superbe...
Gilles JACOB
(Les Nouvelles Littéraires)
1969

"... Splendide
poétique..."
Guy BRAUCOURT
(Les Nouvelles Littéraires)
1977

"... Une réussite
majeure, une œuvre
grave..."
Albert CERVONI (France Nouvelle)
1969

"... Un très beau
film important, et
qui n'a pas pris une
ride..."
Albert CERVONI (France Nouvelle)
1977

"... Course au soleil
et descente aux
enfers, MORE
exprime en images
superbes le vertige
d'une génération..."
Michel FLACON
(Le Point)
1977

more
film de
Barbet SCHROEDER
avec
MURRAY FARMER
INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

SPECTACLES

U.G.C. BIARRITZ - BONAPARTE - U.G.C. OPÉRA
CLEF CENSIER - LUCERNAIRE MONTPARNASSE

PUBLIC ET CRITIQUES ENFIN D'ACCORD

<p>"...Un film d'une grande beauté que vous irez voir..." PIERRE BOUTELLIER</p> <p>"...Une émotion contenue et continue..." LE NOUVEL OBSERVATEUR</p> <p>"...Chant d'amour à la femme..." PARISCOP</p>	<p>"... Chronique malicieuse d'un couple..." L'EXPRESS</p> <p>"...Un film qui mérite d'être vu..." LE FIGARO</p>
--	--

J.A. MARTIN
PHOTOGRAPHER

Un film de Jean Beaudin
avec Monique Mercure et Marcel Sabourin

PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE CANNES 77
GRAND PRIX DES LECTEURS DE "ELLE"

OMAR GATILLO (Ale. vo.) : Studio
F&S, 15^e (523-55-77) ;
LE PETIT CHOCOLAT (It. v.o.) :
Lombard, 60 (533-87-77) ;
LE FASSE SIMPLE (Fr.) : Richelieu,
9 (523-55-77) ;
LE FASSE COMPLET (Fr.) : Richelieu,
9 (523-55-77) ; Colisée, 9
(523-23-46) ; Franco-Elysées, 83
(723-71-11) ; Saint-Lazare-Paquier,
9 (537-35-33) ; Reldar, 17 (770-
23-14) ;
(537-30-14) : Montparnasse-Fathé,
14^e (523-65-13) ; Gaumont-Sud, 14
(331-51-18) ; Cambronne, 15^e 1794-
R, 15 (523-65-13) ;
Cluchy-Fathé, 15^e (522-57-31) ; Gaumont-
Cambronne, 15^e (797-02-74) ;
LA PETITE VILLE AU BOUT DU
CARRÉ (Fr.) : Grand-
Carré, 15^e (531-41-38) ;

Les films nouveaux

[illegible]

UNE ETOLLE EST NEE, film américain de Frank Pierson. V.o. : U.G.C.-Danton. 9 (328-43-70).
 UN CHAT EN CHAÎNE, V.F. (225-77-00). V.F. 9
 L'OPERA 9 (251-50-32). Rez. 24
 UN CHAT EN CHAÎNE, V.F. (225-77-00). U.G.C.-Gare de Lyon, 12* (342-43-50). U.G.C.-Gobelins, 13* (343-06-19). Mistral, 14* (537-52-01).
 55 REPRESSAILLES, film italien de G.F. Comenator. (X). V.o. : U.G.C.-Gare de Lyon, 12* (342-43-50). V.F. : Capri, 9 (508-11-34). Paramount, 9 (970-34-57).
 UN CHAT EN CHAÎNE, V.F. (225-77-00). U.G.C.-Gare de Lyon, 12* (342-43-50). U.G.C.-Gobelins, 13* (331-06-19). Mistral, 14* (338-42-34). Murat, 16* (338-42-34). Sacréant, 18* (207-17-33).
 LES NAUFRAGES DU 747, film américain de James Cameron. V.o. : U.G.C.-Gare de Lyon, 12* (342-43-50). V.F. : Capri, 9 (508-11-34). U.G.C.-Gobelins, 13* (331-06-19). Mistral, 14* (338-42-34). Murat, 16* (338-42-34). Sacréant, 18* (207-17-33).
 LES NAUFRAGES DU 747, film américain de James Cameron. V.o. : U.G.C.-Gare de Lyon, 12* (342-43-50). V.F. : Capri, 9 (508-11-34). U.G.C.-Gobelins, 13* (331-06-19). Mistral, 14* (338-42-34). Murat, 16* (338-42-34). Sacréant, 18* (207-17-33).
 L'ACCELERATION FUNK, film américain de Robert Klammann. V.o. : Vidéo-Store, 9 (325-30-34).

PLUS CA VA. MOINS CA VA. (Fr.):
P'ramont-Mariavaz 2° (742-82-
90) ; Bourdieu, 5° (233-48-25) ;
P'ramont-Saint-Germain 14° (323-
72-80) ;
(333-48-34) ; P'ubliez-Champs-
saint-André 1° (333-48-34) ; P'ramont-
des, 9° (770-40-14) ; P'ramont-
Bastille, 15° (333-79-17) ; P'ara-
mont-Mariavaz 1° (333-48-34) ;
P'ramont-Galaix, 13° (330-18-02) ;
P'ramont-Montperrasse, 14° (323-
20-17) P'ramont-Orléans,
1° (333-48-34) ; P'ramont-Saint-
Charles, 15° (578-33-30) ; Passy, 15°
(328-62-34) ; P'ramont-Maillet,
1° (333-48-34) ; P'ramont-Mont-
martre 15° (600-34-23).

PROVIDENCE (Fr.) : a.s.g. : U.G.C.

ROOTS ROCK REGGATE (Ang. v.)
v.f. : Studio Saint-Severin, 5°

LA QUESTION (Fr.) : (*) : les Tem-
plaires, 17° (742-84-58).

ROOTS ROCK REGGATE (Ang. v.)
v.f. : Studio Saint-Severin, 5° (233-
48-34).

SALO (Fr. v.o.) : (*) : Vendome, 2°
(27-07-52) ; Kyx, 5° (333-29-40).

LA THEORIE DES DROITS (Fr.) :
v.f. : P'ramont-Mariavaz 2° (742-
82-90) ;
v.f. : Richelieu, 1° (333-56-70) ;
Montperrasse-53, 6° (333-14-77).

LA THEORIE DES DROITS (Fr.) :
v.f. : Biarritz, 5° (732-89-23) ; v.f. :
Biarritz, 5° (732-89-23) ;
THEORIE DES DROITS (Fr.) :
v.f. : P'ramont-Mariavaz 2° (742-
82-90) ;
v.f. : P'ramont-Mariavaz 2° (742-82-90) ; P'ramont-
Moulin, 1° (333-48-34) ;
Moulin, Montperrasse, 14° (323-
20-17) ; P'ramont-Maillet, 17°

LEOIS FEMMES (A.s.g.) : P.L.M.
Saint-Jacques, 14° (330-86-42) ;
P'ramont-Mariavaz 2° (742-82-90) ;
Cluay-Classe, 5° (203-07-76) ;
Ambassade, 8° (333-19-08) ; v.f. : Ber-
narde, 1° (333-48-34) ;
(333-56-70) ; Faveuix, 13° (331-36-
86) ; Montperrasse-P'athé, 14°

15° (828-42-27) : Victor-Hugo, 16°
(727-49-75) : Wepler, 18° (387-30-
70) : Gaumont-Gambetta, 20° (797-
03-74).

UN TAXI MAUVE (Fr.), Paramount-
Odéon, 8° (325-59-83) ; Publicis-
Champs - Elysées, 8° (720-76-23) ;
Paramount-Opéra, 9° (073-24-37) ;
Paramount-Montparnasse, 14° (326-
22-17) ; Paramount-Mallot, 17°
(758-24-24).

Les grandes reprises

[illegible]

Les festivals

CLASSIQUES DU FILM NOIR (v.o.) :
Action La Fayette, s° (878-50-00) : les Sept Voleurs.
H. BORGARDT (v.o.) : Action La Fayette, s° (878-50-00) : la Femme à quatre bras.
W. A. BRIDGES (v.o.) : Studio Logos, s° (83-06-24) : Sannas.
STUDIO 23, 18 (904-36-07) (v.o.) :
L'Homme qui tue l'homme.
COMEDIES MUSICALES AMÉRICAINES (v.o.) : Mac-Mahon, 17 (338-46-00) : Les Femmes de l'Hôtel.
PANORAMA DU CINEMA FRANÇAIS : La Pagode, 7° (703-12-15) : L'Amant du Capitaine.
L. BERGMAN (v.o.) : Le Jardin, 5° (43-34-71) : Persona.
BONNOMAGGI : A. Giolla, JACKSON (80-04-04) : En alternance : Himdada, Touché et Class, Un homme d'affaires.
EROTISME ART ET ESSAI (v.o.) : le Seins, 5° (Sile), 14 : Johans ; 15 b 30 : Sweet Movie, 17 h 15 : Dehora, dedans ; 18 le Jeu avec le feu, 11 h, 14 h 30, 15 h 45 : le Regard.
F. FERRARI (v.o.) : le Seins, 5° (325-95-09) : 22 h : Solarte ; 22 h 30 : P. P. POLINO (v.o.) : Studio des Ascasia, 17° (754-97-18) : 14 h : le Centre ; 22 h : Contre ; 22 h 30 : Catenerio ; 20 b : Satyricon ; 22 h : les Mille et Une Nuits.
M. G. MARSHALL (v.o.) : 22 h 30 : (212-68-94) : la Dernière Femme, L'AMÉRIQUE DES SANS ILLUSION (v.o.) : 22 h 30 : (754-97-18) : Reflets dans un œil d'or.

MARK BROTHERS (v.o.) : Grand
Augustins, 6° (533-22-13) : Animaux
Crackés.

CHATELET - VICTORIA, 1er (508
94-14). — 1 11 h. 50 (sf D.)
la Grande Bouffe ; 14 h. : les Val
seuses ; 19 h. 10 : Vol au-dessus
d'un nid de coucou ; 18 h. 20
l'Espouvantail ; 20 h. 30 : Dersou
Quzala ; 23 h. : Love 'y et S.,

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) :
Lumbourg, 6° (833-977-17) à 10 h.
12 h. et 24 h.

ANGLAIS (G.S.B. (Sov. v.o.) : Le
Seine, 5° (325-95-99) ; 15 h. 10 h.

BEN ET BENOICET (Fr.) : Olympia
14° (14-18) ; 15 h. et 24 h.

LE DERNIER TANGO A PARIS (It.
v.o.) (Fr.) : Académie, 7° (754-47-93)
12 h. et 24 h.

HESTER STREET (A. v.o.) : Olym-
pic, 14° (14-18) ; (sf. S. et D.)
12 h. et 24 h.

JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Luccer-
na, 14° (14-18) ; (sf. S. et D.)
12 h. et 24 h.

NEWS FROM HOME (Fr.) : Olym-
pic, 14° (14-18) ; (sf. S. et D.)
12 h. et 24 h.

MORT A VENISE (It. v.o.) : Luccer-
na, 14° (14-18) ; (sf. S. et D.)
12 h. et 24 h.

PHOTOGRAPH OF THE PARADISE (A.
v.o.) : Lumbourg, 6° ; 10 h.

PIERROT LE YOU (Fr.) : Salut-Ar-
dres-Arta, 6° (325-48-18) ; 12 h.

LA SALAMANDRE (Suls.) : Salut-
Ardes-Arta, 6° ; 12 h. et 24 h.

ENTRÉE (Fr.) : Académie, 7° (754-
47-93) ; 12 h. et 24 h.

ENTRÉE, 14° ; 15 h. et (sf. S. et D.)

U.G.C. BIARRITZ - ERMITAGE - REX - U.G.C. OPÉRA - U.G.C. ODÉON - LE BRETAGNE - MISTRAL
U.G.C. GOBELINS - 3 MURATS - 3 SECRÉTANS - U.G.C. GARE DE LYON
Cyrano Versailles - Meliès Montreuil - Gamma Argenteuil - Artel Rosny - Velizy 2 Velizy
Carrefour Pantin - Artel Nogent - Artel Créteil - Flanades Sarcelles - C 2 L Saint-Germain

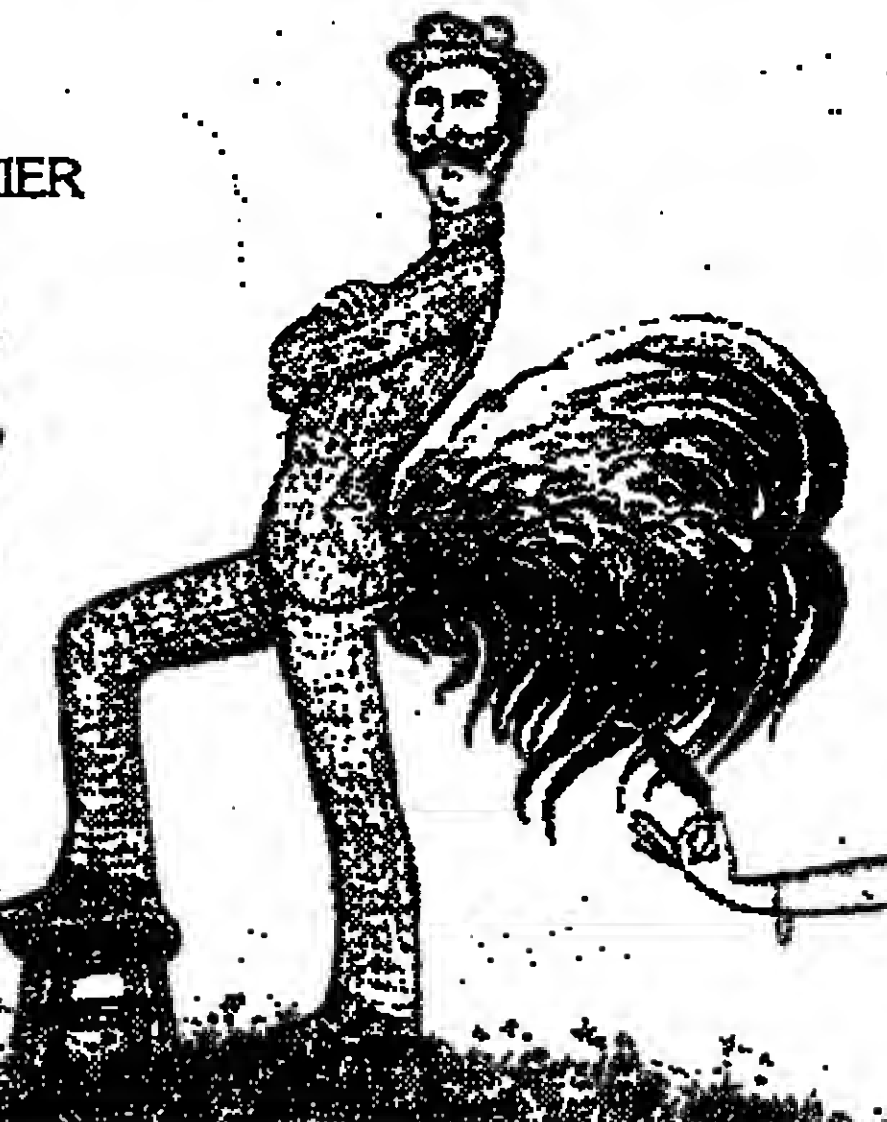
En retrouvant sa verve paillardes "des Galettes de Pont Aven" multipliée par cent Joël Seria précipite Jean-Pierre Marielle dans les bras de Sophie Daumier.

JEAN PIERRE MARIELLE

un film avec
en réaction par
JOËL SERIA

SOPHIE DAUM

...COMME
LA LUNE



MONTE-CARLO (v.o.) - QUINTETTE (v.o.) - 3 NATION - IMPÉRIAL PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER
MONTPARNAISE 83 - CONVENTION GAUMONT - CLICHY PATHÉ
FRANCAIS Enghien - TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - MULTICINÉ Chompigny

ALBERTO SORDI SUBLIME : François Forestier (L'Express)

CANNES 1977

UN BOURGEOIS TOUT PETIT PETIT

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

AMBASSADE GAUMONT - GLUNY PALACE

BERLITZ - RICHELIEU GAUMONT - WEPLER-PATHE - MONT-PARNASSE PATHE - GAUMONT CONVENTION - VICTOR-HUGO - GAUMONT GAMBETTA - FAUVETTE
PATHE Rolla-Rexia - JUILLET-CHATELAIN - GAUMONT-Bureau - TRUCKLE & Associates - RAIL-SOCIETE - L'ESPRESSO - CHATELAIN - CHATELAIN

... Une épopée cinématographique de très haute tenue

Joseph E. Levine *présente* **UN PONT TROP LOIN**

Joseph E. Levine presents
UN PONT TROP LOIN
A BRIDGE TOO FAR

Concessionnaire général de Carnegie-Roy	John Addison	William Goldman	Joseph E. Levine	Richard E. Levine	Richard A. Scarborough	Paravision	Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS	United Artists A Division of MGM-CA
Aux cinémas	AMBASSADE, WAPLES, Doux les autres salles.	BERLITZ, RICHELIEU	4 séances. Film à 14 h. - 16 h. 45 - 21 h. Le samedi 4 séances. toutes les salles.	14 h. 30 - 17 h. 45 - 21 h. Le samedi 4 séances. toutes les salles.				22 h. 20.

ÉQUIPEMENT

URBANISME

UN ARCHITECTE CATALAN AUX HALLES Rambuteau, studios, 2 p., vue s/jardin

Aux Halles, tout commence. On attend l'ouverture de la station du métro express avant la fin de l'année. Le chantier du centre commercial souterrain, qui fonctionnera un an plus tard, bat son plein. Autour du « trou » proprement dit, un autre chantier intrigué le passant : un énorme édifice de béton sans fenêtres (27 mètres de haut,

58 mètres de long rue de Turbigo) a fait son apparition pendant l'été dans le triangle formé par cette voie et les rues Pierre-Lescot et Rambuteau. Ce « blockhaus » abrite le centre de climatisation de tout l'ensemble souterrain. Il sera canalisé, rue de Turbigo, par une façade en trompe-l'œil s'inspirant des bâtiments voisins de la rue avec une toiture de style « haussmannien ».

Cet exercice de style a été confié à M. Marc Salzet, architecte en chef des monuments historiques et coordonnateur de l'aménagement du jardin et des édifices proches du « carreau ». Tandis que M. Henry Bernard est plus spécialement chargé du bâtiment qui sera (peut-être) édifié le long de la rue Pierre-Lescot — et dont on ne connaît toujours pas le futur utilisateur — c'est l'équipe de Ricardo Bofill, l'architecte catalan animateur du Taller de Arquitectura de Barcelone, qui a conçu les immeubles de logements rue Rambuteau, qui auront vue sur le jardin. Le permis de construire pour ces deux cent cinquante-huit logements a été demandé en juillet par la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.). La Ville détient dans cette société d'économie mixte 37,5 % du capital, le reste étant essentiellement partagé entre la Banque de Paris et des Pays-Bas (50 %) et la compagnie Le Hénin (12 %).

La trouille des Halles fonctionne bien. « Nous avons gardé l'esprit du projet du concours (de 1975), qui était de transformer les formes historiques du quartier en les faisant parler d'une autre façon. Toute la difficulté est de mener cette démarche tout en respectant les autres et de ne pas laisser les immeubles de logements conçus par le Taller pour les Halles perdre leur caractère familial aux Parisiens : hauteur maximale de 24 mètres, façade verticale jusqu'à 18,50 m (comme sur le boulevard de Sébastopol, par exemple) et toiture en pente, qui abrite deux niveaux habités. Les ouvertures sont en retrait dans la partie mansardée. » Nous avons vérifié les perspectives depuis le jardin et l'ensemble ne devrait pas dépasser les arbres », précise Ricardo Bofill. Les matériaux ? « L'emploi de la pierre est impossible, trop chère ; le béton, trop froid. » Le Taller propose l'emploi de la brique et de la céramique dans plusieurs tons d'ocre pour les parties proches de la verdure, et des couleurs plus classiques, côté rue de Turbigo. « Nous avons beaucoup travaillé les espaces extérieurs », explique Ricardo Bofill. Les façades des maisons sont comme les murs

TRANSPORTS

AIRBUS A MOSCOU

Négociations depuis octobre 1975...

A la suite de la récente déclaration de M. Marcelle Cavallé, secrétaire d'État aux transports sur le refus des autorités soviétiques d'admettre la mise en service de l'Airbus sur la ligne Paris-Moscou, on a pu croire que la représentation d'Air France dans la capitale soviétique qu'une nouvelle démarche sera entreprise quand les programmes de l'été 1978 seront mis au point. La mise en service des Airbus

d'Air France sur la ligne Paris-Moscou est sollicitée depuis près de deux ans, la première demande a été adressée aux autorités soviétiques en octobre 1975. Air France, qui est le seul constructeur européen à être autorisé à représenter l'Airbus dans la capitale soviétique, a été invité à divers motifs comme l'existence de locaux de l'aéroport de Moscou ou l'absence d'appareils soviétiques équivalents. C'est évidemment très pénalisant pour Air France, pour la construction aéronautique française, et notamment pour la SNIAS qui fabrique l'Airbus.

Le problème de l'Airbus à Moscou, a ajouté M. Cavallé, est analogue au problème de Concorde à New-York : le gouvernement français ne peut accepter une attitude discriminatoire la part d'un gouvernement étranger. Il faut donc prouver de façon définitive que l'Airbus pour Moscou n'est pas une affaire d'État. M. Cavallé a précisé que l'Airbus pour Moscou n'est pas une affaire d'État, mais une affaire commerciale. Il faut donc prouver de façon définitive que l'Airbus pour Moscou n'est pas une affaire d'État, mais une affaire commerciale.

ENVIRONNEMENT

A la conférence de Nairobi

LES ÉCOLOGISTES ÉLEVENT LA VOIX

Après les « règlements de compte » politiques des premiers jours entre les représentants des pays arabes et ceux d'Israël, mais aussi entre les délégations des pays en voie de développement et celles des États industrialisés (la conférence des Nations unies sur la désertification a pris son rythme de croisière), les commissions mettent au point le plan d'action qui doit être adopté le 9 septembre. Mais les contradictions qui ne manquent pas de surgir entre certains grands travaux préconisés pour lutter contre le désert et leurs conséquences écologiques à long terme ont été mises en évidence à la conférence de Nairobi. Une conférence de presse donnée par les Amis de la Terre.

Cette association critique la « légalité » avec laquelle a été entrepris l'annexion du canal de Suez. Il s'agit d'un ouvrage de 200 kilomètres de long, qui, dans le sud du Soudan, doit couper la boucle que fait le Nil Blanc dont les eaux se perdent dans un immense marécage. Les écologistes ne contestent pas l'utilité économique du projet, mais ils affirment : « On ne peut pas perdre tout à gagner en réalisant ce canal d'une façon salubre pour l'environnement. Souvenez-vous des graves problèmes écologiques qu'a connus l'Égypte après l'entrée en service du barrage d'Assouan. »

LES ASSISTANTS CONTRÔLEURS AÉRIENS BRITANNIQUES DÉCIDENT UNE GRÈVE TOTALE ET ILLIMITÉE

Londres (A.F.P., Reuters). — Les huit cent cinquante assistants contrôleurs aériens britanniques ont décidé, jeudi 1^{er} septembre, de déclencher une grève totale et illimitée pour protester contre la suspension de trois d'entre eux. L'administration de l'aviation civile avait lancé lundi un ultimatum aux grévistes, leur enjoignant de reprendre le travail dans des conditions normales. C'est-à-dire d'utiliser l'ordinateur géant de West-Drayton, faute de quoi ils seraient suspendus. Le syndicat des assistants avait aussitôt répliqué en annonçant une grève générale des que les premières suspensions seraient connues.

MICHELLE CHAMPENOIS.

(PUBLICITÉ)

MASS TRANSIT RAILWAY CORPORATION

HONG-KONG

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES DE TRAVAUX

Le gouvernement de Hong-Kong a approuvé le projet d'extension du chemin de fer Mass Transit Railway Corporation (M.T.R.C.) pour les travaux relatifs à cette extension sur la base d'un certain nombre de marchés séparés concernant le génie civil, ainsi que les installations électriques et mécaniques.

Les travaux de génie civil comprendront environ 7 km de voie souterraine en tunnels et 5 km de voie à niveau ou surélevée. Ils se situent à l'ouest de la gare de Kowloon, ainsi qu'un centre de maintenance sur le réseau aérien. Les travaux électriques et mécaniques comprendront la fourniture de 150 à 220 wagons de voyageurs ainsi que tous les équipements nécessaires : signalisation, communications, alimentation électrique, escaliers mécaniques, dispositifs automatiques de péage, climatisation des gares, etc.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

ELI-AQUITAINE PREND LE CONTRÔLE DE LA FIRME AMÉRICAINE M AND T CHEMICALS

Conformément aux termes d'une lettre d'intention signée en mars 1977, la société nationale ELI-Aquitaine (S.N.E.A.) vient d'acquiescer à la reprise de la production de la société chimique américaine M and T Chemicals, jusqu'alors détenue par American Can. Le groupe américain conservera cependant la division récupération des métaux de M and T. Selon un communiqué de la S.N.E.A., la partie de M and T Chemicals Inc. rachetée par ELI-Aquitaine a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 175 millions de dollars (825 millions de francs environ), dont 42 à l'exportation. Elle emploie neuf usines aux États-Unis et contrôle dix filiales à l'étranger. Elle emploie mille sept cents personnes.

LA POLOGNE VEND A LA TCHÉCOSLOVAQUIE UN CENTRAL TÉLÉPHONIQUE DE CONCEPTION FRANÇAISE

La société polonaise Teletra a vendu récemment un central téléphonique temporel « E 10 », d'une capacité de 8 000 numéros, à la Tchécoslovaquie. D'origine française, la filière technologique de ce matériel a été développée conjointement par le Centre national d'études des télécommunications (C.N.E.T.) et la société CIT-Alcatel. Ce central « E 10 » vendu à la Tchécoslovaquie sera fabriqué dans l'usine de Poznan, qui est entrée en service il y a un an. En 1972, la Pologne avait signé un contrat avec CIT-Alcatel aux termes duquel la société française s'engageait à livrer un central expérimental et divers équipements : à construire « clef en main » une usine de fabrication de centraux « E 10 » ; à céder la licence « E 10 » ; à assurer la liberté d'exportation de la production de l'usine, notamment vers les pays de l'Est.

CIT-Alcatel négocie depuis trois ans un accord similaire avec la Finlande. Au cas où l'accord serait signé, l'usine finlandaise de E 10 pourrait exporter librement, sans visa, le matériel technique, client privilégié de la Finlande.

De telles implantations d'usines sont indiscutablement favorables à l'exportation de E 10 par la France. Mais chez CIT-Alcatel on estime que c'est « la règle du jeu » et que le plus important est de faire pénétrer la technologie temporelle dans le maximum de pays.

Teppaz : vers un redémarrage de la société ?

De notre correspondant régional

Lyon. — « Teppaz vivra ! », proclament-ils et la depuis des mois des affichettes de la C.F.D.T. Un an après le dernier dépôt de bilan et le licenciement de cent vingt salariés qui avaient cru à la reprise de la production de la société de fabrication d'électrophones (Le Monde du 12 octobre 1976), les ateliers de l'usine de Craponne, près de Lyon, vont-ils reprendre leurs activités sous peu ? Une « table ronde » organisée jeudi 1^{er} septembre à la préfecture du Rhône entre des responsables des pouvoirs publics, des représentants du directeur régional de la Banque de France, — le président du tribunal de commerce de Lyon, des parlementaires — de la majorité et de l'opposition, — les candidats à la reprise de la société — le cabinet d'experts Trois A, à Paris, — et une délégation du personnel, permet très sérieusement d'envisager cette éventualité.

Pourquoi la première relance de l'entreprise, en décembre 1975, s'est-elle soldée, un an plus tard, par un échec ? « Plusieurs raisons », affirment les responsables de la C.F.D.T. qui s'opposent, en particulier, aux études de desing longues et coûteuses, pour des modèles d'électrophones sophistiqués qui ne répondaient pas au schéma du plan de relance. Malgré des commandes importantes, la production n'avait pu suivre. Le 8 octobre 1976, M. Jacques Patruille, épistémologue de la société, avait dû se résoudre à déposer le bilan de l'entreprise avec un déficit de 6 millions de francs. Mais, la liquidation de biens, prononcée quelques jours plus tard avait entraîné l'annonce, le 29 octobre, des cent vingt licenciements. Le 2 novembre, le conseil d'administration décidait d'occuper l'entreprise. Depuis dix mois, cette occupation n'a jamais cessé, de jour comme de nuit, et les salariés ont travaillé, en fait, sur les cent vingt licenciés, à des quatre-vingts inscrits au chômage, bénéficiant de 90 % de leur salaire.

C'est avec ce personnel qui n'a de cesse de réclamer la reprise de l'entreprise, que le conseil régional, d'autre part, P.D.J., pourrait être ultérieurement invité à prendre une participation dans l'entreprise par le biais d'une augmentation de capital de celle-ci.

A L'ÉTRANGER

MÉDIOCRITÉ DE LA CONJONCTURE EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Plusieurs indicateurs économiques publiés le 1^{er} septembre par le bureau fédéral d'Allemagne soulignent un certain marasme. L'indice des commandes à l'industrie, corrigé des variations saisonnières, a baissé de 2 % en juillet par rapport à juin. Cette baisse est due au recul des commandes en provenance de l'étranger. Par rapport à juillet 1976, les commandes étrangères ont diminué de 27,5 %. La production industrielle est cependant restée inchangée de juin à juillet ; le deuxième trimestre marque en fait une amélioration de 3 % par rapport au premier trimestre. L'utilisation des capacités de production a légèrement diminué entre janvier et juillet, revenant de 53,6 % à 51,7 %.

Tout cela a contribué à la montée du chômage en juin et juillet (sur rapport aux mêmes mois de l'année précédente). Les chiffres du mois d'août devraient être connus ce 2 septembre, mais le bureau fédéral de l'emploi a déjà annoncé qu'il s'attendait à voir la moyenne annuelle du chômage dépasser le million. — (A.F.P., Reuters.)

Le ministre marocain du commerce et de l'industrie s'est déclaré satisfait des entretiens qu'il a eus cette semaine à Paris avec M. Raymond Barre et à Bruxelles avec M. Henry Simonet, président du conseil des ministres de la C.E.E. à propos des mesures de limitation des importations textiles que le Maroc désire voir limitées. Le ministre marocain a précisé qu'il avait rencontré auprès de ses interlocuteurs « le désir sincère de ne pas porter préjudice à la coopération économique entre le Maroc et la Communauté européenne », et il s'est déclaré convaincu que des solutions seront trouvées aux mesures restrictives décidées par la C.E.E. — (A.F.P.)

FEU VERT POUR L'EXPLOITATION DU GAZ AUSTRALIEN

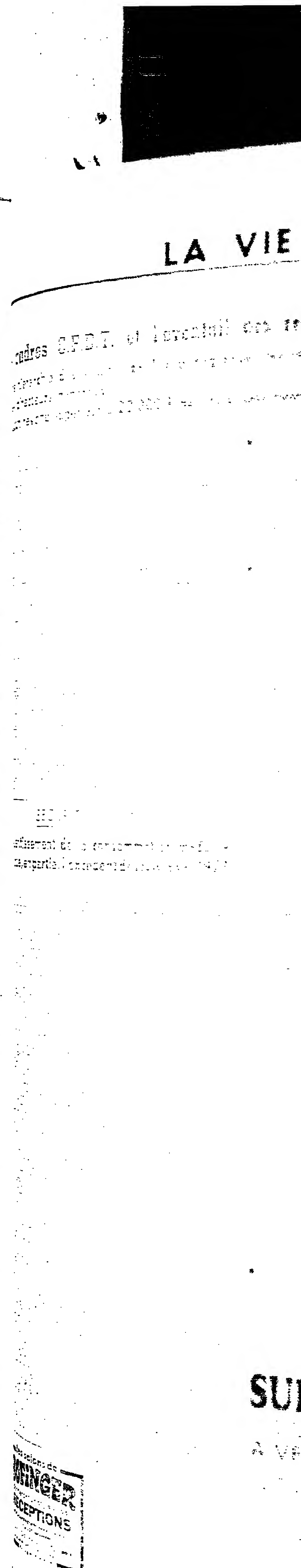
Le gouvernement australien vient de donner le feu vert à l'exploitation de nappes de gaz situées en mer, au nord-ouest du pays. Ce projet, évalué à 3 milliards de dollars australiens — un peu plus de 16 milliards de francs, — sera l'investissement le plus important jamais réalisé dans ce secteur.

C'est un consortium composé de Shell (19 %), B.P. et Gulf Oil (18 %), et de Woodside Petroleum Co., qui sera chargé de l'exploitation. La part de B.P. est à peu près la même que celle possédée par cette société dans l'oléoduc du trans-Alaska ou dans les investissements pour l'exploitation des gisements de mer du Nord. C'est dire l'importance de l'affaire.

Ce consortium pourra exporter jusqu'à 83 % des réserves actuelles situées dans trois nappes au large du cap Nord-Ouest : North Rankin, Goodwin et Angel. Le gouvernement conservateur reprend ainsi un projet laissé en souffrance par le gouvernement travailliste précédent, gêné par d'insolubles questions fiscales.

M. Paul Keating, un des porte-parole de l'opposition pour les problèmes d'énergie, a approuvé le projet dans son ensemble, mais exprimé des réserves quant à l'intérêt d'exporter à l'étranger de gaz. M. Douglas Anthony, ministre des ressources naturelles, a assuré que de telles exportations étaient parfaitement compatibles avec la satisfaction des besoins énergétiques essentiels de l'Australie jusqu'à la fin du siècle.

L'exploitation commencera par les gisements du North Rankin, au large de Dampier. Elle nécessitera la mise en place de deux plates-formes, d'un oléoduc terrestre et d'une flotte de tankers pour transporter le gaz jusqu'à Perth, à 1 400 kilomètres au sud. Le projet de construction d'un gazoduc traversant toute l'Australie, d'est en ouest, a été abandonné sous la pression du consortium.



LA VIE

SUIS

Tappaz : vers un redémarrage de la société

EMPLOI

Le Trésor public fait saisir des stocks de Montefibre

De notre correspondant

L'INDÉPENDANCE DE MANUFACTURE MENACÉE

affirme le P.S.

« L'indépendance de Manufacture est menacée », affirme M. René Maréchal, secrétaire fédéral du parti socialiste, à propos du plan de redressement de l'entreprise présenté le 31 août par les deux curateurs (le Monde du 2 septembre). Selon M. Maréchal, « le plan des curateurs n'est pas un plan de relance, mais un plan de mesures destinées à régler provisoirement la situation financière, notamment au détriment des salariés, par le nom- bre important de licenciements annoncés ; l'essentiel des problèmes de relance n'a pas été pris en charge sérieusement (...) ».

Jeu 1^{er} septembre, au cours d'une conférence de presse (le Monde du 2 septembre), l'inter- syndicale de Manufacture (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C.), après avoir indiqué que le plan de redressement comportait « un élément positif : la non-démantèlement de l'entreprise », mais que les curateurs « ne sont pas allés suffisamment loin pour qu'il soit satisfaisant pour l'ensemble du personnel », a déclaré que les licenciements prévus et souhaités que les négociations continuent.

DENRÉES

ALIMENTAIRES

LES PRIX DE GROS DU CAFÉ DEVONT BAISSE DE 10 %

Une baisse autoritaire de 10 % des prix du café sera imposée dès la semaine prochaine aux grossistes, a déclaré M. Bouillon, ministre délégué à l'économie et aux finances le 1^{er} septembre, dans une interview à France-Inter.

Cette mesure, qui sera annoncée dans le « Bulletin officiel des services » et des prix du lundi 7 septembre, devrait permettre, a-t-il indiqué, une baisse des prix à la consommation à la fin du mois de septembre. Les prix des corps gras et des pommes de terre devront également être diminués.

LA C.G.T. REFUSE TOUTE SUPPRESSION D'EMPLOI À LA SNIAS

La C.G.T. n'a pas l'intention de discuter de licenciements ou de suppressions d'emplois à la SNIAS maintenant qu'un certain nombre de décisions positives concernant l'aéronautique française ont été prises.

Cette position a été définie jeudi 1^{er} septembre par l'assemblée des délégués C.G.T. des usines de la SNIAS (Toulouse, Marignane, Bordeaux-Mérignac, Saint-Denis, etc.) réunis à Paris en prévision du comité central d'entreprise du 13 septembre.

Les délégués C.G.T. ont indiqué qu'ils refusent de discuter des suppressions d'emplois, prévues depuis plusieurs mois (milieu sept-cent quatre-vingt selon eux) et des mesures de chômage partiel dans la division avions (vingt jours).

La C.G.T. appelle, dans sa déclaration, « toutes les sections à prendre les initiatives nécessaires pour influencer, par l'action, le contenu du comité central d'entreprise du 13 septembre ».

Les cadres C.F.D.T. et l'éventail des ressources

- Une hiérarchie des salaires de 1 à 6 englobant les rémunérations des directeurs généraux
- Aucun revenu supérieur à 22 000 F par mois, tous éléments compris

De la discussion ne jaillit pas forcément la lumière, du moins immédiatement. Les cadres C.F.D.T., en donnant à leur tour, le 1^{er} septembre, devant les journalistes, leur propre conception du redressement de l'éventail des salaires, ont fait constater que le débat est loin d'être clos comme le laissait entendre la veille M. Georges Seguy. D'autant que la C.F.D.T. n'a pas encore achevé la mise au point de la réforme des revenus qu'elle présente et qui nécessite, selon elle, un complet remaniement de la loi et de la législation sur les prestations familiales et leurs annexes.

Cette réforme figure à l'ordre du bureau national de la C.F.D.T. du 3 et 9 septembre. L'Union confédérale des cadres (C.F.D.T.) va proposer une renou- vellement exploratoire à son homologue de la C.G.T., l'U.G.I.C.T., car, dit M. Pierre Vanlerberghe, secrétaire de l'U.G.I.C.T., « si nous avons noté une évolution très importante des positions de la C.G.T., elles sont encore inu- guales ».

Les propositions données par M. Vanlerberghe dissuadent une bonne partie des équivoques sur- tentes encore dans les récentes déclarations politiques ou syndicales. Dans le combat contre les inégalités qu'elle a engagées depuis des années, les propo- sitions de la C.F.D.T., a-t-il dé- claré, ne visent pas seulement les salaires, mais également les dépenses entre revenus salariaux et non salariaux. Cela implique d'imposer le capital et les grosses fortunes et de s'attaquer à la

frande fiscale de la majorité des non-salarisés de façon à limiter à l'avenir l'impôt sur le revenu des personnes physiques à maximum des revenus par individu (toutes origines confondues) à dix fois le SMIC.

Les prestations familiales seront massivement revalorisées en faveur des enfants et de leur mère ne travaillant pas.

Alors pourra s'opérer une redi- stribution des revenus non géné- ralisés de l'inflation, la nouvelle pondition fiscale finançant en partie les mesures sociales pré- conisées par la C.F.D.T.

En tenant compte des primes et « enveloppes »

Une hiérarchie des salaires de 1 à 6 fois le SMIC est l'objectif à atteindre progressivement mais impérativement. Le minimum des grilles de salaires négocié doit être égal ou supérieur au SMIC revendiqué, c'est-à-dire présente- ment 2 200 F, ce qui donne en haut de l'échelle 13 200 F par mois, chiffre brut (cotisations sociales non déduites). Tous les salariés devront se retrouver dans ce éventail, du manœuvre au du- plication aux directeurs généraux, les mieux payés, aux agents hors cadre des entreprises nationales, aux hauts fonctionnaires hors échelle, super-préfets et ministres compris. Toutes les primes et « enveloppes » entreront en compte pour calculer la rémuné- ration mensuelle, qui sera la donnée de la grille. Les salaires seront affichés dans les entreprises.

SÉCURITÉ SOCIALE

Le ralentissement de la consommation médicale explique, en partie, l'excédent des caisses en 1977

Bonne surprise pour les Français : la Sécurité sociale ne sera pas en déficit en 1977. Telles sont les prévisions que vient d'envoyer aux caisses le ministère de la santé, en ajoutant à cette bonne nouvelle — apparemment étonnante — une information désagréable et même sérieusement inquiétante : l'annonce d'un déficit en 1978.

Mais que valent toutes ces prévisions, se demandent la majorité des citoyens qui se souviennent encore des cris d'alarme poussés, il y a un an, sur un déficit énorme de l'ordre de 12 milliards de francs ? En fait, l'écart entre les premières prévisions et les derniers chiffres connus est très compréhensible si l'on tient compte des mesures gouver- nementales qui ont été prises ainsi que de l'évolution de la conjon- cture et de la consommation médicale.

Tout d'abord, les mesures gou- vernementales. Pour résorber les déficits prévus en 1976 et en 1977, les cotisations ont été majorées deux fois : en janvier (+1,5 point) et en octobre 1976 (+1,4 point). Cette dernière dé- cision a eu des effets non négligeables en 1977, puisqu'elle est à l'origine de 7 milliards de francs supplémentaires de recettes. En outre, le gouvernement a diminué en juillet 1976 la T.V.A. sur les produits pharmaceutiques et pris de nouvelles mesures d'économie en avril 1977, dont l'une d'entre elles — la modification des rem- boursements de certains médica- ments — entrera en vigueur le 1^{er} octobre et aura des effets financiers favorables pour les caisses.

D'ailleurs, dès le mois de mai dernier, le ministre de la santé, Mme Veil, annonçait que le dé- ficit de 1977 serait seulement de 0,4 milliard de francs (au 4 juin), tout en admettant qu'il y aurait des problèmes de trésorerie — de l'ordre de 3 à 4 milliards de francs.

Que s'est-il passé depuis ? Com- ment s'est-on évité d'un petit déficit à un excédent ? La direc- tion de la Sécurité sociale, qui établit deux fois par an des pré- visions, a profondément révisé ses hypothèses en raison d'une évolution plus favorable que prévu.

Tout d'abord les rentrées de cotisations sont supérieures à ce qui était prévu. Déjà en janvier dernier, 1,5 milliard de francs supplémentaires sont arrivées dans les caisses en raison, sem- ble-t-il, du comportement des employeurs qui, à la veille du blocage du pouvoir d'achat décidé par le plan Barre pour 1977, ont versé, en décembre 1976, des primes supplémentaires, c'est-à-dire en donnant plus en 1976 pour se conformer à la règle des 6,5 % en 1977. En outre, l'accroissement des salaires serait de 11,7 % en 1977 au lieu des 9,2 % envisagés au début de l'année : or, un seul point de plus se traduit par une

augmentation des rentrées de cotisations de 1,7 milliard de francs.

Autre facteur essentiel : la dé- célération de la consommation médicale, déjà constatée en 1976, s'est confirmée. Les chiffres sont éloquentes dans tous les secteurs importants de l'assurance-ma- ladie. En un an (avril par rapport à avril), le nombre de consultations honoraires médicaux se sont accrus de 12,4 % en 1977 au lieu de 22 % en 1976 ; pour l'hospitali- sation (- 22,4 % au lieu de + 34,2 %), le nombre de lits occupés par les malades et les journalistes ont suivi cette ten- dance : - 9,8 % au lieu de + 19,8 %. Et grâce à la réduc- tion de la T.V.A. sur les produits de la pharmacie pour la Sécurité sociale, a diminué de 0,9 % alors qu'il augmentait de 15,9 % en 1976.

La conjonction des mesures gouvernementales, de l'évolution médicale et d'un comportement plus rigoureux des assurés et ma- lades — ce qui s'explique sans doute par la crise économique et le chômage — a eu, en consé- quence, le meilleur effet sur les finances de la Sécurité sociale.

Et en trésorerie ? Le coût de l'allocation de rente sociale, qui vient d'être triplé (1,5 mil- liard), n'avait pas été compen- sée par les prévisions mais il ne les inquiète pas : le solde devrait rester positif.

En revanche, les spécialistes des comptes plus inquiets pour 1978. Dans l'hypothèse officielle d'une hausse des salaires de 9,7 % en 1978 (prix + 8,8 %), il est prévu un déficit de 4,9 milliards de francs. Certes, il conviendrait beaucoup d'eau sous les ponts d'ici à décembre 1978 et les salaires aug- menteront sans doute plus vite. Mais l'un des facteurs qui est à l'origine de la bonne nouvelle pour cette année — la décelé- ration de la consommation médi- cale — aura des effets moins importants l'année prochaine. En effet le déficit global de la sécu- rité sociale se décompose ainsi : famille (+ 4,2 milliards) ; assu- rance maladie (- 4,1) et vieillesse (- 5,1), soit un solde négatif global de 4,9 milliards de francs. Or, s'il est possible d'engager une action pour éviter les gaspillages dans le secteur de la santé et faire des économies, il est impos- sible de combler le « trou » de l'assurance vieillesse par des éco- nomies ou des réductions de dé- penses. Dans ce domaine, c'est bien d'accroissement des recettes qu'il faudra parler. Au total, la bonne surprise de cette rentrée des cotisations payées à peu de chances de se renouveler.

JEAN-PIERRE DUMONT.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec
environnement protégé
APPARTEMENTS
DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUE
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Cédité 80% sur 20 ans intérêt 8%
Directement du constructeur
IMMOBILIÈRE DE VILLARS SA
Case postale 82
CH-1884 VILLARS-S.-OLLON
Tél. 025/31039 et 32208

les salons de
BOFFINGER
donneront un style à vos
RECEPTIONS
buffets, champagne, laque, coiffure,
50 à 200 personnes
5 rue de la Bastille ANG 8782, 1^{er} étage
Cristal American Express - Diners Club
Parking facile rue de la Paix

Le Brésil et le marché du café
LÉGITIME DÉFENSE

La politique de défense des prix internationaux du café réalisée par le Brésil ne constitue pas seulement un acte commercialement légitime, mais également un impératif d'ordre économique et social face aux campagnes de réduction de consommation et aux manœuvres de spéculation de baïsse.

Quatre conférences de l'UNCTAD (Commission de Commerce et Développement des Nations unies) sont venues, successivement, confirmer le droit des pays exportateurs de matières premières et de produits alimentaires — surtout ceux du tiers-monde — de réserver le prix de leurs marchandises contre les manœuvres de baïsse manipulées par des exportateurs. Il s'agit là, en effet, d'une arme redoutable dont se servent les pays industrialisés pour imposer leur volonté aux nations pauvres. Celles-ci doivent alors souvent faire face à des cours mondiaux couvrant à peine les coûts de production, à une double perte de devises et de revenu national, au chômage et autres conséquences néfastes.

Lorsque le Brésil, par l'intermédiaire de la « trading » Interbras achète une certaine quantité de café sur le marché de plusieurs pays, ou à la Bourse de Londres ou de New-York, il ne fait que suivre les recommandations de 120 membres de l'UNCTAD. Il s'agit d'une position de légitime défense basée sur des principes économiques et éthiques recommandés.

La surprenante chute des cours internationaux du produit dans une conjoncture de quantité réduite sur le plan mondial s'explique par l'efficacité de l'action spéculative favorisée par les stocks en pouvoir des importateurs.

Comme s'il ne suffisait pas des recommandations du président Carter au peuple américain en faveur du thé et autres boissons, les règles du jeu de la Bourse de New-York ont été modifiées dans le but de freiner, puis de renverser, la tendance naturelle à la hausse dans les négociations sur le café.

Malgré cela, le député Charles Vanik, président du sous-comité de la Chambre de Commerce des Etats-Unis, accuse maintenant le Brésil de provoquer une augmentation forcée des prix du café lors des adjudications. Il demande une investigation gouvernementale à propos d'une pseudo-pratique déloyale de commerce. Il brandit des menaces de barrières économiques contre les produits manufacturés — chaussures, textiles, etc. — que nous commençons, difficilement, à introduire sur le marché américain.

Il y a quelques jours, l'impartial journal français « le Monde » a pris spontanément la défense de la position brésilienne. Il démontra l'absence de logique de la presse et des acheteurs américains lorsqu'ils parlent d'un complot destiné à soutenir un niveau irréal des prix. Il conclut que... « les effets des gélées catastrophiques » sont la cause de « l'innervation des cours depuis 1975 ».

Les quantités du produit acquises par l'Interbras dans le but de préserver nos stocks stratégiques représentent en fait une petite parcelle des opérations globales du café.

La présence de la « trading » d'Etat à la Bourse de Londres et de New-York s'avère, par ailleurs, une activité normale dans ce secteur. On conviendrait à ce propos que ces deux hauts lieux de la finance possèdent suffisamment d'expérience et de recours pour éviter de se laisser manipuler par les prétendues actions dont on accuse le Brésil.

La concert de réclamations correspond à un apparent retour à la normalité. En partie, sans aucun doute, à la suite de la décision du Brésil et des autres pays producteurs (voir la création du Fonds de stabilisation, au Mexique) de ne pas demeurer dans une position passive, mais de chercher une nouvelle formule mieux adaptée à la situation de rareté du produit.

Comment parler alors de déloyauté à propos de réactions parfaitement logiques sur le plan technique, et qui répondent au droit de tous les peuples à progresser et au bien-être social ?

Transcrit du journal brésilien « O Globo », le 26 août 1977.

INTERPRESS ASSESSORIA PROMOCÃO Ltda E REPRESENTAÇÃO Ltda

صكنا من الاصل

LES MARCHES FINAN

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Onze régions bénéficieront en priorité des crédits aux travaux publics et au bâtiment

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 1^{er} septembre, M. Fournier, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, et Barrot, secrétaire d'État au logement, ont précisé le détail des mesures de soutien conjoncturel de l'activité du bâtiment et des travaux publics annoncées au conseil des ministres du 31 août.

Sur les 600 millions de francs d'autorisations de programmes de la deuxième tranche du Fonds d'action conjoncturel, 450 seront destinés aux travaux routiers, 100 aux ports maritimes et aux voies navigables et 50 à l'aménagement du territoire. La liste précise des travaux routiers envisagés sera fixée sous quinze jours.

Au total, en 1977, les sommes consacrées aux travaux publics seront supérieures de 22 % environ à celles de 1976, puisque cette deuxième tranche s'ajoute aux 4,7 milliards du budget initial et à la première tranche du F.A.C. de 254 millions. Enfin, il faut prendre en compte 380 millions de francs qui dépendent des ministères de l'intérieur, de l'agriculture et de l'éducation, et, globalement, pour l'année 1 milliard de francs de prêts supplémentaires aux collectivités.

Les régions où cet effort financier s'appliquera sont en priorité : le Languedoc-Roussillon, la Champagne-Ardenne, la Lorraine, la Basse-Normandie, ainsi que la Provence-Côte d'Azur, le Rhône-Alpes et l'Île-de-France.

En matière de logements, la conversion de crédits destinés au secteur locatif en crédits au logement en accession à la propriété interviendra 3 000 logements H.L.M. et 10 000 P.S.I. (Prêts spéciaux immobiliers). Ces 15 000 logements seront construits en Aquitaine, en Bretagne, dans le Languedoc-Roussillon, le Midi-Pyrénées, le Nord-

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Mauvais départ pour l'« aide au retour »

Les mesures d'aide au retour pour les travailleurs immigrés sont opérationnelles depuis le début du mois de juillet environ, compte tenu d'une mise en place progressive et d'un certain décalage entre Paris et la province. Deux mois après leur mise en vigueur, on peut dresser un premier bilan : il est décevant. Un responsable le qualifie même de « lamentable ».

Selon plusieurs sources concordantes, environ deux mille personnes seulement auraient demandé à bénéficier de la prime de 10 000 F d'aide au retour, sur les cinquante mille immigrés-chômeurs secourus qui ont droit à cette aide, et sur les quatre-vingt-seize mille travailleurs immigrés inscrits au chômage.

Les mesures d'aide au retour pour les travailleurs immigrés sont opérationnelles depuis le début du mois de juillet environ, compte tenu d'une mise en place progressive et d'un certain décalage entre Paris et la province. Deux mois après leur mise en vigueur, on peut dresser un premier bilan : il est décevant. Un responsable le qualifie même de « lamentable ».

Selon plusieurs sources concordantes, environ deux mille personnes seulement auraient demandé à bénéficier de la prime de 10 000 F d'aide au retour, sur les cinquante mille immigrés-chômeurs secourus qui ont droit à cette aide, et sur les quatre-vingt-seize mille travailleurs immigrés inscrits au chômage.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emissions de valeurs mobilières en France pour le premier semestre 1977

La statistique des émissions de valeurs mobilières — statistique élaborée traditionnellement par le Crédit lyonnais — fait apparaître pour le premier semestre 1977, avec un montant de 94,3 milliards de francs (émissions permanentes et temporaires), une progression sensible (plus de 20 %) par rapport au premier semestre 1976. Cet excellent résultat est toutefois dû à l'émission au cours du deuxième trimestre 1977 d'un emprunt national pour le logement de 2 milliards de francs et d'un emprunt d'État de 3 milliards contre seulement un emprunt d'État de 2,5 milliards pour la période correspondante de l'année précédente.

Si, au total, 29,6 milliards de francs de nouvelles obligations ont été émises au cours du premier semestre, le placement ne s'en est pas effectué de la même façon auprès des différentes catégories de souscripteurs : tandis que les investisseurs institutionnels se sont de nouveau montrés réservés depuis la fin février, les particuliers, en revanche, ont apporté une large contribution aux différentes émissions, assurant notamment un incontestable succès à l'emprunt d'État, dont le montant a dû être porté de 2 à 3 milliards de francs.

De leur côté, les émissions d'actions (part de S.A.E.L. incluses) ont atteint 4,6 milliards contre 5,3 milliards au cours de la même période de 1976. Cette diminution concerne aussi bien les entreprises financières que non financières.

Parmi ces émissions d'actions, les augmentations de capital contre espèces publiées au « S.A.L.O. » sont restées marginales : 250 millions contre 917 millions au premier semestre 1976. Elles dépendent en effet fondamentalement de la tenue de la Bourse, actuellement marquée par un regain d'incertitudes d'ordre politique et économique.

Quant aux obligations convertibles, elles ont légèrement progressé par rapport à la période correspondante de l'année précédente (112 millions contre 800 millions).

L'Union de Banques Suisses communique :



L'UBS, toujours dominante pour les dépôts de la clientèle - 50% de son activité avec l'étranger.

L'afflux de fonds de la clientèle est demeuré vif au premier semestre 1977. A fin juin, ces dépôts atteignent le nouveau montant record de FS 30,3 milliards, dont FS 11,2 milliards provenaient de l'étranger. Dans ce domaine, l'Union de Banques Suisses conserve toujours une position dominante parmi les grandes banques suisses.

La somme du bilan s'est, elle aussi, élevée à un nouveau sommet. La moitié environ des activités de la banque concerne les affaires internationales.

Confiance mondiale
Ces chiffres illustrent la confiance dont non seulement l'UBS, mais aussi la Suisse, en tant que place financière de premier rang, jouissent dans le monde. Ce rang, la Suisse le doit à sa stabilité politique et économique, ainsi qu'à un taux d'inflation qui est toujours le plus faible des grandes nations industrielles. Au surplus, le franc suisse est l'une des monnaies les plus fortes du monde.

Savoir-faire dans les financements internationaux
Grâce à son fort potentiel de placement et à son savoir-faire dans les affaires d'émissions internationales,

L'Union de Banques Suisses a, une fois de plus, participé d'une manière déterminante à la garantie d'emprunts en francs suisses et à des transactions sur le marché des capitaux.

Par ailleurs, elle a effectué de nombreux placements privés pour compte de débiteurs étrangers et participé à l'octroi d'eurocrédits.

Domiciliée en Suisse
Les relations internationales des banques suisses vont de pair avec celles des compagnies d'assurances et sont complémentaires du commerce extérieur et du tourisme.

L'Union de Banques Suisses est présente dans 21 pays répartis sur les cinq continents. En Suisse, elle exploite le plus vaste réseau de guichets (207 succursales et agences). Elle offre tous les services d'une banque universelle.



Union de Banques Suisses

Banque internationale - made in Switzerland

Après transformation
OUVERTURE
VENDREDI 2 SEPTEMBRE
JARRASSE
L'escalier de Paris
(Bourse de Paris)
— TOUS LES POISSONS —
4 av. de Madrid, Neuilly-s-Seine
624-07-56

(PUBLICITE)
ÉMIRATS ARABES UNIS
APPEL D'OFFRES
PROJET DE DRAINAGE ET D'ASSAINISSEMENT
VILLE D'AL-AIN MARCHÉ N° (m4)

1. — La Municipalité d'AL-AIN lance un Appel d'Offres international pour l'exécution du projet de drainage et d'assainissement d'AL-AIN marché n° (m 4).

L'ensemble du projet comprend les composantes suivantes :

A. — Fourniture et installation de tubes en plastique armé de fibre de verre d'un diamètre de 900 mm sur une longueur d'environ 10 km, ainsi que les regards nécessaires.

B. — Construction d'une station de relèvement pour l'assainissement et les autres travaux relatifs à cette station.

C. — Fourniture et installation d'une canalisation d'écoulement en tube d'acier écorché composé de deux tubes d'un diamètre de 600 mm chacun sur une longueur d'environ 7 km y compris la fourniture de tous les accessoires tels que : clapets, toutes branchements, etc.

D. — Fourniture et installation des canalisations de refoulement en acier écorché de 900 mm de diamètre et sur une longueur d'environ 15 km pour le refoulement des eaux destinées à l'irrigation.

E. — L'exécution des travaux d'assainissement et le traitement des eaux pour une capacité journalière de drainage égale à 37 000 m³.

Ces travaux comprennent également :

a) L'exécution des sondes ;
b) Les bassins d'aération ;
c) Les bassins de décantation ;
d) Les filtres à sable ;
e) Le traitement des boues ;
f) Les aires d'épuration et de séchage des boues ;
g) L'immeuble de l'Administration ;
h) Les travaux généraux : nivellement et amélioration du terrain ainsi que tous autres travaux nécessaires à la bonne exécution de la station d'opération.

2. — Les soumissionnaires intéressés doivent remettre leurs références attestant d'une expérience antérieure dans ce genre de travaux. Ces références doivent mentionner en détail les projets qu'ils ont déjà exécutés ou qu'ils exécutent actuellement dans ce domaine, de façon que la valeur de ces projets ne soit pas inférieure à 40 millions D.E.S. (équivalent).

3. — Les soumissionnaires doivent demander la documentation par une lettre officielle ou par un télex adressé à la Commission des projets d'assainissement d'AL-AIN, B.P. 1003, U.A.E. n° de tél. 2250, AL-AIN, ABU-DHABI. Les entreprises étrangères doivent communiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de leur associé ou agent local qui a le droit d'acheter la documentation.

4. — La documentation concernant le présent appel d'offres peut être retirée auprès du Bureau de la Commission 3- Adjudications contre un paiement non remboursable de D.E.S. 10 000 (dix mille). Aucune documentation ne peut être envoyée par courrier. Date limite pour l'achat des documents : lundi 12 septembre 1977 à 12 heures.

5. — Sous pli séparé il faut remettre en même temps que l'offre, un dépôt de garantie bancaire égal à 5 % du montant de l'offre et valable pour une durée de 90 jours à compter de la date de clôture mentionnée au paragraphe n° 7.

Le soumissionnaire dont l'offre aura été retenue doit augmenter la garantie bancaire jusqu'à 10 %.

6. — Les offres doivent être envoyées sous enveloppe cachetée à l'adresse suivante :

Directeur de la Commission des projets de drainage d'AL-AIN
Bureau de la Municipalité et d'écriture, AL-AIN
B.P. 1001, Émirats Arabes Unis.

7. — Date limite pour l'admission des offres : mardi 1^{er} novembre 1977 à 10 heures.

8. — La Commission a le droit d'accepter ou de refuser l'offre sans justifier les raisons de sa décision.

BOURSE DE PARIS 1^{er} SEPTEMBRE 1977

MAR

LES MARCHÉS FINANCIERS

DES ÉTRANGERS
par l'« aide au retour »

AVIS FINANCIER
DES SOCIÉTÉS

PARIS
1^{er} SEPTEMBRE

La hausse se ralentit

Le mouvement de reprise dé-
clenché mercredi par l'annonce
des mesures de soutien conjon-
turel s'est très sensiblement
ralenti jeudi sur des ventes dé-
ficientes. Ces dernières ont été
pour la plupart très bien absor-
bées, mais les cours n'ont pas
moins plané dans la majorité
des cas. Ainsi sur la soie, les
de hausses appréciables (7 et
plus) entraînent 12 hausses, et
n'en entraînent plus qu'une petite
trouée en clôture. Financière
française n'affichait plus qu'une
faible chute de 0,39 %.

Les titres des entreprises exerçant la même activité dans le secteur de la consommation ont néanmoins continué à progresser. Ce fut le cas, notamment, des grandes surfaces. Mais partout ailleurs, l'on ne s'est guère éloigné des tendances précédentes. Bref, le marché est apparu « coiffé ».

Ce n'était cependant pas l'avis des nombreux professionnels. D'après eux, les ordres d'achat avaient été importants dans la matinée, et le « papier » avait soudainement fait défaut. Ils faisaient ensuite remarquer que la plupart des ordres de vente émanaient d'investisseurs qui avaient pris position il y a deux mois. Un fait est certain : les Britanniques ont continué imperturbablement de procéder à leurs emplettes.

Sur le marché de For, le lingot a encore perdu 175 F à 23 475 F (après 23 730 F). Le napoléon a, en revanche, regagné 0,30 F à 246,80 F (après 247 F).

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines et des pétroles. Effritement des mines d'or.

LONDRES
—

Effritement

Le manque d'affaires provoque vendredi à l'ouverture un léger effritement des cours, mais, après une demi-heure de transactions, des reprises partielles se produisent aux industrielles. Repli des pétroles, mais redressement des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE	COURS
	1/3	2/3
Beecham	812	620
British Petroleum	910	904
Camoteida	117	118
Da Beers	27	27
Imperial Chemical	418	421
Ele Plats Zinc Corp.	213	214
Shell	590	582
Victor	195	195
Wool Loan 3 1/2 %	38 1/2	38 1/8
*West Oriental	28 5/8	28 5/8
*Western Holdings	10	10

(*) En dollars U.S. net de prime sur le dollar investissement.

NEW-YORK

Hésitant

Quelques modestes progrès ont été encore accomplis jeudi à Wall Street, à l'issue d'une séance qui s'annonce à 88,64, soit à 3,37 points au-dessus de son niveau précédent. A la mi-journée, son gain s'est de 3,31 points. L'excursif s'est un peu ralenti, 10,60, soit à 1,37 point au-dessus de moins contre 19,96 millions.

La reprise de la hausse des prix de gros en août, la baisse des dépenses de consommation, la baisse de la prévision d'une détérioration de la conjoncture économique : autant de facteurs qui ont incité les optateurs à une certaine réserve sur la clôture. Ce n'est qu'après la séance que ces derniers ont su qu'ils se trompaient.

Le 1^{er} septembre s'annonce contracté.

VALUES	COURS		COURS
	31/8	1/9	
Alcoa	48 2-4	47	47
A.T.T.	80-38	80	80 1/2
Bank of America	31-3	31	31 1/2
Chemical Bank	31-3	31	31 1/2
De Pont de Nemours	112 3-8	112	112 1/2
Eastman Kodak	112 3-8	112	112 1/2
Exxon	49 1-2	48	48 1/2
Ford	48 3-8	48	48 1/2
General Electric	53 3-8	53	53 1/2
General Motors	71 3-8	71	71 1/2
Goodyear	67 3-4	67	67 1/2
IBM	216 3-8	216	216 1/2
I.T.T.	32 1-8	32	32 1/2
Kennecott	22 3-8	22	22 1/2
MetLife	61 1-2	61	61 1/2
Prudential	61 1-2	61	61 1/2
Schlumberger	87	87	87 1/2
Tecumseh	27 3-4	27	27 1/2
Union Carbide	48 1-2	48	48 1/2
U.S. Steel	35 3-8	35	35 1/2
W.R. Hambrecht	18 3-4	18	18 1/2
W.R.	18 3-4	18	18 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROUSSELOT. — ATO Chimie, filiale à 50/50 des groupes pétroliers ELF-Aquitaine et Total, se déclare officiellement prête à racheter les parts de la capitale de la société Rousselet (« le Monde » du 27 août), soit 404 600 actions, aux mêmes conditions que celles offertes par la Société française des pétroles S.F.P. pour le rachat de 100 000 actions. Rousselet pour se faire du soutien financier de ses deux actionnaires. « Il n'y aura pas dans cette affaire de conflit entre pétroliers », affirme Rousselet. « Les pouvoirs publics maintiennent aux pouvoirs publics qui doivent dire quelle solution ils choisissent : la française ou l'étrangère.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1978.)

	31 août 1 ^{er} sept.	
Valeurs françaises ..	91,7	92,1
Valeurs étrangères ..	99,6	99,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc 1951.)

Indice général	59,9	60,5
----------------------	------	------

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1/8	2 1/2

	1/9	2/9
3 dollar (no year)	267 95	258 43
Taux du marché monétaire		
effets privés	2 3/8 %	

BOURSE DE PARIS - 1^{er} SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compen- sation	VALEURS	Précéd. cote	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. cote	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. cote	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2510	U.S. & 1073.	658 80	658 90	658 10	193	LES LITHÉVY	208	285	289	290	295	120	Guay-Camp.	122	121 50	121 50	121 50
658	6.5 & 1.0.	1856	1856	1856	175	Esso S.A. 1073.	59 80	60	60	60	60	80	Guay-Camp.	30 20	30 20	30 20	30 20
335	Airfrance	339	344	344	337 25	175	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
335	Air Equipe	391 50	396 10	396 10	392 80	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20	59 20	59 20	59 20	335	Carmaux	181	180	180	181	74	Paris-France	57 30	57 30	57 30	57 30
59	Air Part. Ind.	59 20															

COTE DES CHANGES		COURS DES BILLET
------------------	--	---------------------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS ordr.	COURS 1/8	échange de 20 \$ par autre devise	MONNAIES ET DEVISES	COURS ordr.	COURS 1/8
Etats-Unis (p. 1)	4 865	4 802	4 870	Or fin (en \$ U.S.)	23600	23850
Allemagne (100 RM)	211 237	211 349	212	Or fin (en \$ U.S.)	23520	23770
France (100 F)	206 281	206 393	206 395	Pièce française (10 F)	234 50	236 50
Pays-Bas (100 fl.)	206 281	206 290	206 292	Pièce française (10 F)	233 80	235 80
Danemark (100 krh)	70 170	70 450	70 880	Pièce mexicain (20)	215 28	216 28
Suède (100 kr)	181 70	181 370	181 370	Union latine (20 fr.)	224 80	226 80
Belgique (100 B)	89 740	89 700	88 750	Souverain	220 10	221 80
Grande-Bretagne (p. 1)	8 561	8 543	8 560	Pièce de 20 dollars	1132	1124 40
Italie (100 lire)	204 562	204 562	204 562	Pièce de 10 dollars	565	565
Autriche (100 sch.)	29 715	29 718	29 850	Pièce de 5 dollars	302 50	303
Espagne (100 pes.)	8 896	8 906	8 750	Pièce de 50 pesos	957 50	958
Portugal (100 esc.)	206 281	206 281	206 281	Pièce de 10 dollars	219	216
Canada (50 cen.)	4 569	4 563	4 585			

صحة الإنسان

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
3. ASIE
- PROCHE-ORIENT
- AMÉRIQUES
- EUROPE
- UN POINT DE VUE SUR L'AFRIQUE KAPLER : « Effacer ou justifier », par le général Binoche.
5. DIPLOMATIE
- 5 à 7. POLITIQUE
- « Les raisons d'une controverse » (II), par Thierry Pfister.
8. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- Le feuilleton.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 9 A 13
VACANCES EN FRANCE : Le Nord avec d'autres yeux.
CHASSE : Une interview de M. d'Ornano.
Brocante : Animaux : Modes du temps ; Philatélie ; Plaisirs de la table ; Épiphanie ; Jeux.

14. EDUCATION
15. SCIENCES
- MÉDECINE
- 16 à 19. ARTS ET SPECTACLES
21. JUSTICE
- SPORTS
22. ÉQUIPEMENT
- 23 à 24. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (20) : Aujourd'hui (15) ; Carnet (15) ; « Journal officiel » (15) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (15) ; Bourse (25).

MORT AU COMMISSARIAT

Un Français d'origine nord-africaine, M. Ali Habib Seghir, âgé de cinquante-sept ans, est mort dans des circonstances non encore éclaircies, alors qu'il était gardé dans un commissariat de Metz dans la nuit du mardi 30 au mercredi 31 août. Une enquête a été ouverte pour déterminer les raisons exactes de la mort, le substitut du procureur, M. Myriam Verrier, ayant de son côté ordonné une autopsie.
M. Ali Habib Seghir avait été appréhendé dans un quartier périphérique de Metz, où, dans un état d'ivresse, il se livrait à des actes d'extorsion devant des enfants. Pris à partie par deux passants, il se précipita dans la rue, tomba à deux reprises au sol. Ayant perdu connaissance quelques instants, les policiers l'avaient d'abord transporté à l'hôpital Bon Secours où l'on estimait cependant inutile de le garder. Conduit au commissariat, M. Ali Habib Seghir donnait encore des signes d'ébriété. Il serait mort dans le courant de la nuit.

LES PARLEMENTAIRES DE LA CORSE APPELLENT À UNE MANIFESTATION CONTRE « LE SÉPARATISME ET LA VIOLENCE »

Dans une déclaration publiée jeudi 1^{er} septembre, les parlementaires de la Corse, les présidents des deux conseils généraux et les maires d'Ajaccio, de Corte et de Calvi, appellent à une manifestation, le 9 septembre, à Bastia et à Ajaccio, destinée à condamner « la condamnation du séparatisme et des violences d'où qu'elles viennent ».
Les signataires affirment : « Depuis trop longtemps déjà, attentats, déclarations, interviews émanant de mouvements divers, pourrissent l'air et la conscience de la Corse ».

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1977 a été tiré à 331 275 exemplaires.

PRÉ-RENTÉE MATHÉMATIQUE PHYSIQUE

UNE MANIÈRE UNIQUE D'ASSURER À VOS ENFANTS UNE BONNE REMISE EN CONDITION POUR LA RENTÉE
De 5 à 13 semaines
2 heures consécutives par jour + travail de contrôle chez eux
Groupes de 6 élèves au maximum
CENTRE PRIVÉ
MATH ASSISTANCE
Paris 9^e St-Lazare 526-37-17
Paris 15^e Vaugrand 531-31-13
Paris 20^e Nation 373-09-38

A B C D E F G

DANS SON RAPPORT ANNUEL

L'Institut stratégique de Londres met en relief le renforcement des arsenaux de l'U.R.S.S. et des États-Unis

Londres (A.F.P.). — Les États-Unis et l'Union soviétique continuent d'améliorer leurs forces nucléaires stratégiques à un rythme élevé, selon les experts de l'Institut international d'études stratégiques, dans leur publication annuelle *L'équilibre des forces 1977-1978*.
À l'intérieur des accords de limitation qu'ils ont conclus, les deux plus puissants pays du monde renforcent leurs arsenaux et les modernisent. Ils préparent, en même temps, les nouveaux systèmes d'armes qui seront déployés dans les années 80.
En ce qui concerne les armes nucléaires, l'équilibre des forces crédite les États-Unis de 11 000 ogives et l'Union soviétique de 3 800. Dans les années 80, les États-Unis devraient en posséder quelque 14 000 et l'Union soviétique 7 500.

Les États-Unis travaillent à accroître la précision et la capacité de pénétration de leurs missiles intercontinentaux Minuteman 3, dotés chacun de trois ogives indépendantes. Ils possèdent actuellement 550 Minuteman 3, plus 450 Minuteman 2, à une seule ogive, et 54 Titan 2, à une seule ogive également.

Les États-Unis déploient, en outre, 498 Poseidon et 160 Polaris à bord des sous-marins stratégiques. La marine américaine sera dotée en 1978 de nouveaux sous-marins à propulsion nucléaire de 6 000 kilomètres de portée. Une seconde génération du Trident portant à près de 10 000 kilomètres est déjà à l'étude. Enfin, les États-Unis s'ils ont renoncé au bombardier B-1, modernisent une fois de plus les B-52, dont certains transporteront des missiles de croisière en cours de développement.

Du côté soviétique, les missiles intercontinentaux SS-9 et SS-11 sont progressivement remplacés par les SS-19, dont la précision est « notablement supérieure », ainsi que par les SS-17 et SS-18. L'U.R.S.S. possède actuellement 1 477 missiles intercontinentaux basés au sol. En outre, 82 sous-marins transportent 809 missiles, dont deux nouveaux types, le SS-NX-17 et le SS-NX-18, ont été essayés l'an dernier. De plus, l'U.R.S.S. met en ligne, à la cadence de 26 par an, le bombardier stratégique Backfire.

Les États-Unis ont sous les drapeaux 2,9 millions d'hommes et l'U.R.S.S. 3,87 millions. Les États-Unis disposent d'environ 10 000 chars et développent un nouveau blindé, le XM-1, et un véhicule de combat d'infanterie. Du côté soviétique, le nombre des chars est passé à 43 000 contre 24 000 en 1976. En outre, les forces terrestres reçoivent, à cadence rapide, de l'artillerie auto-mouvante, des engins anti-chars, des fusées anti-aériennes et des hélicoptères.

L'aviation américaine peut mettre en ligne 3 400 avions de combat, auxquels viennent s'ajouter les 64 appareils du Strategic Air Command, les 385 avions des « marines » et les 1 200 appareils de l'aéronavale. De son côté, l'Union soviétique aligne 741 avions

dans ses forces stratégiques, 662 dans l'aéronavale et 4 800 dans l'aviation proprement dite. L'Institut de Londres évalue à 103 le nombre de divisions du pacte de Varsovie ; l'OTAN n'en dispose que de 64, auxquelles pourraient s'ajouter 10 divisions françaises.

Le rapport met en évidence le fait que l'équipement des armées du pacte de Varsovie est complètement standardisé, alors que les pays de l'OTAN en sont encore à faire des vœux pour l'« interopérabilité ». Il souligne les points faibles des défenses occidentales, sans oublier, toutefois, que « le pacte de Varsovie a ses propres points vulnérables », et qu'il est « permis d'avoir des doutes sur la rapidité et la valeur des forces de certains de ses membres ».

Les experts de l'Institut international d'études stratégiques insistent sur trois handicaps dont souffrent les pays de l'OTAN : le déséquilibre marqué des forces en présence dans le nord de la Norvège, où stationne un unique groupe de brigades norvégiennes, alors que l'U.R.S.S. concentre 2 divisions et 1 brigade de fusiliers marins dans la péninsule de Kola et 9 divisions près de Leningrad ; la concentration de la totalité des forces italiennes en Italie, relativement loin des zones où une confrontation paraît possible, et un « déploiement quelque peu déficient » des groupes de l'OTAN en Allemagne.

Les éléments américains les plus puissants sont stationnés au sud, alors que le terrain y facilite la défense, alors que les plaines du nord sont tenues par des éléments moins forts.

Du point de vue de l'équipement, les pays de l'OTAN peuvent aligner 11 000 chars, alors que les pays du pacte de Varsovie en disposent de plus de 27 000. Un déséquilibre analogue existe pour l'artillerie. Dans le domaine des armes antichars, les deux grands ensembles militaires paraissent à peu près à parité.

Toutefois, compte tenu de l'ensemble des données, les experts de l'Institut international d'études stratégiques estiment qu'il existe « un équilibre d'ensemble » entre les deux camps.

• CHINE :

modernisation technologique

La Chine amorce depuis la mort de Mao Tse-toung un processus de modernisation de ses forces armées qui rompt avec le concept selon lequel « l'homme est plus important que l'équipement ». L'Institut international d'études stratégiques estime que la Chine se situe probablement entre 15 et 20 ans en retard national brut du pays. Il conclut que les dépenses de défense devraient augmenter.

• PROCHE-ORIENT :

renforcement du potentiel militaire

Les pays directement engagés dans le conflit israélo-arabe ont continué d'accroître leur potentiel militaire.

Selon cette publication, Israël peut aligner 3 000 chars moyens, 3 600 automitrailleurs et quelque 4 000 transports de troupes blindés. L'armée israélienne, en période de mobilisation, dispose de 20 brigades blindées, 9 brigades mécanisées, 9 brigades d'infanterie et 5 brigades de parachutistes. La marine compte 1 sous-marin (2 sont en construction) et 18 patrouilleurs rapides armés de missiles. L'aviation possède 549 avions de combat. Le budget militaire israélien est estimé à 4,77 milliards de dollars.

Pour sa part, l'Égypte dispose de 1 100 chars lourds et de 750 chars moyens. Ses forces comprennent notamment 2 divisions blindées, 3 divisions mécanisées, 5 divisions d'infanterie et 13 brigades indépendantes, y compris 1 brigade parachutiste et 2 brigades aéroportées. La marine met en œuvre 12 sous-marins, 6 destroyers, 3 escorteurs et plus de 40 vedettes rapides armées de missiles. L'aviation proprement dite et les forces

La fédération de Paris du parti communiste présente son « dessein culturel »

La fédération de Paris du parti communiste français a annoncé, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 1^{er} septembre, qu'elle ferait déposer par ses députés, à la prochaine session parlementaire de l'Assemblée nationale, seize propositions afin d'assurer à la Ville de Paris « l'essor culturel dont la nation a besoin ». (Nos dernières éditions du 2 septembre.)

« Il faut donner à la capitale un grand dessein culturel », a déclaré M. Henri Fléchin, secrétaire de la fédération, député de Paris, après avoir dressé le tableau d'une « situation actuelle alarmante ». Les retards pris dans tous les domaines, les menaces qui pèsent sur la création et l'animation nécessitent, selon la fédération de Paris, « des mesures exceptionnelles ». Mme Christiane Schwartzbard, conseiller de Paris (P.C.), a énuméré les différents points.

Il s'agit, en premier lieu, de fixer par voie législative les objectifs et les responsabilités de l'État en ce qui concerne l'activité de la capitale (les députés communistes de Paris déposeront donc à cet effet une proposition de loi-cadre au Parlement). La fédération souhaite ensuite que le budget culturel de la Ville s'élève à 4 % du budget municipal (taux actuel de la moyenne des villes en France) et que soit mise en place une structure tripartite (État, Ville, organisations et personnalités représentatives de l'action culturelle à Paris) pour

définir une politique « cohérente et dynamique ».

En ce qui concerne l'équipement « indispensable », la fédération propose : une salle de spectacle polyvalente d'environ 9 000 places, une grande salle lyrique comportant un plateau de danse, un auditorium et un théâtre national de mine doublée d'une école ; l'implantation dans tous les quartiers d'ateliers de création multidisciplinaires ; l'aménagement dans les quartiers aussi de salles polyvalentes servant de lieux de rencontre à la population ; l'installation, dans chaque arrondissement, d'une maison des jeunes et de la culture (le budget actuel devrait être doublé).

La fédération du parti communiste souhaiterait que les festivals à Paris bénéficient de structures permanentes, que la création à Chaillot soit maintenue et que l'aide aux jeunes compagnies passe de 1,5 à 10 millions de francs. Créer vingt centres d'action culturelle (un par arrondissement) et trois mille ateliers d'artistes, poursuivre la tradition de commandes publiques aux musiciens et plasticiens, doter d'un statut municipal les conservatoires de musique et de danse des arrondissements, reprendre le projet de conservatoire régional, étendre enfin les cours de soir dans les disciplines graphiques, tout partie des derniers projets avec celui de doubler les crédits d'achat d'œuvres, d'exposition et animation dans les musées et bibliothèques.

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A VILLECRESNES ET A MAUREPAS

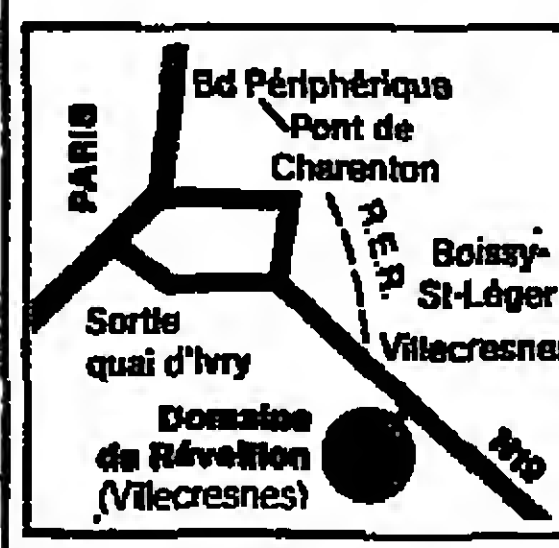


"Mélèze", 171 m², 6 pièces. Autres modèles de 134 à 278 m².

A 18 KM au sud-est de Paris par la N. 19. Et à l'ouest de Paris, par l'autoroute A. 13.

Les maisons individuelles du Domaine du Réveillon occupent un vallon en partie cerné de bois tout près du centre de la charmante bourgade de Villecresnes (C.E.S., piscine, tennis). Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par la N. 19.

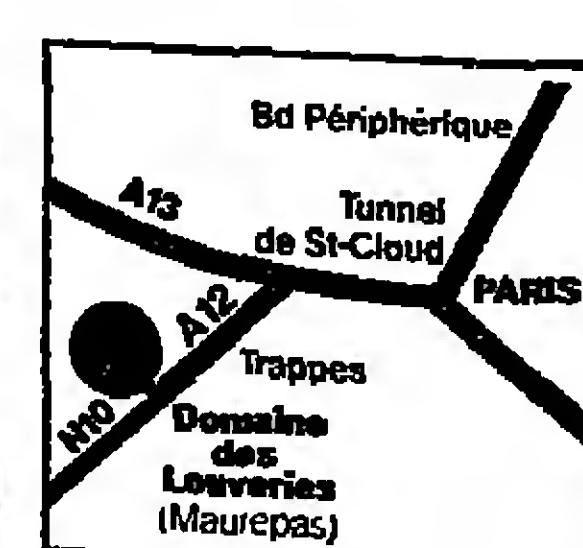
Les maisons du Domaine des Louveries sont en lisière de bois, à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès par l'autoroute Ouest (direction Chartres), la N. 10 et la C.D. 13.



Domaine du Réveillon

cartes d'accès depuis Paris

Domaine des Louveries



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUTS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DU REVEILLON 9440 VILLECRESNES (TEL. 599 10.62)
DOMAINE DES LOUVERIES 7810 MAUREPAS (TEL. 062.96.43)